# FRANCE TERRE D'ASILE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

# FRANCE TERRE D'ASILE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

Dessin de Plantu paru dans *Le Monde* du 6 octobre 2006, à propos de l'affaire Cachan. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur, qu'il en soit ici chaleureusement remercié.

# FRANCE TERRE D'ASILE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

# SOMMAIRE

# SOMMAIRE


**Editorial** 4

Historique de France Terre d'Asile 5
Les missions de France Terre d'Asile 9
Bilan de l'asile en France et en Europe 10
Bilan politique 2006 – Activités des instances 13

**Activités transversales et services centraux** 16
La direction des ressources humaines 17
Le Service coordination des Cada et logement des réfugiés 21
Le Département intégration 23
Le Département mineurs isolés étrangers 32
La plate-forme d'accueil pour les Mineurs Isolés de Paris 34
Le Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers de Caen : SAMIE 36
Le Centre d'Accueil et d'Orientation pour Mineurs Isolés Demandeurs d'Asile : le Caomida de Boissy-Saint-Léger 37
Le Centre de formation 39
Le Service d'assistance sociale et administrative 41

**Activités transversales dans les départements** 45
France Terre d'Asile au 31 décembre 2006 46
(05) Centre d'Accueil de Gap 47
(14) Plate-forme d'Accueil et d'orientation de Caen 48
(15) Centre d'Accueil d'Aurillac 49
(24) Centre d'Accueil de Périgueux – Bergerac 51
(27) Centre d'Accueil d'Évreux 52
(32) Centre d'Accueil d'Auch 54
(33) Centre d'Accueil de Bègles 55
(41) Centre d'Accueil de Blois 56
Centre d'Accueil de Romorantin 57
Centre d'Accueil de Vendôme 58
(48) Centre d'Accueil de Chambon-le-château 59
(49) Centre d'Accueil d'Angers 60
(50) Centre d'Accueil de la Manche 62
(52) Centre d'Accueil de Chaumont 64
(53) Centre d'Accueil de Mayenne 65
(60) Centre d'Accueil de Senlis 67
(75) Centre d'Accueil de Paris 68
(76) Centre d'Accueil de Rouen 69
(77) Centre d'Accueil de Melun 71
(79) Centre d'Accueil de Niort 72
(83) Centre d'Accueil de Toulon 74
(91) Centre d'Accueil de Massy 75
Centre d'Accueil de l'Orge 76
(92) Centre d'Accueil des Hauts-de-Seine à Châtillon 78
(93) Centre d'Accueil de Saint-Denis 79
Centre d'Accueil de Stains 80
(94) Plate-forme d'Accueil et d'orientation du Val-de-marne
Centre d'Accueil de Créteil 82
Pôle Insertion de Créteil 83
Centre de Transit de Créteil 84
(95) Centre d'Accueil de Sarcelles 86

**Bilan financier et rapport financier de l'exercice 2006** 87
Bilan financier 88
Annexes au Bilan 93
Rapport financier de l'exercice 2006 105
Glossaire 107
Quasimodo, le magazine audio de France Terre d'Asile 108
Bulletin d'abonnement 109

# ÉDITORIAL

*L'année 2006 a connu une nouvelle modification du périmètre législatif concernant l'entrée et le séjour des migrants sur notre territoire.*

*Les conditions du regroupement familial ont été durcies, le contrat d'accueil et d'intégration rendu obligatoire, les titres de résidence largement précarisés et généralisés à une durée d'un an.*

*Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ont, elles aussi, été modifiées : la régionalisation de l'accueil poursuivie non sans dommage pour l'exercice des droits, la mise en place de l'allocation d'attente impulsée, la liste des pays sûrs élargie…*

*La baisse continue des demandes d'asile, sur notre territoire comme dans l'ensemble de l'Union européenne, marque davantage une tendance généralisée à la fermeture des frontières qu'elle ne signale une diminution de l'intensité des conflits.*

*Au cours de l'année, France Terre d'Asile a élargi son activité traditionnelle d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés statutaires en menant des missions d'exploration en Algérie, en Mauritanie de même qu'au Maroc. Aux côtés des instances européennes et du HCR, nous avons réfléchi à l'application du concept de réinstallation et à ses conditions d'application en Europe. Nous avons également participé au dénouement de la crise de Cachan, en offrant hospitalité et protection aux ex-squatteurs.*

*Enfin, nous avons cherché à améliorer la qualité de nos publications et de notre information ainsi qu'à élargir notre zone d'influence.*

*Salariés, adhérents, bénévoles, dans l'intérêt de nos publics et le respect de nos valeurs, auront à cœur de poursuivre et d'amplifier cette action dans les années à venir.*

Pierre Henry
Directeur général



# HISTORIQUE DE FRANCE TERRE D'ASILE

« Porte voix des asilés »

Association régie par la loi du 1er juillet 1901, France Terre d'Asile a été créée en 1971 afin de promouvoir et défendre le droit d'asile, une spécialisation jusqu'alors inédite dans le paysage des structures militantes pour les Droits de l'Homme.

Issus de milieux intellectuels provenant de la Résistance, mais aussi du réseau Curiel, d'associations chrétiennes et laïques, ses fondateurs s'engagent dans un rôle de médiation avec les pouvoirs publics. Ils insufflent également à l'association une forte volonté d'agir sur le terrain en faveur des nombreux demandeurs d'asile qui affluent au gré de l'actualité.

## LA MISE EN PLACE DE L'ACTION D'ACCUEIL DE FRANCE TERRE D'ASILE ET DU DISPOSITIF NATIONAL :

### 1971-1980

Lors du coup d'Etat au Chili de septembre 1973, France Terre d'Asile se mobilise et propose à des associations de se regrouper au sein d'un « comité de coordination pour l'accueil des réfugiés du Chili » qui permettra de rassembler plus de 25 associations et groupements pendant plus de deux ans.

Dans ce même temps, elle participe à la mise en place administrative d'un dispositif d'accueil au titre de l'Aide sociale permettant d'accueillir les personnes qui arrivent en France munies d'une autorisation préalable d'entrée et de séjour dans des centres provisoires d'hébergement (CPH).

De nombreuses nationalités sont dénombrées parmi ces « arrivées officielles » entre 1973 et fin 1974, vagues successives de réfugiés « accueillies » dans le Chili d'Allende, Argentins, Péruviens, Brésiliens, mais aussi Uruguayens, Haïtiens, Boliviens, Dominicains, Nicaraguayens, puis quelques unités originaires du Honduras, du Guatemala, San Salvador, Paraguay, et bien sûr de très nombreux Chiliens. A tous ces réfugiés d'Amérique latine, s'ajoutent ceux venus le plus souvent en isolés des pays de l'Est, d'Afrique noire, du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient et qui demandent l'asile aux frontières. D'autres sont des groupes bénéficiant d'autorisations préalables tels que des Ethiopiens de Djibouti lors de l'accession de ce pays à l'indépendance, plus tard des Comoriens suite au coup d'Etat survenu dans leur pays.

Fin 1974, ce sont près de 30 CPH qui ont été mobilisés ou créés pour l'accueil de ces populations, France Terre d'Asile étant responsable de leurs salariés jusqu'à mi 75, la Cimade et le Secours Catholique participant activement à ses côtés à la gestion de ces établissements. Elle effectue dans cette même période des démarches parallèles afin que ces réfugiés (terme englobant à l'époque « demandeurs d'asile » et « réfugiés statutaires ») puissent bénéficier d'un apprentissage accéléré du français et que les budgets alloués à cet effet soient augmentés.

Force de proposition, France Terre d'Asile travaille à une décentralisation de ce dispositif en province bien qu'il s'agisse dans ses débuts d'une entreprise complexe. France Terre d'Asile ouvre un premier CPH, dit « éclaté », qui a servi de référence aux nombreux CPH éclatés créés par la suite pour l'accueil des populations du sud-est asiatique.

Les principales missions de l'association sont lancées : promouvoir une véritable « politique d'accueil des réfugiés », organiser un premier accueil de ces populations, préparer et faciliter l'insertion de ces personnes en réunissant les premiers éléments (langue parlée, travail, logement) ...

Ayant prouvé ses compétences dans le domaine de l'accueil d'urgence, France Terre d'Asile est missionnée, en 1975, pour organiser aux côtés d'autres structures partenaires, l'accueil des nombreux réfugiés provenant de l'Asie du Sud-Est. Six d'entre elles, la Cimade, le Comité National d'Entraide, la Croix-Rouge Française, France Terre d'Asile, le Secours Catholique et le SSAE se réunissent régulièrement en un comité de liaison qui traite de tous les aspects de l'accueil et de la répartition des tâches. France Terre d'Asile se voit confier la responsabilité des centres de transit, de la prospection en vue de l'ouverture des centres d'hébergement et du contrôle du processus de première insertion. Deux centres de transit gérés par l'association voient donc le jour, à Créteil et à Puteaux. Ces centres sont destinés à recevoir les réfugiés pour un premier accueil sanitaire et social nécessaire à leur orientation vers un CPH.

De mai 75 à la fin février 1980, 63 056 réfugiés originaires pour la presque totalité des trois pays de l'ancienne Indochine sont accueillis officiellement en France.

Ces deux missions ont permis de renforcer le rôle de coordinateur et la position de médiateur privilégié de France Terre d'Asile avec le gouvernement durant cette période de mise en place du dispositif national d'accueil (DNA) dont la gestion lui est confiée.

## 1980-1991 : FRANCE TERRE D'ASILE AU CŒUR DE LA RÉORGANISATION DU DISPOSITIF NATIONAL D'ACCUEIL

En 1990, France Terre d'Asile gère depuis plus de 10 ans le dispositif national d'accueil et tient toujours le secrétariat de la Commission nationale d'admission, présidée par la Direction de la population et des migrations. Cette commission a pour objet de répartir les réfugiés dans les centres de transit vers les CPH.

Impliquée très fortement dans la Commission de sauvegarde du droit d'asile, France Terre d'Asile milite pour que la France respecte ses obligations au regard de sa propre Constitution (préambule de 1946), de la Convention de Genève adoptée en 1951, relative au statut des réfugiés et plus largement au regard de Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme (1950).

Cet engagement de l'Etat nécessite impérativement qu'il se constitue partie prenante dans l'organisation et le financement d'un dispositif d'accueil permettant de pérenniser une action qui ne pourrait l'être si elle dépendait uniquement des dons. Il s'agit également de réduire au maximum toute possibilité de discrimination, de défendre la justice sociale, l'égalité républicaine et de ne pas se placer dans une logique de charité mais plutôt de devoir.

France Terre d'Asile poursuit donc, en parallèle de son action sur le terrain, sa participation directe à la politique publique de l'accueil des réfugiés.

En septembre 1991, l'association se mobilise aux côtés d'autres organisations pour demander au gouvernement de l'époque de procéder à une régularisation des déboutés de l'asile, partiellement réalisée par le biais d'une circulaire de Jean-Louis Bianco régularisant quelques 15 000 personnes sur 50 000 dossiers déposés. C'est à ce moment que le gouvernement scinde le DNA en deux types de dispositif et qu'il retire le droit au travail aux demandeurs d'asile. Jusque-là, le dispositif accueillait sans discrimination les demandeurs d'asile et les réfugiés statutaires. Les structures existantes vont ainsi transformer leur statut en CPH réservés aux réfugiés statutaires ou en centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

**Les missions des Cada :**

**- Accueil et hébergement des demandeurs d'asile**
**- Accompagnement administratif, juridique (accompagnement devant l'Ofpra et la CCR), social et médical**
**- Animation et scolarisation des enfants**
**- Gestion de la sortie du centre**

Les personnes présentes en centre obtiennent le statut dans des proportions allant de 50 à 80 %.

Le Cada France Terre d'Asile de Créteil ouvre ses portes en 1991 et conserve en parallèle son activité de transit. En 1993, un CPH d'une capacité de 50 places s'ajoute aux activités de l'établissement. En 1995, France Terre d'Asile ouvre un Cada dans la commune de Senlis, bien que l'activité de coordination du DNA reste une priorité pour l'association.

Contrairement à ce que le gouvernement pensait, la demande d'asile, qui avait fortement augmenté en 1990-1991 suite au conflit dans les Balkans, chute spectaculairement entre 1992 et 1996 pour se stabiliser, en 1997, à 17 000 demandes.

L'application des accords de Schengen (entrés en vigueur le 26 mars 1995 et complétés en 1997 par la convention de Dublin) instaure un mécanisme de détermination de l'Etat responsable du traitement d'une demande d'asile. Cet événement va venir à nouveau modifier le paysage de l'asile en Europe. La crise des Balkans et l'intervention de l'Otan vont entraîner le déplacement de centaines de milliers de réfugiés aux portes de l'Europe. La demande d'asile repart à la hausse à partir de 1998.

## 1998-2006 : LA NATIONALISATION DU SECTEUR DE L'ASILE

En mars 1999, le dispositif national d'accueil compte 63 Cada dont 2 centres de transit et 28 CPH répartis sur l'ensemble du territoire français, pour une capacité d'environ 4 000 places. Il est insuffisant pour faire face à plus de trente mille demandes d'asile annuelles. La situation s'aggrave et des solutions d'urgence sont fabriquées en hâte comme l'ouverture d'un centre d'urgence à Sangatte. Ce lieu deviendra le symbole de tous les errements de la politique française en matière d'immigration et d'asile. Le gouvernement de l'époque hésite sur la conduite à tenir. Les équilibres négociés durant les années 80 et la répartition des missions entre les associations intervenant sur le champ de l'asile sont questionnés. La marchandisation du secteur social, le recours de plus en plus fréquent aux financements européens imposent une modification du fonctionnement des organisations. France Terre d'Asile n'échappe pas à la règle. Elle se professionnalise tout en conservant sa fonction de porte-voix des asilés. Cela ne se fait pas sans soubresauts. Une grève secoue l'organisation au début de l'année 2000.

Pendant ce temps, France Terre d'Asile se mobilise fortement en faveur des mineurs isolés demandeurs d'asile. En effet, jusqu'ici, les mineurs isolés représentent une très faible partie du public réfugié de toutes origines et sont accueillis dans les mêmes structures que leurs aînés. En 1992, ils sont une centaine de mineurs isolés de toutes origines sur la France entière. Les mineurs arrêtés par la police de l'air et des frontières sont envoyés vers la structure de France Terre d'Asile à Créteil. En 1995, un orphelinat rwandais y est accueilli puis les flux de mineurs en « arrivée spontanée » augmentent en 96-97. Le foyer de Créteil accueille à cette période plus de 30 mineurs isolés. Sous la conduite de Pierre Henry, Directeur général de l'association, France Terre d'Asile travaille alors activement sur cette nouvelle problématique et contribue à la rédaction d'un avis auprès de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme. En 1999, l'association fonde le CAOMIDA, l'unique centre d'accueil et d'orientation pour mineurs isolés demandeurs d'asile de France. Ce centre est financé par l'Etat et a une capacité d'accueil de 33 places.

Conscient des modifications qui risquent d'intervenir à très court terme dans le secteur de l'asile, le conseil d'administration donne son aval à une politique d'implantation en province.

Entre 2001 et 2006, France Terre d'Asile ouvre 26 structures sur l'ensemble du territoire pour représenter environ 15 % de la capacité d'accueil du DNA en 2006.

Fin 2003, la mission d'animation et de coordination du DNA que France Terre d'Asile assumait depuis trente ans a été transférée à l'Office des migrations internationales (OMI). En 2005, l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) remplace l'OMI et absorbe le Service social d'aide aux émigrants (SSAE). Le ministère des Affaires sociales confie de nouvelles missions à France Terre d'Asile, portant principalement sur l'intégration des réfugiés statutaires.

**Aujourd'hui, France Terre d'Asile compte 450 salariés.**

# LES MISSIONS DE FRANCE TERRE D'ASILE

Promouvoir

Assister

Accueillir

Former

Insérer

### La promotion du droit d'asile en France et en Europe

France Terre d'Asile mène un travail juridique et politique, des actions d'information, des démarches ainsi que des interventions auprès des organismes publics et privés concernés. Membre du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés, France Terre d'Asile intervient régulièrement auprès des plus hautes instances françaises et européennes traitant de la défense du droit d'asile.

### L'assistance sociale et administrative aux demandeurs d'asile

France Terre d'Asile accueille, informe et oriente les demandeurs d'asile en fonction des besoins repérés (hébergement d'urgence, point repas, vestiaire, etc). Elle leur apporte une aide administrative et sociale, du début de la procédure jusqu'à la détermination ou non de la qualité de réfugié. Elle accompagne les demandeurs d'asile qui sollicitent un hébergement dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) et les assiste dans l'élaboration de leur demande.

Par ailleurs, France Terre d'Asile soutient les primo-arrivants, dans leurs premières démarches administratives, par la délivrance d'une domiciliation postale, l'ouverture d'un compte postal en vue de recevoir l'allocation d'insertion, l'ouverture des droits pour l'immatriculation à la CPAM ainsi que l'ouverture des droits à la CMU complémentaire (accès aux soins).

### L'accueil des mineurs isolés étrangers et demandeurs d'asile

France Terre d'Asile gère deux centres d'accueil pour mineurs isolés demandeurs d'asile. Ils accueillent les mineurs isolés demandeurs d'asile et leur apportent une aide spécifique, notamment en liaison avec sa plate-forme d'accueil située à Paris.

### La formation de professionnels du secteur

France Terre d'Asile propose aux travailleurs sociaux, des formations sur les différents aspects de l'accompagnement juridique, social et psychologique des demandeurs d'asile ainsi que sur l'insertion socioprofessionnelle des réfugiés.

### L'insertion sociale et professionnelle des réfugiés statutaires

France Terre d'Asile œuvre pour l'intégration de ceux à qui notre pays a accordé sa protection et qui sont destinés à y demeurer durablement, afin que cette question soit partie prenante du droit d'asile en France et en Europe. A ce titre, le Département intégration de France Terre d'Asile a mis en place plusieurs dispositifs ayant pour objectif de prévenir l'exclusion sociale et professionnelle des réfugiés.

# Le bilan de l'asile en France et en Europe

La baisse de la demande d'asile, constatée en 2005, se confirme et s'intensifie en 2006. L'Ofpra a enregistré un total de 39 332 demandes contre 59 221 en 2005, ce qui constitue le chiffre le plus bas depuis 1999. La baisse de la première demande est encore plus marquée. Celle-ci s'élève à 26 269 (hors mineurs accompagnants), soit 38,3 % de moins qu'en 2005. Cette diminution touche également les demandes de réexamen mais leur part, dans la demande globale, ne cesse de progresser pour atteindre près de 22 %.

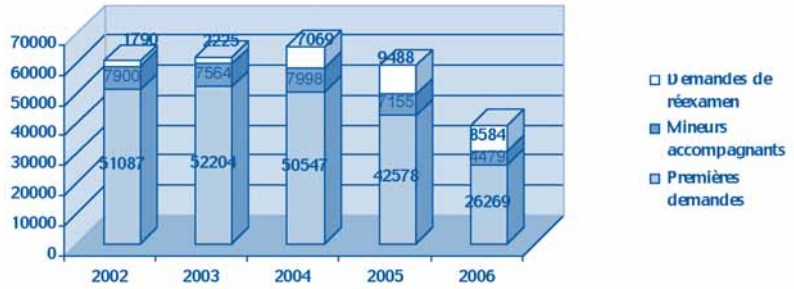
A l'exception du Sri Lanka et de l'Arménie, la chute de la première demande d'asile concerne la quasi-totalité des nationalités. Première nationalité en 2005, la demande haïtienne tombe à la cinquième position. Elle est précédée par la demande turque, serbe, sri lankaise et congolaise (RDC). La demande globale demeure majoritairement européenne (16 052 demandes), puis africaine (12 873), asiatique (7 458) et américaine (2 721). 571 premières demandes ont été déposées par des mineurs isolés (-22,3%) dont 65 % sont originaires d'Afrique.

Le nombre de demandes traitées, dans le cadre de la procédure prioritaire, a diminué de 11,3 % (33,5 % de premières demandes et 66,5 % de réexamens). Cependant, la part de procédure prioritaire ne cesse de progresser : elle a concerné plus de 30 % de l'ensemble des demandes examinées en 2006 soit sept points de plus qu'en 2005.

7 354 demandeurs d'asile (hors mineurs accompagnants) ont été admis sous la protection de la France en 2006 contre 13 770 en 2005. 2 929 protections ont été reconnues par l'Ofpra, ce qui porte le taux d'accord à 7,8 % (8,2 % en 2005). 4 425 demandeurs d'asile, soit 60,2 % du total, ont été admis à la suite d'une annulation de la Commission des recours des réfugiés. Si le nombre de protections subsidiaires se stabilise à 554, la part qu'elle représente dans le système français de protection passe de 4,0 % à 7,5 %.

## LA DEMANDE D'ASILE EN FRANCE 2002-2006

SOURCES : RAPPORT D'ACTIVITE OFPRA, 2002-2006




## PRINCIPAUX PAYS DE PROVENANCE DES DEMANDEURS D'ASILE (HORS MINEURS ACCOMPAGNANTS)

SOURCES : RAPPORT D'ACTIVITÉ OFPRA, 2006

| | 2006 | 2005 | Evolution 2006/2005 % |
|---|---|---|---|
| Turquie | 2 570 | 3 612 | -28,8 % |
| Serbie et Mont. (ex) | 2 196 | 2 569 | -14,5 % |
| Sri Lanka | 1 993 | 1 894 | +5,2 % |
| RD Congo | 1 958 | 2 563 | -23,6 % |
| Haïti | 1 808 | 4 953 | -63,5 % |
| Russie | 1 550 | 1 980 | -21,7 % |
| Arménie | 1 232 | 1 223 | +0,7 % |
| Chine | 1 200 | 2 579 | -53,5 % |
| Algérie | 998 | 1 777 | -43,8 % |
| Côte d'Ivoire | 835 | 1 086 | -23,1 % |
| Autres pays | 9 929 | 18 342 | -45,9 % |
| Total | 26 269 | 42 578 | -38,3 % |

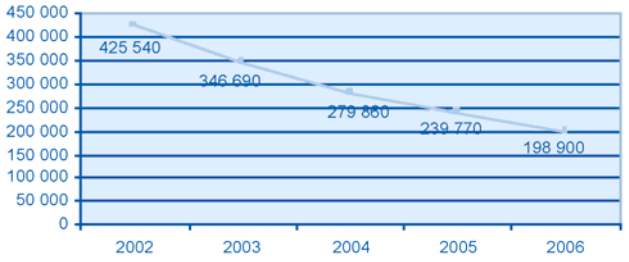
La diminution de la demande d'asile, observée dans les 25 Etats de l'Union européenne depuis 2002, s'est poursuivie en 2006. L'Union européenne a enregistré près de 200 000 demandes, ce qui représente une baisse de 17 % par rapport à 2005 et de 53 % par rapport à 2002. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il s'agit du chiffre le plus bas depuis 20 ans.

La baisse ne concerne pas tous les pays. Si l'on observe une chute de la demande d'asile en Allemagne (-27 %), en Autriche (-41 %), à Chypre (-41 %) ou en Slovénie (-72 %), d'autres pays ont connu des hausses importantes comme la Grèce (+36 %), les Pays-Bas (+17 %) et la Suède (+39 %). La France demeure le premier pays d'accueil en Europe, mais comme l'année dernière, Chypre, Malte, la Suède et l'Autriche connaissent les taux, pour mille habitants, les plus élevés.

L'année 2006 est marquée par l'explosion de la demande irakienne, qui a augmenté de 80 %. Cette demande s'est concentrée, pour près de la moitié, en Suède, qui a accueilli 9 000 Irakiens. Suivent les ressortissants de la Fédération de Russie (-30 %), de l'ancienne Serbie Monténégro (-31 %), d'Afghanistan (+13%) et de Turquie (-31 %).

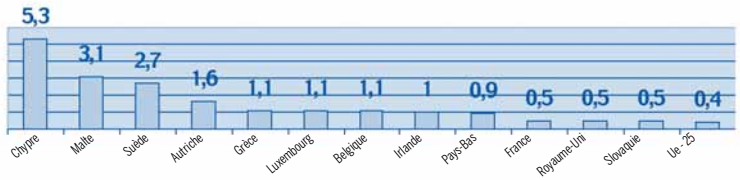
## NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE

SOURCES: ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2006, UNHCR, MARS 2007



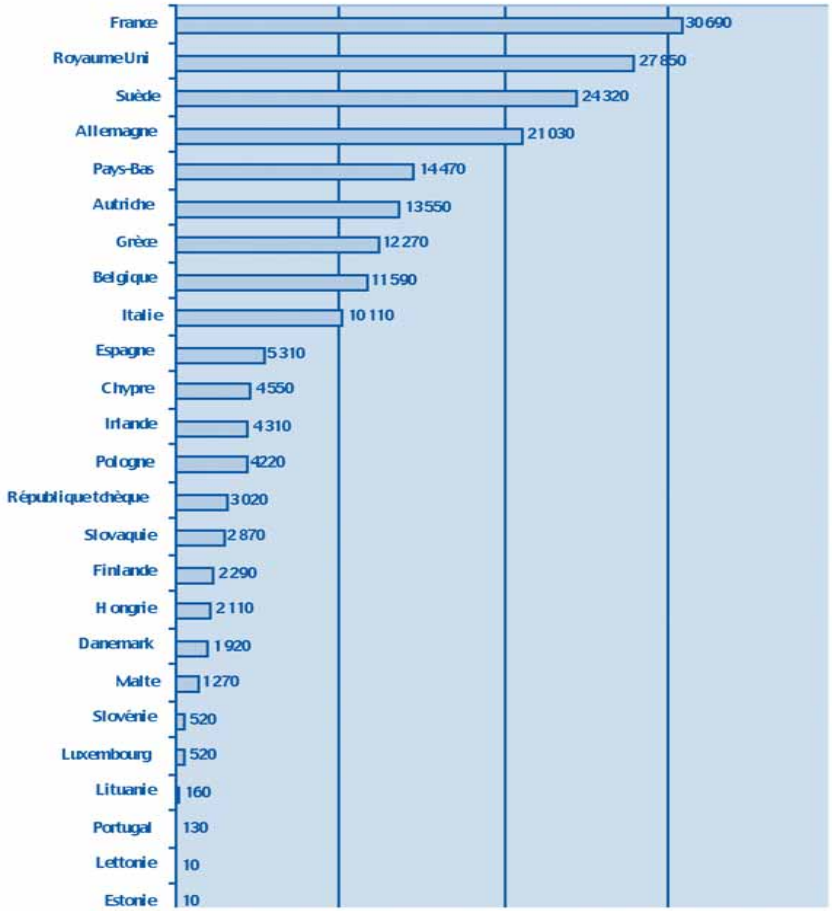
## NOMBRE DE DEMANDEURS D'ASILE POUR 1000 HABITANTS

SOURCES: ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2006, UNHCR, MARS 2007




## LA DEMANDE D'ASILE DANS L'UNION EUROPÉENNE EN 2006 PREMIÈRES DEMANDES ET MINEURS ACCOMPAGNANTS

SOURCES: ASYLUM LEVELS AND TRENDS IN INDUSTRIALIZED COUNTRIES, 2006, UNHCR, MARS 2007




Note : les chiffres du Haut Commissariat pour les réfugiés correspondent généralement aux premières demandes d'asile. Cependant, certains pays comme l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas ou la Suède ne distinguent pas premières demandes et demandes de réexamen dans leurs statistiques.



# Bilan politique 2006 – Activités des instances

Durant l'année 2006, sous la présidence de Monsieur Jacques Ribs, le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises et le bureau à un rythme bimensuel.

Le 24 juin 2006 s'est tenue la 36e assemblée générale de France Terre d'Asile, au cours de laquelle, ont été adoptés à l'unanimité, les rapports d'activité et financier. Mentionnons que le Président de France Terre d'Asile a conservé son mandat, élu à l'unanimité des 29 voix. Le bureau est composé de 9 membres.

Afin de faire connaître ses positions, France Terre d'Asile, par le biais de ses instances, est intervenue au sujet de plusieurs enjeux d'actualités, notamment au sein des institutions européennes et nationales, ainsi que lors d'événements spéciaux. France Terre d'Asile a notamment rejoint le collectif Unis contre une immigration jetable, qui regroupe aujourd'hui 274 organisations. L'association a travaillé à faire connaître, de multiples façons, sa position concernant la loi CESEDA. Ainsi, elle a continué son travail d'analyse, d'information et d'influence auprès des institutions européennes.

Monsieur Jacques Ribs, Madame Nicole Questiaux et Monsieur Pierre Henry se sont rendus, à de nombreuses reprises, auprès des instances européennes, afin de s'entretenir avec les responsables, de l'évolution de la politique d'asile en Europe. Madame Marie-Jeanne Parly, membre du bureau et représentante de France Terre d'Asile à la CNCDH, a participé à l'élaboration des positions de cette commission sur l'asile et l'immigration, dont les conclusions sont regroupées dans un excellent rapport, paru aux éditions de La Documentation française fin 2006, intitulé *Les conditions d'exercice du droit d'asile en France* . Il est à noter que Madame Questiaux et Monsieur Ribs sont aussi membres de cette commission à d'autres titres.

Plusieurs événements ont été organisés durant l'année 2006. Le 23 octobre 2006 a eu lieu un colloque, rassemblant plus de 500 personnes, organisé par France Terre d'Asile et le Service social d'aide aux immigrés (SSAE). Cette rencontre portait sur l'externalisation des politiques européennes d'asile et d'immigration. Ayant pour intitulé « Asile et immigration aux frontières de l'Europe : enjeux et perspectives », cette journée de discussions a rassemblé plusieurs intervenants, notamment Messieurs Michel Barnier et Hubert Védrine, tous deux anciens ministres des Affaires étrangères.

Durant son allocution, Monsieur Barnier a relevé le manque de coordination entre l'Ofpra et la CRR. L'ancien ministre a aussi insisté sur la construction d'une Europe politique forte comme solution préventive aux flux croissants de demandeurs d'asile. La nouvelle puissance découlant d'une telle Europe, associée à de réels efforts de co-développement, permettrait de collaborer au règlement préventif des conflits dans les pays d'origine et, d'ainsi mieux régir les flux migratoires.

Lors de son exposé, Monsieur Védrine a mentionné la nécessité de préserver le droit d'asile, mais aussi de le

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, ÉLU LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, EST COMPOSÉ DES 29 MEMBRES SUIVANTS :

Alain Auzas, Jean-Pierre Bayoumeu, Jacqueline Benassayag, Stéphane Bonifassi, Anne-Marie Camdessus, Georges Dagher, Paulette Decraene, Patrick Denele, François-Xavier Desjardins, Hervé Dupont-Monod, Patrice Finel, Dominique Gauthier-Eligoulachvili, René Knockaert, Claude Leblanc, Jean-Pierre Lebonhomme, Luc Mainguy, Alain Micheau, Jeanne-Marie Parly, Michèle Pauco-Baldelli, Nicole Questiaux, Jacques Ribs, Patrick Riviere, Jean-Claude Routier, Jacques Royer, Luiz de Sena, Frédéric Tiberghien, Philippe Waquet, Catherine Wihtol de Wenden et Iradj Ziai.

### LE BUREAU EST COMPOSÉ DE 9 MEMBRES

Jacqueline Benassayag, Paulette Decraene, Hervé Dupont-Monod, Jeanne-Marie Parly, Nicole Questiaux, Jacques Ribs, Patrick Rivière, Frédéric Tiberghien et Catherine Wihtol de Wenden.

# Cachan : une solution en vue après six semaines de crise

**Sans-papiers** 278 hébergements ont été proposés aux ex-squatteurs

Sept semaines après avoir été expulsées d'une résidence universitaire désaffectée de Cachan (Val-de-Marne), les personnes qui avaient trouvé refuge dans un gymnase de cette commune ont accepté, dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 octobre, les propositions d'hébergement élaborées par les associations France Terre d'asile, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) et SOS-Racisme.

Jusqu'à présent, les anciens squatteurs avaient toujours repoussé les offres faites par la préfecture d'être hébergés à l'hôtel, de peur que les personnes en situation irrégulière ne soient interpellées puis reconduites à la frontière. La situation s'est débloquée en grande partie grâce aux engagements, pris par écrit, du ministère de l'intérieur : la situation des sans-papiers de Cachan fera l'objet d'un « *réexamen approfondi* » durant lequel ils ne seront pas inquiétés par les forces de l'ordre. L'association France Terre d'asile a d'ores et déjà proposé 158 places d'hébergement dans des centres d'accueil et dans des hôtels sociaux gérés par elle, ainsi que dans un local de la Sonacotra. Ces structures sont disséminées sur huit communes de l'Ile-de-France.

Les problèmes sanitaires devenaient de plus en plus aigus à l'intérieur du gymnase, notamment avec la présence de nombreux enfants en bas âge. Deux cas de varicelle avaient été récemment diagnostiqués, tandis qu'une femme, atteinte de la tuberculose, avait dû être admise dans un hôpital parisien. Enfin, deux des six expulsés de Cachan, qui ont entamé une grève de la faim depuis plus de 40 jours, avaient accepté, lundi, d'être hospitalisés. ■

*Lire page 10 et notre éditorial page 2*

... perfectionner. Il a clairement exprimé l'importance d'une gestion coordonnée des flux migratoires, à l'intérieur de l'Europe, mais également avec ses partenaires. Il souligne l'importance d'améliorer le système multilatéral, de trouver des compromis par la négociation et d'interdire le droit de veto au Conseil de sécurité.

Un autre événement important de l'année 2006 a été l'opération « Témoins du bien commun ». Cette opération visait à renommer les différents centres de l'association du nom d'artistes et de personnalités ayant vécu ou ayant à cœur l'asile, en les invitant à participer aux festivités. Le Cada de Créteil se nomme désormais « Miguel Angel Estrella ».

En donnant son nom à ce lieu symbolique, celui qui est aujourd'hui ambassadeur auprès de l'Unesco, a tenu à témoigner de sa solidarité avec les exilés d'aujourd'hui. L'artiste argentin a participé à cette inauguration.

France Terre d'Asile, aux côtés de SOS Racisme et de la LICRA, a participé au règlement de la crise de Cachan : d'abord, en accueillant les personnes expulsées dans ses structures (440 personnes) ; ensuite en signant un accord de réexamen de leur situation au regard du séjour et, finalement, en obtenant la régularisation de 230 personnes sur les .../...





# Une remise en question du système de protection internationale

Traditionnellement prérogatives de l'État, l'asile et l'immigration quittent progressivement le cadre national pour devenir une question européenne. Cette situation n'est pas nouvelle pour ce qui est de l'asile. Déjà, la Déclaration universelle des droits de l'homme considérait l'asile davantage comme une obligation internationale des États qu'une prérogative nationale.

Aujourd'hui, la construction européenne a inévitablement déplacé le débat à l'échelle de l'Union suivant ainsi les transferts de compétences consentis par les États membres et l'élaboration d'un espace de libre circulation. L'objet de ce colloque n'est pas de porter un jugement sur le bien-fondé de l'intégration européenne, mais il est nécessaire de poser ce premier constat pour envisager les enjeux actuels et surtout les perspectives de l'asile et de l'immigration.

Or, il est nécessaire de prendre un peu de recul sur la situation actuelle.

Qu'observons-nous ? Tout d'abord, nous constatons une baisse progressive puis ferme de la demande d'asile en Europe qui s'apparente même à une chute en France depuis le début de l'année 2006. Il y a eu moins de 250 000 demandes d'asile dans les 25 États de l'Union européenne en 2005, soit deux fois moins qu'en 2000.

À partir de cela, il convient de se demander pourquoi les flux de demandeurs d'asile diminuent. La seule réponse décente serait de dire qu'il y a moins de persécutions dans le monde. Nous pouvons cependant légitimement en douter.

En revanche, ce que nous constatons avec certitude depuis cinq ans, c'est la succession à un rythme effréné de nouvelles lois sur l'asile et l'immigration toujours plus restrictives dans l'ensemble des États européens. Ces derniers ont multiplié les principes d'exception qui sont en train de devenir la règle comme les pays d'origine sûrs, les pays tiers sûrs, les pays européens super sûrs, les procédures accélérées, les procédures super accélérées, les procédures à la frontière, les demandes manifestement infondées, les protections subsidiaire, humanitaire ou encore temporaire... Au final, plus que la demande d'asile, c'est le nombre de réfugiés statutaires qui est en train de s'effondrer en Europe alors qu'en 2005, les 13 000 réfugiés reconnus par la France en 2005 constituaient près du tiers des réfugiés de l'Union européenne.

Nous observons également un renforcement des mesures de surveillance des frontières. Les États européens sanctionnent les compagnies aériennes qui transportent des étrangers sans papiers en Europe, envoient des officiers de l'immigration dans les aéroports des pays d'origine, multiplient les patrouilles et les interceptions maritimes... Ces mesures sont principalement des actions de répression de l'immigration clandestine. Mais aucune disposition n'est prévue pour identifier les réfugiés, qui empruntent les mêmes voies migratoires que les migrants dits économiques. D'ailleurs, ces mesures n'empêchent pas les étrangers d'affluer sur les côtes européennes. Elles ont seulement rendu leur périple encore plus dangereux. Plus de 25 000 migrants ont échoué sur les îles Canaries depuis le début de l'année, 17 000 en Italie et 1 500 à Malte. Ici encore, il n'est pas possible de savoir combien de personnes ont demandé l'asile, ont pu demander l'asile, ou, même, ont eu connaissance de leur possibilité de demander l'asile.

Il s'agit donc d'une remise en question du système de protection internationale tel que traditionnellement envisagé en Europe depuis cinquante ans.

Par conséquent, l'enjeu est de réaffirmer l'engagement des pays européens pour une protection internationale fondée sur le respect de la Convention de Genève de 1951 et de la Convention européenne des droits de l'homme. Mais, nous sentons bien que cet engagement doit prendre des formes nouvelles. Quelles sont les perspectives de l'asile et de l'immigration ?

> *"Si l'immigration est devenue ces dernières années un des principaux sujets de discussion de l'Union européenne, les États membres ne sont pas encore prêts à consentir d'importants transferts de souveraineté dans ce domaine."*

En premier lieu, qui doit ou peut définir ces perspectives ? Bien entendu, on se tourne naturellement vers le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Mais, s'il peut être force de propositions, l'activité du HCR trouve sa limite dans la volonté de la communauté internationale.

Quant à la France, a-t-elle les moyens ou une vision pour relever les nouveaux défis de la protection internationale ? Les solutions viennent-elles davantage de l'Union européenne ? On peut, tout autant, se demander si l'Union a les moyens, ou plus précisément les compétences, et une vision de la protection internationale au XXIe siècle ?

Or, la réunion informelle du Conseil du 21 septembre 2006 mais également celle qui a suivi entre les États du sud de

*Pierre HENRY*
*Directeur général*
*France Terre d'Asile*



.../... 239 impliquées. Toutefois, il faut savoir que la prise en charge de ces personnes s'inscrit dans le temps : aide à la recherche d'un emploi, d'un logement, d'une formation. Au 31 mars 2007, la majorité de ces personnes était toujours dépendante de France Terre d'Asile.

De nombreuses interventions et tribunes, dans la presse locale et nationale, ont permis de mieux faire connaître les activités de l'association. France Terre d'Asile est souvent sollicitée par les médias afin de commenter une situation de crise. En période plus calme, l'association tente d'éclairer l'opinion publique quant à des situations ou des problèmes, relatifs à l'asile et à l'immigration, qui sont rarement sous les feux de la rampe. Cela implique une veille événementielle constante. Au cours de l'année 2006, plus de 110 articles ont mentionné les activités, les positions, les mandats ou les actualités de l'association.

Le site Internet est une tribune importante et une vitrine qui se doit d'innover. Avec plusieurs milliers de visites par mois, l'efficacité d'un tel outil a fait ses preuves. Le « forum », discussion libre entre usagers, est également un moyen novateur et accessible d'échange d'information.

Autres éléments fondateurs, les publications participent à la reconnaissance de la légitimité et de l'expertise de France Terre d'Asile. La Revue Pro Asile, Les Cahiers du Social et la Lettre de l'Observatoire de l'intégration des réfugiés statutaires sont trois instruments importants de communication pour l'organisation. Ces publications permettent de diffuser les connaissances et l'expérience liées à plusieurs années de travail avec les demandeurs d'asile et les réfugiés statutaires.

**Les comités locaux et bénévoles**

Il est important de souligner les actions et l'implication des bénévoles, tant dans les centres que dans les services et les comités locaux. Ils sont plus de 500 à s'impliquer, plusieurs fois par semaine, dans nos activités. Ces bénévoles sont une partie essentielle de l'action de France Terre d'Asile.

# Activités transversales et services centraux



# La direction des ressources humaines

Au 31 décembre 2006, l'effectif est de 447 salariés dont 296 femmes et 151 hommes. Au 31 décembre 2005 l'effectif du personnel de France Terre d'Asile était de 413 salariés dont 270 femmes et 143 hommes En 2006, la DRH a procédé à l'embauche de 141 personnes. Rappelons ici que la moyenne est de 5 entretiens pour 1 embauche effective. Ces embauches ont donc nécessité environ 700 entretiens.

En 2006, 34 salariés ont démissionné (5 cadres et 29 employés), il y a eu 4 licenciements.

Il y a eu également 72 fins de CDD (40 en 2005), 7 fins de période d'essai, à l'initiative de l'association, 3 fins de période d'essai, à l'initiative du salarié ; soit un total de 116 salariés ayant quitté l'association.

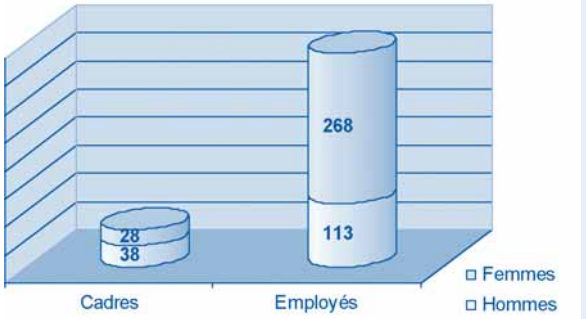
A noter que les CDD, correspondent aux programmes de l'association n'ayant pas un financement pérenne.

**Le personnel de France Terre d'Asile au 31.12. 2006 est de 447 salariés**

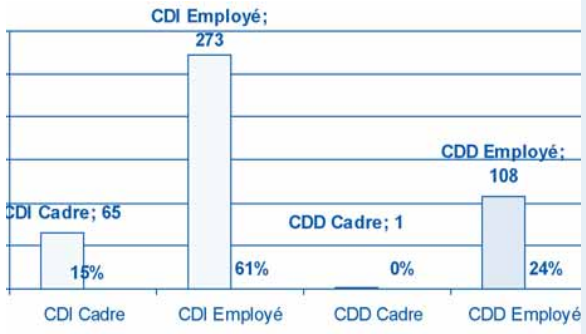
296 Femmes : 66 %
151 Hommes : 34 %
381 Employés (348 en 2005) : 113 hommes, soit 25 % et 268 femmes, soit 60%

66 Cadres (65 en 2005) : 38 hommes, soit 8,5 % et 28 femmes, soit 6,5%

**RÉPARTITION PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE**
**447 SALARIÉS : 296 FEMMES ET 151 HOMMES**




**LES EFFECTIFS, PAR CATÉGORIE, DES 447 SALARIÉS AU 31/12/2006**



## TYPE DE CONTRATS DES 447 SALARIÉS

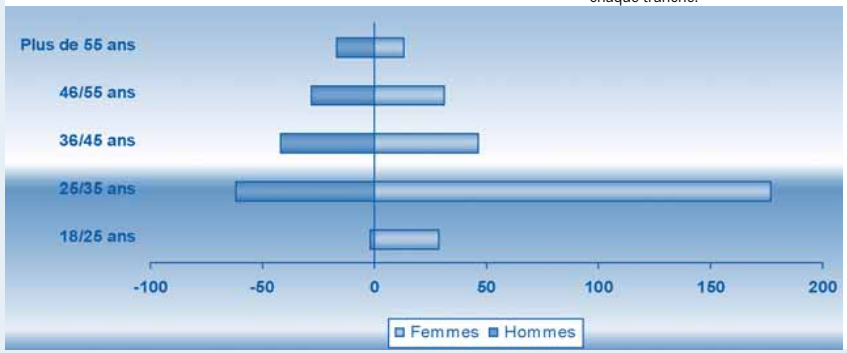
| | | |
|---|---|---|
| CDI | 322 | 72 % |
| CDD | 97 | 22 % |
| CEC CDD | 3 | 1 % |
| CAE CDD | 5 | 1 % |
| personnel médical CDI | 3 | 1 % |
| contrat initiative emploi | 1 | 0 % |
| contrat emploi tremplin | 3 | 1 % |
| adultes relais CDI | 6 | 1 % |
| adultes relais CDD | 2 | 0 % |

**Le temps de travail**

403 (370 en 2005), soit 90 % salariés travaillent à temps complet et 44 (43 en 2005), soit 10 % travaillent à temps partiel.

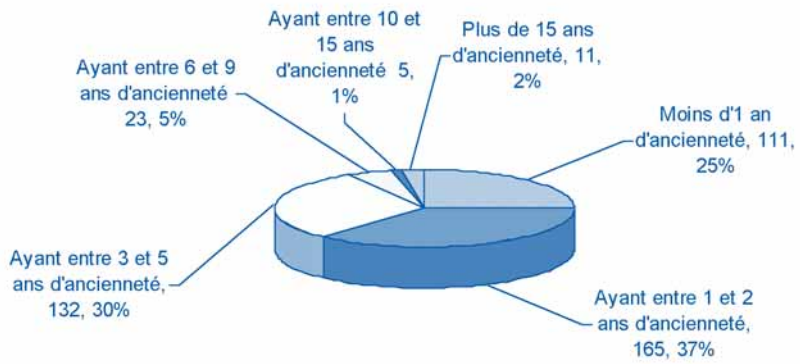
## RÉPARTITION, PAR ÂGE, DES 447 SALARIÉS

Une pyramide d'âge est considérée comme bien structurée quand la répartition des effectifs par tranche d'âge est homogène, c'est-à-dire, bien équilibrée dans chaque tranche.

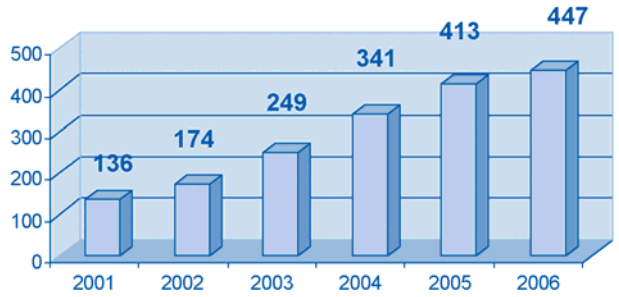





## RÉPARTITION PAR ANCIENNETÉ




## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS DE 2001 AU 31.12.2006



## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EFFECTIFS

| Structure | Nombre de salariés | % | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANGERS | 22 | 5% | GIRONDE | 2 | 0% | SAINT LO | 12 | 3% |
| AUCH | 5 | 1% | HTS DE SEINE | 6 | 1% | SENLIS | 9 | 2% |
| AURILLAC | 5 | 1% | INTEGRATION | 40 | 9% | SIEGE | 94 | 21% |
| BLOIS | 11 | 2% | MASSY | 6 | 1% | STAINS | 12 | 3% |
| BOISSY | 22 | 5% | MAYENNE | 13 | 3% | ST DENIS | 11 | 2% |
| CAEN | 14 | 3% | MELUN | 10 | 2% | TOULON | 6 | 1% |
| CHAMBON | 4 | 1% | NIORT | 13 | 3% | VAL D'OISE | 3 | 1% |
| CHAUMONT | 7 | 2% | PARIS | 8 | 2% | VAL D'ORGE | 10 | 2% |
| CRETEIL | 38 | 10% | PERIGUEUX | 9 | 2% | VENDOME | 6 | 1% |
| EVREUX | 14 | 3% | ROMORANTIN | 6 | 1% | | | |
| GAP | 5 | 1% | ROUEN | 24 | 6% | Total | 447 | 100% |

**Relations avec les Instances représentatives du personnel**

Un Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail a été élu en 2006 et s'est réunit à sept reprises. Trois structures ont été visitées par le CHSCT. Un document est en cours d'élaboration sur le thème « Sécurité au travail », il sera disponible pour chaque structure en 2007.

Un renouvellement des délégués du personnel et du comité d'entreprise a eu lieu en 2006 pour un mandat de quatre ans.

**Séminaire des cadres**

Un séminaire de formation a eu lieu les 30 et 31 mars 2006 ayant pour thème « construction des parcours professionnels » à travers des entretiens annuels. Ces entretiens annuels ont été réalisés, pour la première fois, à France Terre d'Asile à la fin de l'année 2006. La pérennité de cette activité permettra un meilleur suivi de l'évolution des carrières du personnel.

# Le Service coordination des Cada et logement des réfugiés

### LA COORDINATION DES ACTIVITES EN CADA ET EN PLATES-FORMES

Le service coordination assure tout d'abord une mission d'appui et de diffusion de conseils techniques aux équipes des Cada de France Terre d'Asile :

¬ **La permanence téléphonique a permis de traiter** 645 cas (situation familiale conflictuelle, cohabitation, questions juridiques…) ;

¬ **La production d'informations techniques s'est poursuivie :** 11 FAQ[1] ont été diffusées (compte bancaire/demandeurs d'asile, mineurs isolés et administrateur ad hoc, encadrement des mineurs en Cada, règlement Dublin II, accès au travail/demandeurs d'asile, rétroactivité des droits/réfugiés, clauses de cessation, ATA…) ;

¬ **Une revue de presse spécialisée** hebdomadaire a été réalisée ainsi qu'une veille juridique au cours de cette année riche en modifications règlementaires et législatives ;

¬ **Le service a effectué le suivi de l'activité des Cada :** l'application informatique Asylweb a été finalisée : l'équipe élabore et analyse les tableaux de bord trimestriels, semestriels et annuels de chaque Cada ;

¬ **22 visites sur site** ont été réalisées, permettant un point annuel sur l'évolution du fonctionnement du centre, la mise en œuvre du projet d'établissement, les pratiques et les difficultés rencontrées ;

¬ **Observatoire de l'asile :** le suivi des pratiques locales, observées ou remontées par les centres, ont permis la saisine d'organismes nationaux en rapport avec l'application locale des textes réglementaires (saisine du médiateur de la République au sujet de problèmes rencontrés avec la poste[2], de la DPM sur l'expérimentation de la régionalisation et de la mise en place de l'ATA, de la CNAF au sujet des titres de séjour requis pour percevoir les prestations familiales…).

Le service coordination contribue également à la production d'une identité professionnelle commune via la production de procédures et le pilotage d'actions d'analyse et d'échanges des pratiques :

¬ Les 22 visites sur site ont permis un échange sur les pratiques et un recensement ou une harmonisation des fonctionnements ;

¬ 6 réunions inter-centres ont été organisées (modification du statut juridique des Cada, bénévolat des demandeurs d'asile, participation des usagers aux ateliers des Cada, l'accès au logement des réfugiés sortant de Cada, les partenariats nationaux avec les acteurs privés de l'immobilier (Reloref), un groupe de travail sur la cohabitation ;

**Le service a diffusé la traduction** des contrats Cada et plates-formes en 9 langues.

L'élaboration de l'ingénierie, la participation aux projets de développement et aux partenariats sont d'autres objectifs remplis par l'équipe de ce service qui a :

- organisé le passage des Cada en CROSMS, pour des autorisations d'extensions (Périgueux, Angers, Senlis, Stains et Massy) et lors de leur création ; et élaboré les demandes d'agrément domiciliation pour les plates-formes (Caen, Bègles, Sarcelles... )
- participé au recensement pour le Conseil National de l'Evaluation Sociale et Médico-Sociale des bonnes pratiques professionnelles relatives à l'expression des usagers en Cada ;
- organisé un colloque commun France Terre d'Asile – Forum réfugiés – Fnars (déclaration commune sur la gestion du DNA adressée au Premier Ministre) ;
- participé à la concertation DPM sur la modification du statut juridique des Cada notamment sur les projets de décrets.

## PROJET RELOREF : L'ACCES AU LOGEMENT DES REFUGIES SORTANTS DE CADA

**Le projet (2005-2007) a deux objectifs spécifiques :**

**Faire émerger** une offre de logements accessibles aux réfugiés statutaires, essentiellement au sein du parc privé ;

**Développer et transférer** une méthodologie favorisant la captation de logements pour les réfugiés, notamment :

¬ par l'appui technique aux institutions qui souhaitent mettre en œuvre des dispositifs locaux d'accès au logement des réfugiés,

¬ par la formation des personnels des Cada aux problématiques liées à l'accès au logement des réfugiés,

¬ et par l'émergence de partenariats au niveau local pour favoriser cet accès et au moyen de divers outils méthodologiques.

**La Mobilisation des logements au sein du parc privé**

¬ **Les partenariats avec la Fapil et la fédération des Pact Arim** ont été mis en œuvre : des conventions de partenariats ont été signées avec le Pact Arim, sur la communication auprès des propriétaires sur les réfugiés et l'accompagnement garanti par France Terre d'Asile, ou sur un objectif prévisionnel d'attribution de logements à des réfugiés.

¬ **Une convention nationale de partenariat** a également été signée avec la Fnaim et avec l'Union Nationale de la Propriété Immobilière.

¬ **Un partenariat avec Cilgere** (collecteur 1% logement) a été engagé afin de faciliter l'accès des réfugiés au Loca-Pass.

**La mise en lien des secteurs de l'asile et du logement**

¬ **Des rencontres ont été organisées** et des partenariats élaborés avec les acteurs institutionnels du logement afin d'intégrer les Cada à l'élaboration des nouveaux PDALPD, des projets de financement déposés auprès de conseils généraux (accompagnement social lié au logement des réfugiés)

¬ Des rencontres de sensibilisation au public des réfugiés avec les organismes HLM ont été organisées et un partenariat, réservant des logements aux réfugiés sortant de Cada, signé.

**Le centre de ressources et de capitalisation des bonnes pratiques**

¬ **La production d'une documentation** technique et pédagogique s'est poursuivie : finalisation du « kit d'outils » pour les Ateliers Logement Réfugiés (ALR) ; finalisation de la note méthodologique sur l'accompagnement à la sortie logement des réfugiés hébergés en Cada. Finalisation de fiches expériences (diffusion en 2007). Le « Guide de l'accès au logement des réfugiés » a été mis à jour suite à la loi ENL.

¬ **La formation du personnel** des Cada et le transfert des savoir-faire sur site a continué dans les départements cibles et un groupe de travail a été organisé sur la collaboration avec les acteurs de l'immobilier privé.

---

1) Frequently asked questions

2) refus d'accès aux comptes bancaires ou au courrier au motif de l'invalidité du titre de séjour



# Le Département intégration

Le Département intégration[1] regroupe 6 activités qui ont pour vocation de permettre à celles et à ceux qui bénéficient de la protection de la France, de s'insérer socialement et professionnellement.

**L'accompagnement à l'autonomisation des primo-arrivants, réfugiés statutaires, bénéficiaires de la protection subsidiaire...**

**Conseil Emploi Réfugiés Formation**
Insertion socioprofessionnelle des réfugiés statutaires résidant en Île-de-France (prestations ANPE et prestations d'accompagnement vers l'emploi, la formation et l'accès aux droits)

**Dispositif Provisoire d'Hébergement des Réfugiés Statutaires**
Hébergement de familles réfugiées ou régularisées et accompagnement à l'élaboration d'un projet d'autonomisation conjuguant accès à l'emploi et au logement

**Formation d'Accès à la Citoyenneté et à l'Intégration par la Langue – Jeunes**

Acquisition de la langue en situation concrète d'apprentissage

**Programme Clef de France**

Accompagnement vers l'accès à l'emploi et au logement via la mobilité géographique

**L'appui à la professionnalisation des praticiens de l'insertion et l'analyse des parcours d'intégration**

**Appui pédagogique et animation du Réseau Insertion**
Mutualisation des pratiques professionnelles, en matière d'insertion, à travers les structures de France Terre d'Asile de 20 départements de France - 109 chargés d'insertion et encadrants

**Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires**
Mise à disposition, pour les professionnels et le public, d'informations pratiques et d'outils théoriques sur l'intégration des réfugiés statutaires, via différents supports de publications

Le Département intégration est également un pôle ressources, pour l'ensemble des professionnels de l'asile, grâce à un travail constant de dissémination des bonnes pratiques et d'appui pédagogique à travers l'animation du réseau national insertion de France Terre d'Asile, la diffusion d'études et les publications de l'Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires.

Le Département Intégration bénéficie du soutien de nombreuses institutions telles que : l'Union Européenne (Fonds Européen pour les Réfugiés et Fonds Social Européen), le Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement – Direction de la Population et des Migrations, les Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (Essonne, Paris, Seine-Saint-Denis), les collectivités territoriales (Département de Paris, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis), la Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle et l'ANPE Île-de-France.

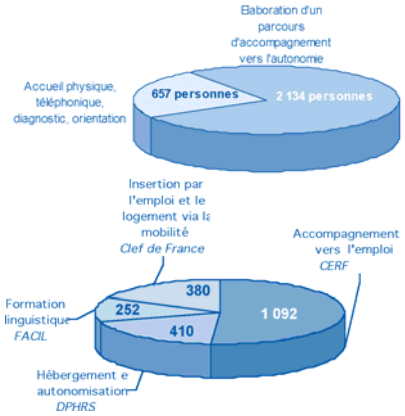
| Type de prestations | Chiffres clés 2006 |
|---|---|
| Prestations d'accueil, de diagnostic, d'information, d'orientation et d'accompagnement le cas échéant | **2 791** personnes |
| Prestations au titre de l'Appui Social Individualisé (75, 91, 93) | **148** mesures |
| Prestation accompagnement vers l'emploi - PDI 75 et AIVE | **100** prestations |
| Prestations ANPE : Accompagnement vers l'emploi de demandeurs d'emploi franciliens, maîtrisant mal ou peu la langue française | **519** prestations |
| Hébergement/Accompagnement vers l'autonomie – DPHRS | **410** personnes hébergées |
| Formation d'Accès à la Citoyenneté et à l'Intégration par la Langue - Facil | **252** stagiaires - **1080** heures de formation |
| Accompagnement à la mobilité géographique<br>Reloref, volet Clef de France | **154** projets concernant **380** personnes |
| Prestations d'appui pédagogique et d'animation de réseau | **109** chargés d'insertion et encadrants à travers l'ensemble du territoire |
| Etudes et publications<br>Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires | **6** lettres de l'Observatoire - **2** études |

**L'accompagnement à l'autonomisation des primo-arrivants, réfugiés statutaires, bénéficiaires de la protection subsidiaire...**

**Les personnes accueillies et le mode de traitement des besoins identifiés**

2 791 personnes ont bénéficié d'une prestation d'accueil, de diagnostic, d'information et d'orientation

2 134 personnes ont élaboré un parcours d'accompagnement vers l'autonomie :
Accompagnement vers l'emploi : 51 % des personnes
Hébergement et autonomisation : 19 % des personnes
Insertion par l'emploi et le logement via la mobilité : 18 % des personnes
Formation linguistique : 12 % des personnes






**Principales caractéristiques des 2 134 personnes accompagnées**

## RÉPARTITION PAR ÂGE ET PAR SEXE

| | moins de 18 ans | 18 - 25 ans | de 25 à 49 ans | 50 ans et + | |
|---|---|---|---|---|---|
| Femmes | 8,3 | 7 | 26,2 | 2,4 | 43,9 % |
| Hommes | 8,9 | 10,7 | 33,1 | 3,4 | 56,1 % |
| % | 17,2 | 17,7 | 59,3 | 5,8 | 100 % |

## RÉPARTITION PAR PAYS DE PROVENANCE

| | | | |
|---|---|---|---|
| Afrique | 52,7 % | Amérique | 4,5 % |
| Europe | 22,8 % | Océanie | 0,1 % |
| Asie Moyen Orient | 19,9 % | Apatride | 0,1 % |

## RÉPARTITION EN FONCTION DU NIVEAU LINGUISTIQUE

| Niveau | Référentiel Fasild | | % |
|---|---|---|---|
| Communication impossible | A1 - A2 - A3 | 26,8 | |
| Communication très difficile | B1 - B2 | 14,4 | Communication difficile : |
| Communication difficile | B3 - B4 | 12,2 | 53,4 % |
| Communication possible | B5 - C | 9,1 | Communication possible : |
| Français lu, parlé, écrit | Francophone | 37,5 | 46,6 % |

## RÉPARTITION EN FONCTION DU NIVEAU SCOLAIRE ACQUIS DANS LE PAYS D'ORIGINE

| | |
|---|---|
| Non scolarisé | 9,9 % |
| Niveau VI | 17,4 % |
| Niveau V bis | 12,2% |
| Niveau V | 18,6 % |
| Niveau IV | 16,4 % |
| Niveau III | 8,8 % |
| Niveaux I et II | 16,8 % |

## RÉPARTITION EN FONCTION DE LA SITUATION FAMILIALE

| | |
|---|---|
| Marié/vie maritale en France avec enfants(s) | 46,8 % |
| Personne isolée | 26,6 % |
| Parent isolé avec enfant (s) | 19,9% |
| Famille éclatée (conjoint /enfant à l'étranger) | 6,7 % |

## LES RESSOURCES À L'ENTRÉE DANS L'UNE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

| Catégorie | type de ressources | % | |
|---|---|---|---|
| Pas de ressource | | 20,8 | |
| | RMI | 41,7% | 63.1 % |
| | Assedic | 11,5% | |
| Minima sociaux | AAH | 0,2% | |
| | Allocation d'insertion | 8,3% | |
| | Allocation d'autonomie | 0,2% | |
| | API | 1,2% | |
| | Salaire | 5,8% | 6.1 % |
| Revenus | Retraite | 0,1% | |
| | Rentes | 0,2% | |
| | Ressources du conjoint | 7,3% | 10 % |
| Autres type de ressources | APL, Allocations familiales | 2,7% | |

### Principaux résultats en matière d'accompagnement à l'autonomie en 2006

**Accompagnement vers la formation et l'emploi des primo-arrivants :**

France Terre d'Asile a mené, entre 1998 et 1999, différents projets d'insertion par l'économique, en faveur des réfugiés et a ouvert le 1er décembre 1999, à Paris, une structure unique en France, le Conseil Emploi Réfugiés Formation.

Cette structure est au service de l'insertion socioprofessionnelle des primo-arrivants, dont les réfugiés statutaires, résidant en milieu ouvert, en Île-de-France. Son action consiste à jouer un rôle de facilitateur, en faveur des primo-arrivants, qui souhaitent entamer un nouveau départ. Elle s'effectue en interface avec les services de droit commun et l'ensemble des acteurs intervenant dans l'insertion des personnes en difficultés.

Dans le cadre de cette mission, le CERF Paris est également agréé organisme prestataire de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) d'Île-de-France. A ce titre, il reçoit les demandeurs d'emploi, primo-arrivants « maîtrisant peu ou mal la langue française » dans le cadre de prestations d'élaboration d'un projet professionnel, d'accès à la formation ou à l'emploi.

Ainsi, 1 092 personnes ont été accompagnées en 2006.

Au 31 décembre 2006, 968 personnes soit 88,6 % avaient terminé leur accompagnement.

Parmi ces derniers, 458 (soit 47,3 %) ont réalisé une insertion professionnelle par l'accès à l'emploi (dont 25,5 % en CDI ou CDD>6 mois et 32,7 % en CDD<6 mois ou intérim) ou la formation (22 % en formation qualifiante ou linguistique).

**Hébergement et autonomisation de familles réfugiées statutaires :**

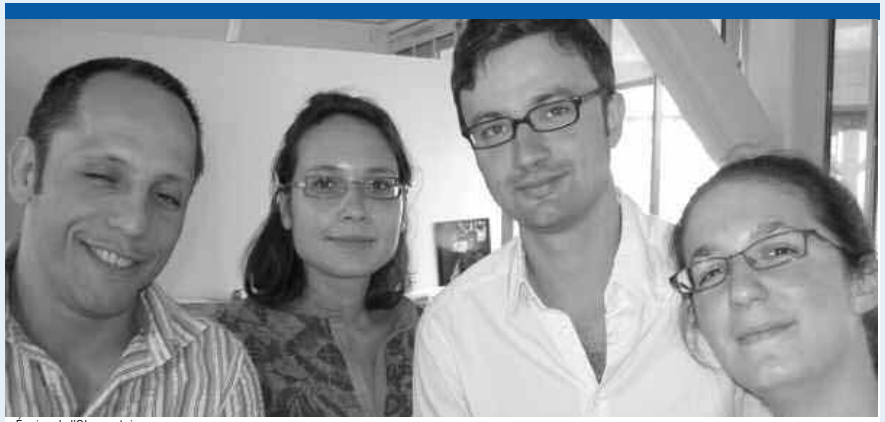
Il est proposé ici, à des familles réfugiées statutaires, parisiennes, sur un mode contractuel, un hébergement en appartement partagé ou éventuellement en résidence hôtelière couplé à un engagement du bénéficiaire de s'engager à construire un projet d'accès à l'autonomie conjuguant accès à l'emploi et au logement.

Ainsi, 410 personnes soit 135 familles ont été accompagnées en 2006.

- Nombre de personnes présentes au 31 décembre 2005 : 204, soit 62 ménages
- Nombre de personnes entrées en cours d'année : 206, soit 73 ménages
- Nombre de personnes présentes au 31 décembre 2006 : 219 soit, 54 familles et 18 isolés.
- Nombre de nuitées réalisées : 85 557
- 78,5 % des personnes, hébergées au 31 décembre 2006, étaient accueillies en appartements partagés.
- 191 personnes (63 familles) sont sorties en 2006 soit 46,66 % avec une moyenne de prise en charge d'un an et 1 mois :
- 49 % des adultes sont sortis en emploi, dont 82 % en CDI.
- 83 % des familles ont eu accès à un logement autonome dont 51 % en bail direct et 32 % en hébergement relais. 8 % ont trouvé une solution personnelle (mariage, départ à l'étranger, colocation…) et 8 % se sont vues signifier une fin de prise en charge (refus de propositions de relogement, violences, non adhésion au projet d'établissement et non respect du contenu des outils contractuels : règlement intérieur, contrat d'hébergement et d'accompagnement à l'autonomie).

Il est à noter qu'en 2006, à la demande de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale de Paris, nous avons développé, à partir de l'expérience acquise à travers la gestion du DPHRS, un nouveau projet dénommé Pôle d'autonomisation des régularisés de l'asile (PARA). La mise en œuvre de ce nouveau dispositif a été reportée à 2007. Ce nouveau projet a d'ores et déjà fait l'objet d'un transfert sur les départements de l'Eure et du Maine-et-Loire pour une réalisation, elle aussi, courant 2007.





Équipe de l'Observatoire

**Formation d'accès à la Citoyenneté et à l'Intégration par la langue - FACIL – Jeunes :**

France Terre d'Asile a développé une approche innovante, relative à l'autonomisation des jeunes primo-arrivants franciliens, par le biais de l'apprentissage de la langue. Partant du postulat qu'une langue étrangère ne s'enseigne pas mais s'acquiert, les stagiaires ont été placés dans un cadre d'apprentissage, aussi proche que possible de celui de l'acquisition en milieu naturel, à partir d'un diagnostic individuel de leurs difficultés d'insertion.

Le parcours individuel d'intégration est construit, à partir de modules, autour des fondamentaux de l'intégration : les identités individuelles et collectives, les valeurs républicaines, l'égalité des genres, la ville et ses ressources, la santé, la culture et les loisirs, la formation et l'emploi. La langue ne fait pas l'objet d'un apprentissage, en tant que tel, à l'exception des fondamentaux de base. Elle est l'outil privilégié de la construction du sentiment d'appartenance et d'adhésion à la société d'accueil. Progression linguistique, autonomisation, meilleure maîtrise des règles, des valeurs de la société d'accueil, confiance en soi, émergence des futurs choix professionnels… ont été les fruits de cette démarche engageant projet personnel du stagiaire et société d'accueil.

Cette action, d'une durée de 540 heures, (30 heures hebdomadaires) était gratuite et non rémunérée.

Ainsi, en 2006, 252 jeunes primo-arrivants, franciliens, dont 33 % de nationalité française, ont poursuivi un parcours d'intégration personnalisé : 54,1 % des jeunes, à l'issue de l'action, ont eu accès à une formation de niveau supérieur ou qualifiante, 18,6 % ont bénéficié d'un relais par les Missions Locales, 23,1 % se trouvaient dans l'une de ses situations lors de la réalisation du post suivi : interruptions liées à une grossesse, à un déménagement ou injoignables au moment du post-suivi et 4,2 % ont eu accès à l'emploi.

Il est à noter qu'un travail sur l'aide au futur choix professionnel, a été effectué et plus de 70 % des jeunes ont sollicité les métiers sous tensions tels que les métiers du second œuvre (plombier, électricien, carreleur…), de la distribution (vendeur/se), employé(e) de libre service…) et l'hôtellerie/restauration (cuisinier(ère), serveur/se), barman, femme de chambre…). Cette action a reçu le soutien du Fonds Social Européen et a été inscrite dans le cadre du Programme Régional d'Insertion des Populations Immigrées de la région Ile-de-France. Cette action a été saluée notamment par une délégation du Haut Conseil à l'Intégration lors de sa visite, le 11 mai 2006, dans les locaux du Facil, en présence de partenaires tels que les Missions Locales, les CASNAV et de la Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle d'Ile-de-France.

**L'accompagnement à l'insertion durable via la mobilité géographique :**

Le programme Clef de France[1] conjugue l'accès à l'emploi et au logement par le recours à la mobilité géographique. Il s'agit d'assurer l'intégration durable des réfugiés statutaires dans la société française qui les a accueillis et leur a accordé un statut leur ouvrant les mêmes droits que les Français à l'exception du droit de vote. Il vise donc à promouvoir l'insertion, par la mobilité résidentielle, en établissant des liens entre des collectivités territoriales, des employeurs, des bailleurs disposant d'appartements libres et des réfugiés.

Ainsi, 154 ménages se sont impliqués dans un projet de mobilité géographique, que 54 sont parvenus à réaliser avant le 31 décembre 2006. L'ensemble des 54 parcours, concrétisés en 2006, engage plus précisément 128 personnes. 50 % des parcours réalisés sur 2006 concernent des isolés. 38 % des ménages, ayant réalisé un parcours de mobilité géographique, sont originaires d'Europe et 35 % d'Afrique subsaharienne.

En 2006, le public concerné a pu voir aboutir son projet de mobilité géographique au terme d'un accompagnement d'une durée moyenne de 7,5 mois contre 9,5 mois pour 2005. La majorité des parcours de mobilité sont des parcours « région parisienne vers province » puisque 56 % des départs proviennent de l'Île-de-France. Les territoires d'installations ont concerné 17 départements d'accueil pour les parcours de mobilité 2006.

1) Le programme Clef de France est un volet du projet Reloref (rechercher un logement pour les réfugiés statutaires) soutenu par le Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement - Direction de la Population et des Migrations et le Fonds Européen pour les Réfugiés.

| Axes d'intervention | Exemples d'actions menées | Données clés |
|---|---|---|
| | Formalisation et diffusion du livret de l'animateur de l'atelier de sensibilisation à la mobilité géographique | Réseau Insertion de France Terre d'Asile |
| Veille auprès des professionnels de l'insertion des réfugiés statutaire | Organisation de modules de formation : accès à la formation professionnelle par la mobilité et installation en milieu rural | 47 intervenants et responsables |
| | Journées d'immersion<br>Etude à partir du post-suivi des parcours réalisés en 2005<br>Diffusion d'offres d'installation par l'emploi et/ou le logement | 22 intervenants en charge de l'insertion<br>Restitution dans la revue ProAsile<br>21 appels à candidature |
| Informer et accompagner les réfugiés sur la construction d'un parcours de mobilité | Sensibilisation du public, à la mobilité géographique, par la tenue d'ateliers collectifs | 191 ateliers<br>869 réfugiés statutaires touchés |
| | Formalisation du cahier des charges pour la création d'un court-métrage sur des parcours de mobilité géographique | |
| | Réalisation de parcours de mobilité | 380 personnes accompagnées (154 projets)<br>128 personnes dont le projet a abouti (54 projets) |
| Promotion de la méthode et des outils mis en œuvre | Réalisation d'un dossier consacré à la question de la mobilité géographique. Ce dossier aborde différentes problématiques et fait intervenir le témoignage d'acteurs issus de milieux divers (université, association, collectivités locales...) | ProAsile n°14 – Juin 2006 - Dossier central |
| | Articles de presse | *La Dépêche du Midi* (Auch, janvier 2006). – « Mieux insérer les réfugiés », *L'Observatoire de l'Intégration* (mai 2006, lettre n° 5). -« La sécurisation des parcours de mobilité, uneréponse aux difficultés de recrutement ». |
| | Sensibilisation autour de la problématique des réfugiés statutairesUniversité européenne « accueil de nouvelles popula- et de l'intérêt de la mobilité géographique.tions » - Clermont Ferrand - Juin 2006 | |
| | Autres types d'intervention :<br>Présentation du programme lors de tables rondes organisées avec les partenaires locaux.<br>Contacts avec des employeurs ou bailleurs afin de présenter le programme, les candidats potentiels et faire émerger des offres d'installation (emploi ou logement).<br>Dans le cadre du projet de plate-forme francilienne de PRomotion de l'Insertion par la Mobilité (Prim), un travail de communication a été fait auprès de 3 Conseils Généraux de la région parisienne (Seine-Saint-Denis, Essonne et Seine-et-Marne) et du Conseil Régional Île-de-France. | |
| | Axe national orienté vers des partenaires possédant une capacité d'expertise, soit sur les territoires ciblés (développement rural...), soit sur un domaine spécifique ayant un lien avec le processus d'insertion du public. | Collectif Ville Campagne/Village magazine/Comité National de Coordination et d'Evaluation des GEIQ/ AFPA |
| Développer et activer les réseaux partenariaux | Axe local afin d'entamer, sur différents territoires, la constitution d'un réseau partenarial d'accueil. A cette échelle, il s'agit, en amont, de solliciter le soutien de différentes institutions et, lors de la mise en œuvre des parcours de mobilité, de mettre en place des relais de terrain afin de garantir l'installation durable des personnes. | - Partenariats établis : région Limousin, département du Gers, département des Deux-Sèvres<br>- Partenariats en cours d'élaboration : région Rhône-Alpes, région Île-de-France |



## L'appui à la professionnalisation des praticiens de l'insertion et à l'analyse des parcours d'intégration

**L'appui pédagogique et l'animation du réseau rnsertion :**

A travers une trentaine de villes en province, les intervenants sociaux, chargés de l'insertion des établissements, gérés par France Terre d'Asile, en lien et avec le soutien du Département intégration, conduisent des actions d'insertion socioprofessionnelle et d'accès au logement auprès des familles hébergées qui se sont vues reconnaître le statut de réfugié, pour leur assurer une sortie dans les conditions les plus sécurisantes possibles.

L'animation du réseau en 2006 a été marquée par le travail de mutualisation des savoir-faire développés par les professionnels du réseau insertion, à travers un recueil et une analyse des pratiques de l'ensemble du réseau. Ce travail a pour objectif la publication, courant 2007, du *Guide méthodologique d'accompagnement à l'autonomie du réseau insertion.*

En 2006, le renforcement des moyens dédiés à l'animation du réseau insertion a permis d'effectuer 25 visites pédagogiques, auprès de la quasi-totalité des sites de France Terre d'Asile, avec la mission de collecter les données relatives à l'activité d'insertion. Les données recueillies ont permis d'établir un premier diagnostic de l'activité insertion au printemps 2006 et d'organiser, les 4 et 5 juillet, les toutes premières journées nationales du réseau insertion. Une cinquantaine de professionnels ont pu confronter et partager une réflexion tant sur le plan méthodologique que déontologique.

Chaque mois, 24 des 29 centres de France Terre d'Asile ont également été invités à procéder à une autoévaluation de leur activité en matière d'insertion. Le support utilisé était une fiche-type accessible sur la base de données Intégration Web. Les informations faisaient l'objet d'une analyse retranscrite dans une synthèse commentée et adressée à la Direction générale de France Terre d'Asile ainsi qu'à tous les membres du réseau insertion. Les indicateurs dégagés ont permis d'avoir une photographie de l'activité d'insertion au sein du réseau et d'en mesurer les résultats. Cela a permis également de détecter les obstacles afin de proposer des méthodes et des outils en vue d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers. Ainsi, les centres ont été amenés à saisir 12 fiches dans l'année. Le taux moyen de retour enregistré a été de 70.5%.

L'analyse des fiches laisse apparaître une augmentation du nombre de ménages de réfugiés au sein des Cada, ce qui accroît de facto l'activité liée à l'insertion, élément clé d'une sortie « réussie ». Au fil de l'année, une augmentation des mises à l'emploi assez sensible s'est dessinée, témoignant d'un renforcement de l'accompagnement vers l'emploi sur la plupart des centres et d'un élargissement des contenus des programmes globaux et d'animation et d'autonomisation (PGAA).

Le Pôle d'Appui Pédagogique a été également chargé d'animer la prestation SVP insertion qui consiste en une permanence d'information accessible aussi bien aux membres du réseau insertion de France Terre d'Asile qu'aux professionnels, particuliers et usagers, en demande d'information concernant les questions d'insertion, des droits des étrangers, etc. Ainsi, au cours du premier semestre, 48 requêtes avaient été enregistrées. Ce chiffre est passé à 114 pour le second semestre soit une hausse de 138 %. Au total, ce sont 162 requêtes qui ont été traitées.

20 chargés d'insertion, responsables de centre, ou stagiaires (AFPA ou inscrits dans une filière du social ou universitaire) ont été accueillis lors de journées d'immersion, dans le cadre de séances de travail spécifiques, au sein du Département intégration. Par ailleurs, nous sommes intervenus, dans le cadre des formations nouveaux entrants, afin d'expliciter les orientations de France Terre d'Asile, en matière d'insertion des réfugiés, de fournir une analyse des spécificités du public et de présenter le référentiel de compétences liées au métier de chargé d'insertion.

**Les analyses et les études autour de la thématique de l'intégration :**

Fort de son expertise en matière d'accompagnement des primo-arrivants, réfugiés statutaires et dans l'objectif d'engager une réflexion sur les parcours d'insertion et l'intégration des réfugiés, France Terre d'Asile a créé avec le soutien du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement – Direction de la Population et des Migrations, l'Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires. La mission de l'Observatoire se décline autour de trois activités principales :

**1. La réalisation d'études, basées sur l'analyse des résultats d'entretiens, réalisés auprès d'échantillons représentatifs de réfugiés**

Au cours de l'année 2006, l'Observatoire a poursuivi son travail d'analyse des typologies de réfugiés accueillis en France. Sur cette base, trois études ont été réalisées :

¬ Publication en mai 2006 : Les stratégies et bonnes pratiques, en matière d'accompagnement socioprofessionnel, relevées au sein du dispositif national d'accueil.

¬ Publication en septembre 2006 : Insertion des réfugiés statutaires : une analyse des parcours professionnels.

**2. La conduite d'enquêtes régionales**

Face au déficit d'informations, relatives à la situation et à la répartition des réfugiés sur le territoire, l'Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires a poursuivi la réalisation de ses études régionales sur l'accueil et l'intégration des réfugiés.

Six études régionales ont été menées au cours de l'année 2006. Elles ont concerné les régions suivantes : Midi-Pyrénées (publiée en janvier 2006) ; Franche-Comté (publiée en mars 2006) ; Picardie (publiée en mai 2006) ; Bretagne (publiée en juin 2006) ; Champagne-Ardenne (publiée en septembre 2006) et Languedoc-Roussillon (publiée en novembre 2006).

Ces travaux permettent de mettre à disposition des décideurs et des acteurs de l'insertion et de l'intégration des

cartes et des éléments statistiques sur la situation des réfugiés, en particulier dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'accueil des étrangers primo-arrivants, tout en donnant des exemples de bonnes pratiques aux niveaux local et régional.

**3. La publication d'une lettre d'information**

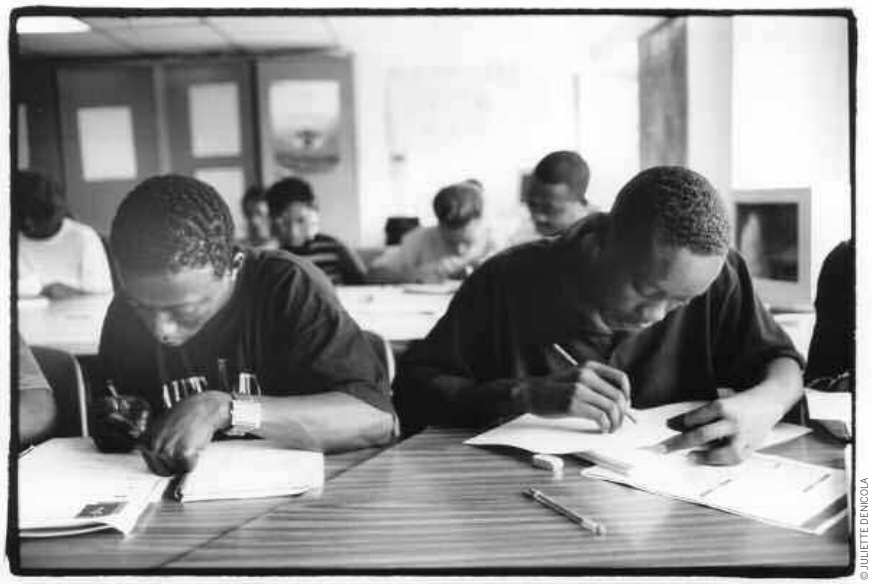
Six numéros de La Lettre de l'Observatoire de l'Intégration des Réfugiés Statutaires ont été publiés. On peut se reporter au site www.france-terre-asile.org pour en connaître la liste et le contenu.

## LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIONS MENÉES

| Nature | Période | Institutions | Prestations |
|---|---|---|---|
| Contrôle et évaluation | février 2006 | Direction de la Population et des Migrations-Fonds Européen pour les Réfugies | Mise en œuvre du FER 2004 du CERF Paris |
| | juillet 2006 | Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle Île-de-France | Contrôle, dans la cadre de la remise du rapport final, de la première action de la Formation d'Accès à la Citoyenneté et à l'Intégration par la langue -Facil |
| | novembre 2006 | ANPE Île-de-France - plate forme de gestion des prestations | Contrôle qualité dans la cadre de la mise en œuvre de prestations ANPE |
| | décembre 2006 | Direction publique comptable | Contrôle sur l'utilisation des crédits du FER 2004 du CERF Paris |
| Comité de pilotage | janvier 2006 | Direction Régionale du Travail, de l'Emploi, et de la Formation Professionnelle Île-de-France | Formation d'accès à la citoyenneté et à l'intégration par la langue - Facil |

## LES MOYENS HUMAINS MOBILISÉS

| catégorie de personnel | CERF | Clef de F. Reloref | DPHRS | Facil | Observa-toire | Total | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Chargés (ées) d'études /rédacteur (trice) | 0 | 0 | 0 | 0,25 | 3,45 | 3,7 | 9,53 |
| Chargés (ées) de Mission mobilité | 0 | 1,118 | 0 | 0 | 0 | 1,118 | 2,88 |
| Conseillers (ères) d'insertion /intervenants sociaux chargés de l'insertion | 10,254 | 0 | 6,513 | 0 | 0 | 16,767 | 43,20 |
| Direction/Encadrement | 1,35 | 0,2 | 1,455 | 0,92 | 0,57 | 4,495 | 11,58 |
| Gestion administrative et services généraux | 1,528 | 0 | 2,305 | 0,809 | 0 | 4,642 | 11,96 |
| Formateurs (trice) | 0 | 0 | 0 | 8,091 | 0 | 8,091 | 20,85 |
| Total ETP | 13,132 | 1,318 | 10,273 | 10,07 | 4,02 | 38,813 | 100 |



© JULIETTE DENICOLA

# Le Département mineurs isolés étrangers

L'année 2006 aura été une année particulièrement dense pour le Département mineurs isolés. En effet, le Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers (SAMIE) de Caen a vu son projet validé par le CROSMS, en avril 2006, et la mise en œuvre opérationnelle a débuté en septembre 2006, avec la recherche des premiers appartements. Par ailleurs, le SAMIE a pris le relais du suivi socio-éducatif des jeunes mineurs isolés précédemment effectué par la plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile du Calvados.

En plus de ses missions habituelles, l'accueil mineurs est intervenu dans la rue, à Paris, dans le cadre du plan d'urgence hivernal 2005/2006, afin d'assurer la mise à l'abri de jeunes pour la plupart d'origine afghane.

Suite à la baisse de la demande d'asile, y compris pour les mineurs isolés, le Caomida a accueilli des jeunes dont la moyenne d'âge a augmenté et dont les parcours sont de plus en plus atypiques.

Enfin, le Département mineurs isolés a été fortement mobilisé dans les groupes de travail et les débats autour du projet de réforme de la loi de protection de l'enfance et dans le cadre de la mission confiée par le gouvernement au Préfet de la région Ile-de-France en vue de créer un dispositif régional d'accueil des mineurs isolés étrangers.

## La protection des mineurs isolés demandeurs d'asile Synthèse des positions de France Terre d'Asile

**L'accès au territoire français**

Un principe de non refoulement des mineurs isolés doit être affirmé. Ceci suppose qu'une distinction est opérée entre mineurs et majeurs dès la zone internationale. Les mineurs doivent bénéficier, de façon automatique, du jour franc interdisant tout refoulement pendant 24 h. Les renvois sous la contrainte doivent être proscrits s'agissant de mineurs. La demande d'asile à la frontière, émanant de mineurs, doit être traitée au minimum avec les mêmes précautions que lorsqu'ils sont présents sur le territoire national.

**La zone d'attente**

Les mineurs isolés étrangers, quel que soit leur âge, doivent être séparés des adultes. La durée de privation de liberté, et donc de maintien en zone d'attente est excessive et injustifiée. Elle doit être plus strictement encadrée et la compétence du juge des enfants ne devrait faire l'objet d'aucune contestation.

**L'administrateur ad hoc**

Un administrateur ad hoc doit être désigné avant même le placement du mineur en zone d'attente. Celui-ci doit non seulement être sensibilisé au champ de la protection de l'enfance mais doit également disposer des connaissances nécessaires quant à la problématique des migrations transfrontalières et au droit d'asile. Son indemnité doit être cohérente avec celle des autres administrateurs *ad hoc*. Enfin, il est indispensable de mettre en place une instance d'évaluation, composée de manière paritaire, afin d'évaluer le travail de ces administrateurs.

**Le contrôle de la minorité par le recours aux expertises d'âge physiologique**

France Terre d'Asile ne peut admettre le recours quasi systématique à une expertise dont la validité scientifique n'est pas établie.

Le bénéfice du doute doit profiter au jeune et la réalisation d'une contre-expertise doit être possible. En tout état de cause, l'expertise d'âge physiologique ne peut constituer au mieux qu'un élément parmi d'autres d'appréciation de la minorité d'un individu.

**L'accueil d'urgence des mineurs isolés étrangers**

France Terre d'Asile propose la mise en place de dispositifs d'hébergement d'urgence sécurisés, pour les mineurs isolés étrangers, quel que soit leur statut. Un double principe de présomption de minorité et de danger doit prévaloir, dans l'attente d'investigations ultérieures.

**La prise en charge des mineurs isolés demandeurs d'asile**

La compétence de l'Etat pour cette catégorie de mineurs doit être réactualisée. La création de structures spécialisées pour les mineurs isolés demandeurs d'asile, telles que le Caomida reste une position défendue par France Terre d'Asile.

Il est également envisageable d'adosser aux places Cada déjà existantes des places "mineurs", le tout coordonné, au niveau régional, par une instance réunissant les divers acteurs chargés de la protection de l'enfance, dispositif qui serait cofinancé par l'Etat et les Conseils généraux.

**La Tutelle**

L'absence prolongée de statut juridique, pour les mineurs isolés accueillis par certains services de l'Aide sociale à l'Enfance, constitue une anomalie. Dès lors qu'il est constaté que les parents sont dans l'incapacité d'exercer leur autorité, une mesure de tutelle de droit commun doit être prononcée. Il peut s'agir, selon les cas, d'une tutelle d'Etat, d'une délégation partielle d'autorité parentale ou d'une tutelle des pupilles de l'Etat.

**Accès à la procédure de reconnaissance du statut de réfugié**

France Terre d'Asile préconise la délivrance systématique d'une APS aux jeunes de plus de 16 ans, ainsi que l'harmonisation des pratiques des préfectures en matière d'accès à la procédure. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que la désignation d'un administrateur ad hoc intervienne, dans les plus brefs délais, et que ce mandat soit exercé de façon effective.

**La procédure devant l'Ofpra**

La création d'une section spéciale "mineurs isolés" au sein de l'Ofpra reste indispensable afin que les demandes ne soient pas traitées de façon discordante selon les divisions et qu'elles soient instruites systématiquement par des agents de protection ayant acquis une compétence en matière d'entretien et d'écoute de mineurs.

La situation du mineur au regard de la protection de l'enfance doit être prise en compte, notamment dans les délais d'examen de la demande.

**L'aide juridictionnelle**

Dès à présent, tous les mineurs doivent pouvoir bénéficier de l'aide juridictionnelle devant la CRR, sans que puisse leur être opposée une condition d'entrée régulière sur le territoire français. France Terre d'Asile considère cette clause discriminatoire et contraire à l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant, ratifiée par la France.

**Formation Professionnelle**

L'accès à une formation professionnelle est un droit que les mineurs isolés doivent se voir reconnaître, par la délivrance d'autorisations provisoires de travail, sans condition d'âge d'admission dans les services de la protection de l'enfance.

**Accès à la régularisation à la majorité**

France Terre d'Asile préconise la création d'un contrat d'accueil et d'insertion des mineurs isolés étrangers qui serait signé entre le jeune, le Préfet et le Président du Conseil Général. Ce contrat permettrait d'une part, de clarifier les critères d'évaluation des conditions d'obtention d'un titre de séjour après 18 ans et d'autre part, d'introduire une cohérence avec les contrats jeunes majeurs accordés par les Conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

**Retour au pays ou réunification familiale**

Avant toute autre considération, le retour au pays ne peut être envisagé qu'avec l'adhésion du jeune et si ce projet correspond à l'intérêt supérieur de l'enfant. Une des conditions de réussite de tels projets repose sur la possibilité de mettre en place un suivi dans le pays d'origine.

Le regroupement familial au sein de l'espace européen doit être facilité.

Un mineur isolé reconnu réfugié devrait pouvoir déposer une demande de réunification au bénéfice de ses parents.

# La plate-forme d'accueil pour les Mineurs Isolés de Paris

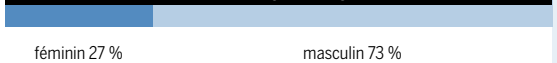
## LE DISPOSITIF HABITUEL D'ACCUEIL DES MINEURS

### Typologie générale des mineurs isolés

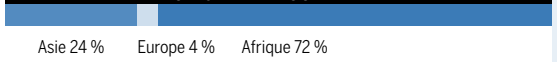
Au cours de l'année 2006, 182 mineurs isolés ont été accueillis par la plate-forme dont 132 jeunes hommes (73 %) et 50 jeunes filles (27 %) de 45 nationalités différentes.

Les mineurs isolés, en provenance du continent africain, représentent 72 % du public reçu en 2006. Leurs pays d'origine sont principalement le Congo-RDC, la Guinée, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure, l'Angola, le Mali, le Gabon, le Nigeria, la Sierra Léone et le Soudan.

**RÉPARTITION PAR SEXE**




**ORIGINE PAR CONTINENT**






La moyenne d'âge des mineurs reçus se situe à 15,9 ans. Cependant, plus de la moitié d'entre eux se déclarent âgés de 16 ans au moment de leur première visite à la plate-forme.

### La mise a l'abri

La plate-forme d'accueil des mineurs de France Terre d'Asile dispose habituellement de 10 places en structure hôtelière et de 5 chambres louées à l'année. L'équipe effectue des visites environ deux fois par semaine, pour vérifier l'état des chambres, les besoins des jeunes et faire le point avec les hôteliers. Un compte rendu est effectué après chaque visite.

Au cours de l'année 2006, 37 jeunes ont bénéficié d'un hébergement par la plate-forme d'accueil des mineurs.

### Le suivi des mineurs isolés étrangers

Après évaluation de leur situation au cours d'un premier entretien, un accompagnement individuel dans leurs différentes démarches est proposé et si nécessaire un signalement est effectué auprès des autorités compétentes (Aide Sociale à l'Enfance ou juge des enfants). Ainsi, au cours de l'année 2006, près de 33 % des jeunes reçus à l'accueil des mineurs ont fait l'objet d'un signalement.

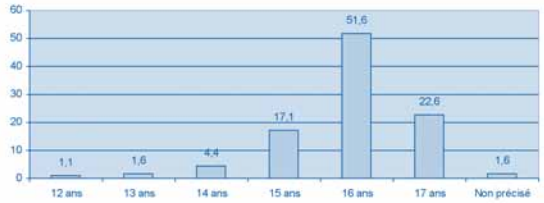
Une expertise d'âge physiologique a été demandée pour près de 74 % d'entre eux. Environ 56 % des jeunes concernés ont été déclarés mineurs suite à cet examen.

En ce qui concerne la scolarisation, les intervenants sociaux débutent les démarches, lorsque les jeunes en expriment la demande et lorsqu'un réel suivi a commencé. Cependant, il est devenu plus difficile que l'an passé d'obtenir une affectation scolaire par le CASNAV de Paris lorsque les jeunes sont âgés de plus de 16 ans.

Pour l'année 2006, nous avons pu scolariser 18 jeunes par le CASNAV dans des classes de FLE intensif, FLE renforcé, classe d'accueil 4ème, classe d'accueil 3ème et BEP.

Durant l'exercice de l'année 2006, la plate-forme mineurs a été nommée administrateur ad hoc à huit reprises pour des mineurs majoritairement originaires du continent africain

**RÉPARTITION PAR ÂGE (EN %)**




(Soudan, République Démocratique du Congo, Angola, Nigeria...). Si 5 d'entres eux étaient déjà connus de notre service et disposaient d'un logement stable (foyer de l'ASE, Cada...), 3 étaient logés par des tiers, dans des conditions difficiles, et ont ainsi été signalés aux autorités chargées de la protection de l'enfance. 14 autres mineurs ont été suivis par notre service, à la demande d'administrateurs ad hoc peu ou non formés à la procédure de demande d'asile. Notre travail d'expertise nous a amenés à participer à une réunion d'information sur les missions des administrateurs ad hoc, organisée en octobre 2006 par la Croix Rouge Française et le SSAE.

### L'orientation des mineurs isolés

Sur les 108 mineurs sortis du dispositif France Terre d'Asile, nous pouvons constater que la plupart sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). En effet, 50 % des mineurs que nous avons suivis ont intégré par la suite le dispositif de droit commun (ASE).

13 % des jeunes reçus à la plate-forme sont orientés vers une autre association en particulier Enfants du Monde Droit de l'Homme (EMDH) en raison de leur jeune âge.

Enfin, 5 % d'entre eux ont été réorientés, en interne, à France Terre d'Asile vers des structures d'hébergement pour demandeurs d'asile adultes (HAI). Il s'agit de mineurs déclarés majeurs lors de l'expertise d'âge physiologique, que nous plaçons dans nos structures d'hébergements pour adultes, mais que nous continuons à suivre au niveau de la demande d'asile.

## LE DISPOSITIF D'URGENCE HIVERNALE

A la demande de la DASS de Paris, la plate-forme d'accueil des mineurs a été mobilisée au cours de l'année 2006, dans le cadre du déclenchement du plan d'urgence hivernale, pour accueillir des mineurs isolés sans abri, pour la plupart d'origine afghane. Ces derniers sont exclusivement de sexe masculin et leur moyenne d'âge est de l'ordre de 16,3 ans. Entre février et avril 2006, 98 mineurs originaires d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan ont été mis à l'abri.

A cet effet, la capacité hôtelière de la plate-forme est passée à 40 places sur la même période. La mise à l'abri et l'accueil proposés en journée permettent d'assurer une protection et d'offrir un temps de répit à des jeunes éprouvés par un parcours semé d'embuches. 51 % d'entre eux ont été signalés au service de l'Aide Sociale à l'Enfance et ont tous fait l'objet d'une expertise d'âge physiologique.

Au total, seuls 5 jeunes ont pu bénéficier d'une prise en charge dont 3 après décision d'un juge des enfants. Il faut souligner que pour la plupart de ces jeunes, la France ne constitue pas nécessairement une destination finale. La multiplication des obstacles posés à un accueil digne de ce nom a un effet proprement dissuasif sur leur volonté éventuelle de rester en France et favorise plutôt la poursuite de leur parcours d'exil vers le nord de l'Europe.

## Le Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers de Caen : SAMIE

**Présentation du SAMIE**

En avril 2006, France Terre d'Asile a obtenu, après un avis positif du CROSMS, l'autorisation de création et d'ouverture du Service d'Accueil pour Mineurs Isolés Etrangers : le SAMIE.

Ce service est habilité à assurer le suivi socio-éducatif et l'hébergement, en appartement partagé ou à l'hôtel de jeunes mineurs, pris en charge par la Mission Protection de l'Enfance du Calvados (le service de l'ASE du Conseil Général). Ce mode d'accompagnement doit permettre aux jeunes d'acquérir « les bases de gestion du quotidien » (gestion du budget, notions d'alimentation et d'hygiène…) afin qu'ils accèdent, le plus rapidement possible, à une autonomie financière, matérielle, administrative…

L'activité du SAMIE a officiellement débuté le 1er septembre 2006. Il a pris le relais du suivi socio-éducatif de jeunes isolés étrangers, précédemment assuré par la plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile du Calvados.

**Le SAMIE en chiffres pour l'année 2006 en ce qui concerne les mineurs**

La plate-forme, puis le SAMIE, ont accueilli 22 nouveaux jeunes pour l'année 2006. La moyenne d'âge des arrivants est de 16 ans et 10 mois. Si le nombre d'admissions, sur l'ensemble de l'année 2006, a été relativement constant, il est intéressant de noter la baisse des arrivées par rapport aux années précédentes.

Lors des quatre derniers mois de l'année 2006, en cumulé, le SAMIE a suivi 70 jeunes, dont 34 jeunes majeurs. Le pays le plus représenté est la Moldavie, vient ensuite le Nigeria. A eux deux, ils constituent 40 % du public suivi. Le continent africain est, quant à lui, le plus représenté avec 52 % de la population accueillie.

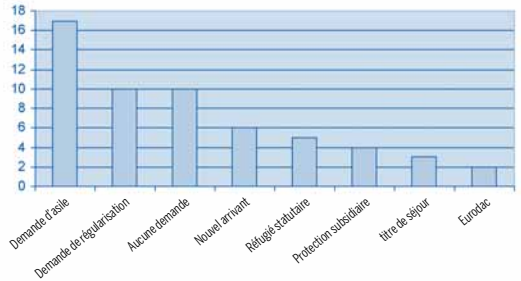
Le 31 décembre 2006, 27 des jeunes suivis étaient inscrits dans des démarches visant l'obtention du statut de réfugié ou un titre de séjour. En outre, 14 jeunes bénéficiaient déjà d'un statut (titre de séjour, statut de réfugié ou protection subsidiaire).



Ci-contre , la répartition des jeunes en fonction de leur situation administrative.

Un nombre important de jeunes ne s'inscrit dans aucune démarche de demande d'asile : 17,5 %. Parmi les jeunes se trouvant dans cette situation, 70 % d'entre eux sont originaires de Moldavie ou de Mongolie.

L'objectif, pour avril 2007, est que 24 jeunes logent dans 8 appartements collectifs (entre 2 et 4 par appartement) puisque que 11 d'entre eux sont d'ores et déjà hébergés en appartement ou en FJT. Le transfert de la totalité de la prise en charge des jeunes, de la Mission de Protection de l'Enfance au SAMIE, devrait être terminé à la fin du premier trimestre 2007.



## Le Centre d'Accueil et d'Orientation pour Mineurs Isolés Demandeurs d'Asile : le Caomida de Boissy-Saint-Léger

**Les jeunes accueillis**

Au cours de l'année 2006, 62 Mineurs Isolés Etrangers (MIE) ont été pris en charge par le Caomida, dont 30 jeunes nouvellement admis, et 26 jeunes orientés. Au 31/12/2006, 36 jeunes étaient présents.

Les trois quarts des jeunes et quasiment la totalité des filles, proviennent d'Afrique. Le Coamida comptait vingt nationalités présentes dont les principales sont le Congo-RDC, la Guinée, l'Angola, l'Afghanistan, le Bangladesh et l'Ethiopie.

Concernant l'âge des jeunes accueillis, la moyenne se situe à plus de 17

ans. 13 jeunes sont devenus majeurs au cours de l'année. Ainsi, plus de 87 % des mineurs isolés pris en charge se situent dans la tranche d'âge comprise entre 16 et 18 ans.

Ce phénomène, lié à un contexte plus répressif quant au franchissement des frontières de l'Europe et à une diminution de la demande d'asile en France, a conduit le Caomida à assouplir ses critères d'admission.

L'effectif du Caomida correspond, pour l'essentiel, à l'évolution globale des mineurs isolés demandeurs d'asile telle qu'elle apparaît également à travers le rapport d'activité de l'Ofpra.

80 % des jeunes sont adressés au Caomida par des services d'Aide Sociale à l'Enfance d'Ile-de-France et 20 % par des départements de province. Le service de l'Aide Sociale à l'Enfance de Paris est à l'origine de près de 55 % des admissions.

**Les actions phares du Caomida**

Le projet « naissances » commencé en 2005, s'est poursuivi jusqu'en octobre 2006 avec une exposition au Musée de l'Homme que les jeunes du Caomida ont préparé, pendant toute l'année, à raison d'un atelier toutes les 3 semaines. Ce travail, en partenariat avec l'association « Name Diffusion » a débouché sur le projet : « Si les langues m'étaient contées : les langues d'ici avec ceux qui les parlent ». Les jeunes ont travaillé sur la construction de cartes géantes avec des écrits, des graphismes, des dessins, dans les langues d'origine de chacun. Ce jeu, conçu comme un jeu des « 7 familles », un jeu « des familles de langues » a été appelé Tapis volant.

A travers ce jeu, langues et langages se rencontrent et se relient, un tissage se poursuit... En 2006, ce jeu a été choisi comme support d'atelier multimédia par l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, et a été invité par le CICEP, à Paris 8, pour une journée d'étude interdisciplinaire, théâtre – philosophie.

L'équipe du Caomida a participé activement à la réalisation du film « Ces enfants venus d'ailleurs », qui est né d'une préoccupation partagée par l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance du Val-de-Marne, publics (ASE et PJJ) et associatifs, devant la situation des mineurs isolés et les obstacles sur lesquels butte leur prise en charge.

A travers le témoignage de cinq mineurs isolés étrangers, ce film présente les raisons qui les ont conduits en France, les conditions dans lesquelles ils y sont parvenus ainsi que leur vie actuelle sur le territoire national. Filmés à différentes étapes de leur parcours de prise en charge, ces jeunes illustrent à la fois les difficultés rencontrées et leur détermination à se créer un avenir. En fil rouge, un ethnopsychologue analyse et tente de faire comprendre la situation, précaire à tous point de vue, de ces jeunes.

Ce film a notamment été projeté le 26 janvier 2006 lors de la journée organisée autour de la réforme de la protection de l'enfance organisée par cinq départements d'Ile-de-France, Paris, la Seine-et-Marne, l'Essonne, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

En ce qui concerne l'animation, le partenariat avec la police nationale a été relancé à travers le Centre Loisirs Jeunes 94, structure constituée par des fonctionnaires de police mis à disposition par le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Les jeunes du Caomida ont pu pratiquer des activités sportives telles que le vélo, le tennis, le canoë... encadrées par des policiers, moniteurs sportifs. Deux stages de formation de secourisme (AFPS) et une intervention anti-drogue leur ont été également proposés grâce à ce partenariat. Les échanges qui se créent à l'occasion de ces activités permettent de briser un certain nombre de stéréotypes et d'instaurer une image positive de part et d'autre. Ce partenariat s'est prolongé avec la RATP. Des agents sont venus présenter aux jeunes leur guide des déplacements en Ile-de-France, les métiers de la RATP et ont effectué de la prévention anti-fraude.

| Type de sortie | Nombre | % |
|---|---|---|
| Foyer de Jeunes Travailleurs | 2 | 8 |
| Foyer éducatif | 4 | 15 |
| Service de chambre en ville | 11 | 42 |
| Centre de Formation Professionnelle | 2 | 8 |
| Réorientation ASE | 2 | 8 |
| Exclusion | 1 | 3 |
| Arrêt prise en charge | 2 | 8 |
| Fugue | 2 | 8 |
| TOTAL | 26 | 100 |



# Le Centre de formation

Depuis plus de 10 ans, le centre de formation de France Terre d'Asile propose aux travailleurs sociaux du secteur de l'asile une offre de formation spécifique et diverse. Cette offre se décline en trois types d'actions : des formations inter-organismes, proposées sur catalogue et organisées sur la base d'inscriptions individuelles ; des formations sur site, organisées sur demande d'un organisme ; un programme global de formation, le programme FATA (Former et Accompagner les Travailleurs Sociaux de l'Asile), mis en œuvre dans le cadre du programme communautaire EQUAL.

## Les formations inter et intra organismes

En 2006, le Centre de formation a dispensé 97 stages de formation, contre 88 en 2005.

46 d'entre eux ont été mis en œuvre au sein de nos locaux (soit 82 journées de formation), 51 sur site (soit 74 journées de formation).

L'augmentation de l'activité s'est notamment observée au niveau des formations juridiques. La formation ayant réuni le plus grand nombre de stagiaires a porté sur le thème de la réforme du code des étrangers, suivie par la formation sur l'aide à la constitution des dossiers Ofpra et CRR. Outre les formations juridiques, les participations ont également été nombreuses sur la thématique des pratiques professionnelles. Des formations telles que la gestion de l'attente ou le travail social en situation interculturelle demeurent très populaires auprès des travailleurs sociaux.

En 2006, 1 017 personnes ont bénéficié des formations proposées par le centre de formation, contre 1 106 en 2005. Ces participants étaient majoritairement issus du secteur social (au sein d'une structure associative ou territoriale).

Ces formations n'ont pu être mises en œuvre que grâce à l'expertise et la collaboration de l'équipe de formateurs du Centre de formation composée en 2006 de 34 personnes.

## La mise en œuvre du projet EQUAL

**Le programme de formation**

Dans le cadre du Programme EQUAL contre les discriminations dans l'emploi, France Terre d'Asile a engagé en 2005 un projet nommé FATA : « Former et Accompagner les Travailleurs sociaux de l'Asile ». Il s'agit dans un premier temps de mettre en œuvre une formation expérimentale et innovante qui interroge la spécificité du métier d'accompagnant du demandeur d'asile et du réfugié. Des intervenants du champ de l'asile participent à une formation de 8 journées sur 8 mois. Sept thèmes y sont abordés : l'accompagnement social du demandeur d'asile, la rencontre des champs juridique et social, les techniques de recherche en géopolitique, la distanciation dans la relation d'aide, la relation d'aide en situation interculturelle, les mineurs isolés étrangers, le droit d'asile en Europe.

Au cours de l'année 2005-2006, 47 stagiaires ont bénéficié de ce programme de formation répartis sur deux groupes en Ile-de-France et un groupe dans la région Ouest. Une deuxième session de ce programme a démarré en septembre 2006. 54 personnes en bénéficient, réparties sur trois groupes en Ile-de-France et un groupe dans la région Ouest. Cette deuxième session est mise en œuvre en collaboration avec le Centre Françoise Minkowska, spécialiste de l'interculturalité et l'ODRIS (Observation Diffusion Recherche Intervention en Sociologie) spécifiquement chargée des interventions sur le thème des mineurs isolés étrangers.

**Le volet transnational du projet**

Le deuxième volet du projet EQUAL est constitué d'une activité transnationale réalisée en collaboration avec trois organismes italiens. Ce projet se destine à élaborer une méthodologie d'accompagnement du demandeur d'asile et du réfugié statutaire tout en élaborant une méthodologie de formation de l'intervenant dans le champ de l'asile. Ce partenariat se traduira également courant 2007 par un échange de stagiaires français et italiens dans l'objectif de comparer les pratiques professionnelles en France et en Italie.

## FORMATIONS DISPENSÉES EN 2006

| | formation inter-organismes | | formation intra-organisme | |
|---|---|---|---|---|
| | Nombre de stages | Nombre de jours | Nombre de stages | Nombre de jours |
| 2005 | 39 | 86 | 49 | 68 |
| 2006 | 46 | 82 | 51 | 74 |

## RÉPARTITION DES FORMATIONS PAR THÉMATIQUE

| Thématique | Nombre de formations dispensées |
|---|---|
| Pratiques professionnelles | 26 |
| Droit et conseil juridique | 51 |
| Insertion des réfugiés | 4 |
| Géopolitique | 3 |
| Connaissance des publics | 5 |
| Santé des usagers | 8 |
| Total | 97 |

## RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR TYPE DE FORMATION ET PAR TRIMESTRE

| | Nombre de stagiaires en inter | Nombre de stagiaires en intra | Total |
|---|---|---|---|
| 1er trimestre | 102 | 46 | 148 |
| 2e trimestre | 127 | 104 | 231 |
| 3e trimestre | 87 | 49 | 136 |
| 4e trimestre | 177 | 325 | 502 |
| Total | 493 | 524 | 1017 |



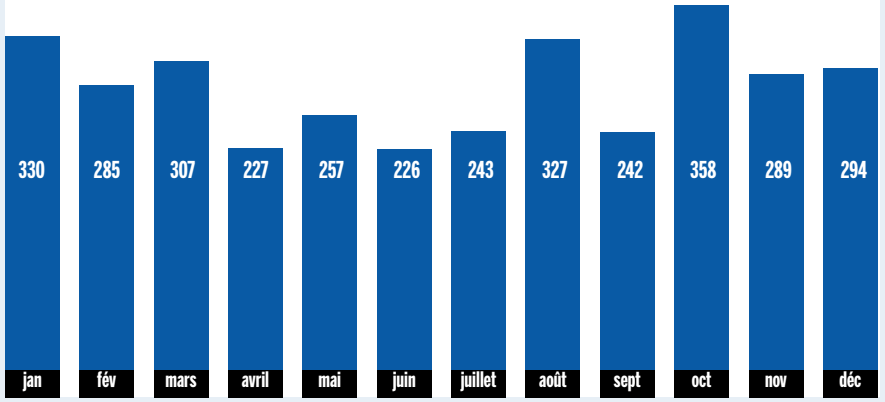
# Le Service d'assistance sociale et administrative

**Le Service d'assistance sociale et administrative (Sasa)** – véritable guichet unique en Ile-de-France et centre de ressources – se compose d'une équipe de 20 salariés amenés à répondre à des questions très diverses. Il accueille les demandeurs d'asile qui sollicitent un hébergement en Cada, leur apporte une aide administrative et sociale du début de la procédure jusqu'à la détermination ou non de la qualité de réfugié (information, orientation, domiciliation, enregistrement des demandes d'entrée en Cada, recherche d'hébergement d'urgence, acheminements vers les centres, retours volontaires, etc.). Il gère un dispositif d'hébergement de 180 personnes.

Malgré la baisse généralisée des flux, le contexte de la demande d'asile à Paris est toujours marqué par des flux qui demeurent importants (3 939 APS délivrées à Paris en 2006 soit 14,99 % au niveau national selon les sources Ofpra) comparativement aux autres régions.

Ainsi en 2006, sur 10 229 domiciliations actives, 3 385 nouveaux demandeurs d'asile primo-arrivants en provenance de tous les continents ont été domiciliés à Paris. Le Sasa a enregistré 11 618 courriers relatifs, entre autres, à la procédure de séjour et d'asile. Dans le cadre de l'agrément que l'association a passé avec la CPAM de Paris, 3 337 rendez-vous ont été fixés, sur les 6 échéanciers CPAM réservés à France Terre d'Asile, pour l'accès aux soins des demandeurs d'asile primo-arrivants.

## NOMBRE DE NOUVELLES DOMICILIATIONS DELIVREES MENSUELLEMENT PAR LE SASA EN 2006



## RÉPARTITION DES 10 PREMIÈRES NATIONALITÉS DOMICILIÉES AU SASA EN 2006

| | | | |
|---|---|---|---|
| Russie | 460 | Mauritanie | 162 |
| Moldavie | 197 | Nigéria | 138 |
| Mongolie | 186 | Congo Brazzaville | 127 |
| Iran | 168 | Turquie | 120 |
| Congo RDC | 165 | Arménie | 117 |

## RÉPARTITION PAR CONTINENT DES DEMANDEURS D'ASILE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Afrique | 1247 | 36% | Europe | 1101 | 33% |
| Amérique | 64 | 2% | Apatrides | 5 | 0% |
| Asie | 968 | 29% | Total | 3385 | |

Concernant la demande d'hébergement en Cada, en liaison avec la DRASSIF et l'ANAEM, le Sasa assure la préparation des dossiers de demande d'hébergement des demandeurs d'asile isolés et des couples sans enfants pour la Commission nationale d'admission (CNA) et la Commission régionale d'attribution (CRA), avec mises à jour et réactualisations constantes, en conformité avec les critères d'admission en Cada et Auda.

Le service organise également les départs vers les centres du Dispositif national d'accueil (DNA) et ce, en liaison avec l'ANAEM. En 2006, le Sasa a enregistré 687 demandes de Cada entrant dans les critères d'admission.

## RÉPARTITION ET ORIENTATION DES DEMANDEURS D'ASILE (PAR SEXE ET COMPOSITION FAMILIALE) ACCUEILLIS PAR LE SASA, ADMIS PAR LA CRA OU LE CNA DANS LES CENTRES DU DNA EN 2006

| | |
|---|---|
| Hommes isolés CADA | 284 |
| Femmes isolées CADA | 134 |
| Couples en nombres de places CADA | 38 |
| Hommes isolés, accueil temporaire (AT), dispositif temporaire (DT) | 150 |
| Femmes isolées AT, DT | 35 |
| Couples en nombres de places, AT, DT | 14 |
| Jeunes majeurs, hommes isolés CADA | 30 |
| Jeunes majeurs, femmes isolées CADA | 2 |
| Jeunes majeurs, hommes isolés AT, DT | 0 |
| Jeunes majeurs, femmes isolées AT, DT | 0 |



En 2006, le Sasa a obtenu 646 places et admissions : 543 places par la CRA (dont 32 places pour les jeunes majeurs) et 103 places par la CNA pour les demandeurs d'asile isolés et les couples sans enfants. Cela représente une hausse de la prise en charge des isolés en Ile-de-France qui conduit les centres à favoriser, sur la demande de la DRASSIF, la cohabitation des isolés, les candidatures en famille ayant fortement chuté à Paris.

Le Bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) : tout comme les autres années, en 2006, le service a continué de représenter les usagers au bureau d'aide juridictionnelle (BAJ) auprès de la Commission des Recours des Réfugiés (CRR).

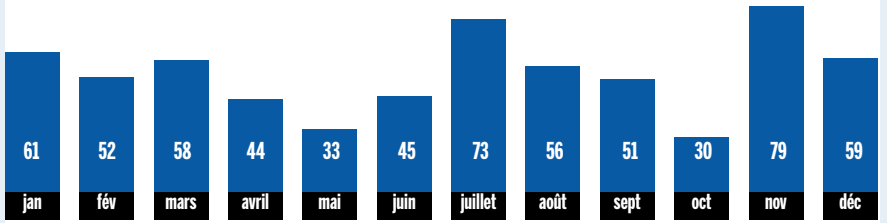
**Le dispositif d'hébergement des adultes isolés (HAI)**

L'activité de prise en charge hôtelière, à Paris, des demandeurs d'asile isolés, a démarré le 10 novembre 2003 et possède, en 2006, une capacité d'hébergement de 180 personnes.

Les hôtels concernés ont signé, en mars 2006, la « charte de qualité de prestation hôtelière » établie par la DASS de Paris et se sont engagés à la respecter. L'hébergement se fait en chambres d'hôtel de 2, 3 ou 4 personnes, avec lits séparés, douches et sanitaires.

Pour l'année 2006, le HAI a accueilli 641 personnes. La proportion homme/femme de 75 et 25 % est stable depuis le démarrage du dispositif. En décembre 2006, nous avions cumulé 1830 entrées hôtelières et ce, depuis le démarrage du dispositif.

## EVOLUTION MENSUELLE DES ENTREES HOTELIERES DU PROGRAMME D'HEBERGEMENT DES ADULTES ISOLES (HA) DU SASA EN 2006

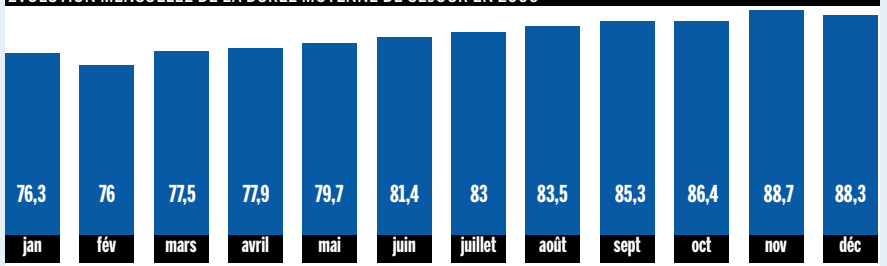



**Durée de séjour**

645 départs ont été effectués en 2006, dont 84 % en structure d'accueil (Cada, accueils temporaires ....), les 16 % restant sont des solutions individuelles.

La durée de séjour des usagers a progressé en 2006 de 16 nuitées (88 nuitées en 2005 – 104 nuitées en 2006). Cette progression est en phase de stabilisation et devrait même régresser en 2007 pour osciller entre 90 et 100 nuitées. Les femmes partent plus rapidement en structure d'accueil que les hommes (35 nuitées en 2005 ; 20 nuitées en 2006). La durée de séjour est toujours fortement dépendante de la disponibilité de places en structure d'accueil.

## ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA DURÉE MOYENNE DE SÉJOUR EN 2006



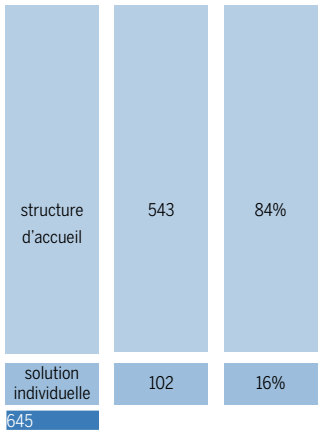
**Les entrées et les sorties du dispositif**

2006 a connu une nette augmentation des départs vers les structures d'accueil, et par corollaire, une augmentation des entrées. Cette année est également marquée par l'augmentation des débouté(e)s (3 %) alors que les refus de destination sont stables à 5 %.

Une analyse plus détaillée des répartitions par structures d'accueil nous montre une nette progression de départs en Cada (de 36 à 55 %). Le taux de solutions individuelles s'élève à 16 % en 2006 et reste stable d'une année sur l'autre. La durée moyenne de séjour à l'hôtel est de 104 nuitées, ce qui donne un taux de rotation de 3,5.

## RÉPARTITION DES SORTIES PAR STRUCTURES D'ACCUEIL

| vers | nbre | % |
|---|---|---|
| Accueil temporaire | 142 | 22 |
| Ase | 5 | 1 |
| Autre structure d'accueil | 1 | 0 |
| CADA | 354 | 55 |
| CAFDA | 6 | 1 |
| CAOMIDA | 1 | 0 |
| CDSL | 8 | 1 |
| CPH | 1 | 0 |
| DPHRS | 9 | 1 |
| Etat responsable | 11 | 2 |
| Foyer de travailleurs | 2 | 0 |
| Maison de journalistes | 2 | 0 |
| Pays d'origine | 1 | 0 |
| Samu Social | 11 | 2 |
| Solution individuelle | 91 | 14 |
| Total | 645 | 100 |




**Interventions sur le terrain :**

Les interventions d'information sur le terrain ont lieu, deux demi-journées par semaine, dans les squares se situant autour de la Gare de l'Est. Les squares Alban Satragne et Villemin, dans le 10ème arrondissement, sont en effet des lieux de rassemblement et de «squat» par temps chaud des exilés Kurdes, Irakiens, Iraniens et Afghans.

Pendant la période hivernale, ces opérations sont étendues place du Colonel Fabien où l'Armée du Salut distribue des repas chauds.

Lors de ces interventions, avec des interprètes, nous informons les exilés sur les démarches à entreprendre pour effectuer une demande d'asile. Nous les informons également sur les possibilités de prise en charge des demandeurs dans le dispositif.

Lors de ces interventions, nous constatons que la majorité (60 à 80 %) des Kurdes souhaite rejoindre l'Angleterre.



# Activités transversales dans les départements

# France Terre d'Asile au 31 décembre 2006

# GAP

## CADA DE GAP

3 RUE DE VALSERRES
05000 GAP

**Nombre total de places** Cada dans le département des Hautes-Alpes : 50 places
**Date d'ouverture** du Cada France Terre d'Asile : 2004
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Extension en cours d'année :** 10 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 43
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 32
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 29
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,69 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,44
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 10
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 14,29 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 83,3 %
**Dossiers régularisés :** 2 (2 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 213 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** aucune décision n'a été rendue par la CRR durant l'année 2006.
**Principales nationalités représentées parmi les 10 représentées au Cada en 2006 :** Russe (5 familles et 1 isolé), Azerbaidjanaise (3 familles), Serbo-monténégrine (2 familles et 2 isolés)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**
22 mai/ 11 septembre/ 16 octobre : Rencontre FNARS sur le thème de l'asile en PACA
10-11 Octobre : Présentation de l'expérience de France Terre d'Asile sur la sécurisation des bailleurs aux assises du logement dans les Hautes Alpes
Novembre : Assemblée générale UNPI 05 : Présentation du projet Reloref

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le Cada de Gap a réalisé plusieurs activités dans le cadre du PGAA :**
**1) Mise en place d'ateliers divers :**
L'initiation à l'informatique, la consommation d'énergie, la sécurité dans la maison, la canicule, la grippe aviaire, la contraception et les IST, l'alimentation et la diététique, l'histoire de France, le territoire français, les fondements de l'État français, l'organisation administrative de la France, le permis de conduire et les assurances, le système scolaire français, la situation de l'emploi en France, la situation du transport en France, la procédure d'asile.

**2) Mise en place de visites culturelles et ludiques** : Exposition Cézanne, visite du musée départemental et de la citadelle de Sisteron.
**3) Présentation, exposition et rencontres institutionnelles concernant les activités du centre :**
Présentation du projet Reloref à l'Assemblée annuelle de l'UNPI 05, rencontre avec la FNARS, exposition au réseau ARA, etc...

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
22 personnes soit 5 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
16 personnes soit 6 familles dont 9 adultes et 7 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 3 mois

**6 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement temporaire - CHRS :** 1 famille
**Avec une formation linguistique :** 5 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes
**Logement relais Reloref :** 5 familles
**Avec un CDD :** 3 personnes
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 20 personnes

### EN 2006 :

2 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 2 Reloref)
5 familles ont bénéficié des logements relais dont 1 famille entrée en 2005, soit 20 personnes au total (20 réfugiés dont 11 adultes et 9 enfants)
14 personnes sont sorties des logements relais soit 4 familles
Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais : 3,7 mois

**4 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes
**Obtention d'un logement dans le parc privé :**
**en bail direct :** 1 famille
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** tourisme
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes
**Autres solutions de logement :**
1 famille partie dans une autre ville – parc public
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

## PLATE-FORME DE GAP

3 RUE DE VALSERRES
05000 GAP

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :**
1er septembre 2005
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 22
**Personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 15
**Principales nationalités représentées parmi les 6 présentes :**
Azerbaidjanaise (2 familles), Russe (1 famille et 3 isolés)

# CAEN

## CADA DE CAEN

PÉRICENTRE 5 57-59, AVENUE DE LA CÔTE DE NACRE
14000 CAEN

**Nombre total de places Cada dans le département :** 337
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** le 1er septembre 2006.
Le Cada a été confronté à la difficulté de trouver des appartements : le parc social n'offre aucune disponibilité dans l'agglomération caennaise et les recherches dans le parc privé se sont révélées particulièrement difficiles. Les premiers résidents ont été accueillis à partir du 20 novembre et aucun d'entre eux n'a achevé sa procédure de demande d'asile au 31 décembre 2006. Cette fiche reflète la montée en charge de l'établissement.

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté

**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 8
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 8
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 0
Aucun statut ni protection subsidiaire n'ont été accordés pour l'instant.

**Principales nationalités sur les 4 représentées au Cada en 2006 :** Soudanaise (4 isolés), Serbo-monténégrine (2 isolés Kosovars)

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomie :**
Pour l'instant, vu le jeune âge du centre, seuls les cours de FLE sont dispensés. Toutefois, plusieurs activités sont en préparation :
**Activités thématiques et sorties culturelles :** description de la France et du Calvados, explication du parcours des demandeurs d'asile, de l'environnement social, culturel et administratif en vue de leur future insertion.
**Activités domestiques :** cuisine, budget, incendie, impôts.
**Activités et sorties citoyennes :** campagne de nettoyage des plages.
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

## PLATE-FORME DE CAEN

7, RUE DU DOCTEUR ROUX
14000 CAEN

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** 1er août 2005
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 450 personnes
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 298 personnes

**Principales nationalités parmi les 20 représentées en 2006 :** Moldave (55 familles et 61 isolés), Nigériane (1 famille et 22 isolés), Arméniennes (16 familles et 2 isolés)





# AURILLAC

## CADA D'AURILLAC

15 BIS, AVENUE DES VOLONTAIRES
15000 AURILLAC

**Nombre total de places Cada dans le département du Cantal :** 50 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er novembre 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 52
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 36
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 33
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 93,32 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,7
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 3
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 50 %
**Dossiers régularisés :** 3 (3 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 184 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 549 jours.
**Principales nationalités représentées parmi les 7 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (9 familles), Serbo Monténégrine (6 familles et 2 isolés), Russe (3 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Du 20 au 25 février 2006, la semaine interculturelle s'est déroulée sur le thème « Mes tissages ». Cet événement a été l'occasion de présenter les actions du centre et d'illustrer la problématique du droit d'asile auprès du grand public.
Il y a eu une forte participation de toutes les personnes présentes au Cada, usagers comme salariés. Une pièce de théâtre créée par les participants a été présentée lors de la cérémonie de clôture.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA d'Aurillac s'articule autour de diverses activités :**
**Animations :** sorties culturelles (théâtre, spectacles, musées), des sorties découvertes (randonnées, visite d'un barrage, patinoire…) et ateliers ludiques (dessins pour adultes et enfants, découvertes pour les 6-9 ans, jardinage).
**Ateliers d'information à thème :** l'administration française, la scolarité, la justice, le planning familial, la sécurité routière, les finances, l'hygiène alimentaire, etc…
**Enseignements :** informatique, cours de FLE avec des bénévoles du Secours Catholique.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
14 personnes soit 4 familles, dont 8 adultes et 6 mineurs
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
14 personnes soit 5 familles dont 8 adultes et 6 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 3 mois 19 jours

**5 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :** 1 famille
**en bail direct :** 1 famille

# AURILLAC

**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** conditionnement de produits
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** santé
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Autres :** 1 personne âgée

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 2 familles
**en bail direct :** 1 famille
**en bail glissant :** 1 famille

**Obtention d'un logement temporaire en logement-relais**
**Reloref :** 2 familles
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** transports - confection
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** grande surface (IFFPP)
**Avec une formation linguistique :** 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes dont 1 personne inactive âgée

## EN 2006 :

1 logement-relais a été géré par le Cada (1 Reloref)
2 familles ont bénéficié du logement relais dont 1 famille entrée en 2005, soit 7 personnes au total (7 réfugiés dont 2 adultes et 5 enfants)
16 personnes sont sorties des logements-relais soit 2 familles (2 familles + une personne âgée)
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 4 mois

**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**en bail direct :** 2 familles
**2 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** confection – transports
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** grande surface (IFFPP)
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes

## PLATE-FORME D'AURILLAC :

15 BIS, AVENUE DES VOLONTAIRES
15000 AURILLAC

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** 2005
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 56 personnes
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 31 personnes
**La nationalité la plus représentée parmi les 9 présentes au Cada en 2006 :** Russe (6 familles)





# PERIGUEUX

## CADA DE PERIGUEUX

27, RUE FONT CLAUDE
24000 PERIGUEUX

## ANTENNE DE BERGERAC

4 BIS, RUE JULES FERRY
24100 BERGERAC

**Nombre total de places Cada dans le département de la Dordogne :** 80 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 23 septembre 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté sur Périgueux et Bergerac
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 80 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 80
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 70
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 65
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,4 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,81
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 8 statuts et 1 protection subsidiaire ont été accordés
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 22,22 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 80 %
**Dossiers régularisés :** 4 dossiers ont été régularisés (3 cartes « vie privée et familiale » et 1 APS de 6 mois avec autorisation de travail).
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 305 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 488 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 4 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (2 familles) et Albanaise (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

**20 juin 2006** Plusieurs reportages ont été réalisés sur le Cada de Périgueux lors de la Journée mondiale des réfugiés, notamment un sur France 2.
**21 décembre 2006** Organisation pour le Centre de Formation de France Terre d'Asile d'un stage sur la « Réforme du Code des Étrangers » pour 13 stagiaires (DDASS, CHRS, associations, etc.)

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du Cada de Périgueux** s'articule autour de diverses activités :
Ateliers : atelier sur l'écrit, atelier informatique, perfectionnement en bureautique.
Enseignement du FLE : cette activité s'est beaucoup développée, au cours de l'année 2006, grâce à un partenariat avec le CLAP Sud-Ouest qui permet à l'animateur de développer pédagogie et outils motivants et de mettre en place un atelier "Ecrit"
Plusieurs volets de l'information prévue dans le PGAA reposent sur des partenariats : planning familial et CODES (santé), inspection Académique (l'enseignement), CIDFF (Droits femme, Famille, Enfant), ADEFI (Sectes), prévention routière, ANPE (droit au travail), communauté agglomération (Tri sélectif), finances et pédagogie (Budget domestique).

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 36 personnes, soit 9 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 29 personnes soit 7 familles dont 14 adultes et 15 mineurs
**Durée Moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 7,5 mois

**7 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct : 6 familles
Avec un CDI : 2 personnes
Domaine : nettoyage – employé maison
Avec un CDD : 2 personnes
Domaine : arboriculture - Reconditionnement
Avec une formation linguistique : 2 personnes
Avec ouverture de droits RMI : 8 personnes

Obtention d'un logement temporaire
en maison relais : 1 famille
Avec une API : 2 personnes
(Allocation Parent Isolé)

## EN 2006 :

Aucun logement relais n'a été géré par le Cada qui travaille avec le Centre communal de la ville de Périgueux.
1 famille a bénéficié du logement-relais du Centre communal, soit 2 personnes au total (2 réfugiés dont 1 adulte et 1 enfant).
Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais : entre 3 mois et maximum 6 mois

## CADA D'ÉVREUX

1, RUE JACQUARD Z.I. LA MADELEINE N°2
27000 EVREUX

**Nombre total de places Cada dans le département de l'Eure :** 220 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** juillet 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 100 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 91
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 65
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 63
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 88 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,54
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 5
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 26,32 %
**Dossiers régularisés :** 4 (4 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 178 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 392 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 13 représentées au Cada en 2006 :**
Serbo-monténégrine (7 familles), Arménienne (5 familles), Angolaise (4 familles et 1 isolé) et Bosniaque (4 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

« En juin dernier, le ministère de l'Intérieur mettait en place un projet expérimental dit de « régionalisation » de la gestion des demandes d'asile émanant d'étrangers réfugiés en France.
Avec pour objectif de centraliser toutes les demandes de séjour à la préfecture de région, la Haute-Normandie et la Bretagne ont été choisies pour mener cette expérience. [...] Les préfectures et les associations constatent une énorme déperdition entre le nombre de demandeurs qui se présente sur les plates-formes et les enregistrements effectifs en préfectures...», *Paris Normandie* 07/02/2007

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Des ateliers permanents** d'apprentissage de langue française se déroulent au Cada. Le centre organise également des ateliers informatifs sur des thématiques aussi variées que : la nutrition des enfants de moins de 6 ans, avec un médecin PMI ; la gestion du budget avec une intervenante extérieure ; la contraception avec le Planning Familial d'Evreux ; les modes de garde en France ; la journée de la femme : prendre soin de soi avec une esthéticienne ; la prévention des accidents domestiques et les économies d'énergie avec un intervenant EDF/GDF ; la prévention routière avec un intervenant extérieur.
Nous avons également organisé, au cours de cette année, des ateliers de préparation au Téléthon, un séjour en gîte pour les familles au mois de juillet, un repas des familles et 3 sorties dont une à la mer, une à Paris et un pique-nique.





**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
16 personnes soit 5 familles dont 7 adultes et 9 enfants
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
11 personnes soit 4 familles dont 6 adultes et 5 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 2,5 mois

**4 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement temporaire :** 2 familles
**CHRS :** 2 familles (monoparentales)
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Autres : A.P.I.**

**Logement relais Reloref :** 2 familles
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** organisme de formation
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

### EN 2006 :

6 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 6 Reloref)
16 familles ont bénéficié des logements relais dont 6 familles entrées en 2005, soit 60 personnes au total (56 réfugiés dont 26 adultes et 30 enfants, 4 PS dont 2 adultes et 2 enfants)
34 personnes sont sorties des logements relais soit 10 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 6 mois
En logement relais sont accueillies les familles réfugiées de tout le département et pas seulement des Cada France Terre d'Asile

**10 familles sorties des logements-relais en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :** 10 familles
**en bail direct :** 5 familles
**en bail glissant :** 5 familles

**Avec un CDD :** 5 personnes
**Domaine :** maraîchage/sécurité/bâtiment/couture
**Avec une formation linguistique :** 8 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes
**Autres :** A.P.I. 1 personne

## PLATE-FORME D'EVREUX

1, RUE JACQUARD
ZI LA MADELEINE
27000 EVREUX

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** juillet 2003
**Nombre de personnes suivies au cours de l'année :** 338
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 178
**Principales nationalités parmi les 29 représentées à la plate-forme durant l'année 2006 (39 familles et 139 isolés) :**
Yougoslave (19 familles, 8 isolés), Russe (8 familles, 11 isolés), Arménienne (5 familles), Congolaise RDC (2 familles 23 isolés)

## CERF EVREUX

**Mesures ASI (DDASS) :**
18 mesures (2006) + 5,33 mesures (reliquat 2005), soit 140 mois/mesures
**Réalisé au 31/12/2006 :** 122 mois/mesures

**Mesures Conseil Général :**
**Référence RMI :** 50 mesures en entrées et sorties permanentes attribuées par la Mission locale contre les exclusions (MLCE)
**Réalisées :** 43

**Nombre de bénéficiaires suivis en 2006 :**
(ASI : 29) + (RMI : 43) = 72 suivis

**Sorties vers l'emploi :**
35 personnes ont accédé à un emploi.
La répartition est la suivante :
**Sécurité :** 2 CDI, 1CDD + 6 mois, 1 CDD – 6 mois, 1 intérim
**Entretien :** 2 CDI, 3 CDD + 6 mois, 4 CDD – 6 mois, 3 intérim
**Restauration :** 3 CDI
**Bâtiment :** 1 CDD+ 6 mois, 5 intérim, 1 contrat d'avenir
**Animation :** 4 CDD – 6 mois
**Santé :** 1 contrat aidé
**Logistique :** 2 intérims
**Industrie :** 1 CDD – 6 mois

**Formations :**
3 personnes sont en formation qualifiante rémunérée (1 en électricité, 1 en secrétariat et 1 en animation)

**Sorties vers le logement :**
26 logements attribués dont 1 logement privé et 25 logements bailleurs publics.
Logements attribués pour 14 isolés et 12 familles.

GERS 32

# AUCH

## CADA D'AUCH

3, QUAI DES MARRONNIERS
32000 AUCH

**Nombre total de places Cada dans le département du Gers :** 50 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** février 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 49
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 38
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 38
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 97,11 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,74
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 9
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 15,38 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 22,2 %
**Dossiers régularisés :** 6 (6 cartes vie privée et familiale dont 1 pour raisons médicales)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 206 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :**
Aucun statut n'a été accordé durant l'année 2006
**Principales nationalités représentées parmi les 9 représentées au Cada en 2006 :**
Roms et Yougoslave (6 familles), Arménienne (6 familles) et Malgache (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Le Cada a fait l'objet d'une émission de radio locale le 6 juin 2006. Cela a permis de faire connaître les activités du Centre et la problématique de l'asile aux auditeurs de la région qui ne sont pas toujours familiarisés avec les difficultés et les contraintes des demandeurs et des intervenants de l'asile.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du Cada d'Auch s'articule autour des individus.** Des activités sont proposées pour les :
**Adultes :** FLE, informatique, bricolage, ateliers d'information sur l'alimentation, la santé, l'exercice physique, etc.
**Enfants :** soutien scolaire, inscription dans les centres aérés et autres lieux de socialisation de l'enfance.
**Pour tous :** sorties culturelles et découvertes.
**Bénévoles :** ateliers de formation.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés dans l'année :** 14 soit 3 familles
**Nombre de réfugiés sortis dans l'année :**
14 soit 3 familles dont 6 adultes et 8 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 1 mois

**3 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement temporaire en ALT :** 3 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** sécurité
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** aide cuisine en collectivités
**Avec une formation linguistique :** 5 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes

### EN 2006 :

Pas de logements relais gérés par le Cada
3 familles ont bénéficié des logements relais (Association Regar), soit 14 personnes au total (14 réfugiés dont 6 adultes et 8 enfants)
14 personnes sont sorties des logements-relais soit 3 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 4 mois

**3 familles réfugiées sont sorties des logements relais en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** sécurité
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** aide cuisine en collectivités
**Avec une formation linguistique :** 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes



GIRONDE 33

# BÈGLES

## CADA DE BÈGLES

157, COURS VICTOR HUGO
33130 BÈGLES

**Nombre total de places Cada dans le département de la Gironde :** 240 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er septembre 2006

Le Cada a été confronté à la difficulté de trouver des appartements : le parc social n'offre aucune disponibilité dans l'agglomération bordelaise et les recherches dans le parc privé se sont révélées particulièrement difficiles.
Les premiers résidents ont été accueillis à partir du 25 octobre 2006 et aucun d'entre eux n'a achevé sa procédure de demande d'asile au 31 décembre 2006. Cette fiche reflète la montée en charge de l'établissement.

**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté dans les villes de Bègles, Bordeaux, Gradignan, Villeneuve d'Ornon, Talence.
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 7
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 7
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 0
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 7,28 %
**Taux de rotation sur l'année :** 0,14
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 1
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 33,33 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 100 %
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 101 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :**
Aucune décision n'a été rendue par la CRR durant l'année 2006.
**Principales nationalités représentées parmi les 4 représentées au Cada en 2006 :** Russe (2 familles), Togolaise (3 isolés)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

L'événement principal est l'ouverture du Cada à l'automne 2006.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

Etant donné l'ouverture récente du Cada, le PGAA de Gironde n'a pas encore réalisé d'activités, mais de nombreux projets sont en préparation.
Un intervenant dispense des cours de FLE en lien avec les partenaires de Bordeaux.
La scolarisation d'enfants dans les écoles de la région avec l'Académie de Bordeaux a favorisé le développement des partenariats.

# BLOIS

## CADA DE BLOIS

2, QUAI SAINT JEAN
41000 BLOIS

**Nombre total de places Cada dans le département du Loir-et-Cher :** 180 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 15 mai 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 60 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 54
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 34
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 37
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,06 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,516
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 2
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 28,57 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 33,33 %
**Dossiers régularisés :** 3 (3 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 196 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 532 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 10 représentées au Cada en 2006 :**
Arménienne (6 familles et 1 isolé), Russe (6 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

**Les activités du Cada, lors du Téléthon**, ont fait l'objet d'un article dans *La Nouvelle République* le 10/12/2006, témoignant de l'implication sociale de France Terre d'Asile.

**Une rencontre, le 22 novembre 2006, avec le collectif des sans papiers,** a permis d'échanger sur les similitudes et les divergences des associations. Cette rencontre a également permis de sensibiliser les usagers et le personnel de France Terre d'Asile à la situation des autres associations.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA de Blois s'articule autour de différentes activités :**
**Ateliers thématiques tels que :** l'organisation administrative de la France, l'équilibre alimentaire, la santé.
**Sorties :** visite des châteaux de la Loire.
**Cours de FLE et d'initiation à l'informatique.**

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
3 personnes soit 1 famille dont 2 adultes et 1 enfant
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
3 personnes soit 1 famille dont 2 adultes et 1 mineur.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6,5 mois

**1 famille refugiée sortie du cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** nettoyage
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

### EN 2006 :

5 logements relais (dont 2 Reloref) ont été gérés par le Cada,
5 familles ont bénéficié des logements relais dont 4 familles entrées en 2005, soit 17 personnes au total (17 réfugiés dont 8 adultes et 9 enfants),
17 personnes sont sorties des logements relais soit 5 familles,
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais** : 11 mois.

**5 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public :** 2 familles
**en bail direct :** 1 famille
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Autres :** 1 personne FJT

**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 3 familles
**en bail direct :** 2 familles
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec un CDD :** 3 personnes
**Domaine :** restauration, agriculture, intérim en usine
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

## PLATE-FORME DE BLOIS

1, RUE JEHAN DE SAVEUSE
41000 BLOIS

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :**
1er décembre 2003
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 293
**Personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 75
**Principales nationalités représentées parmi les 9 présentes :**
Arménienne (14 familles et 5 isolés), Congolaise (8 familles, 45 isolés), Azerbaïdjanaise (4 familles)





# ROMORANTIN

## CADA DE ROMORANTIN

17, RUE DE LA SIRÈNE
41200 ROMORANTIN

**Nombre total de places Cada dans le département du Loir-et-Cher :** 180 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :**
29 septembre 2004
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté dans les villes de Romorantin et Salbris
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 60 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 56
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 25
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 23
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 93,85 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,32
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 10 statuts et 2 protections subsidiaires ont été accordés
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 33,33 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 50 %
**Dossiers régularisés :** 5 dossiers régularisés (dont 5 cartes vie privée et familiale).
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 166 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 440 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 9 représentées au Cada en 2006 :** Congo RDC (5 familles), Géorgienne (4 familles, 1 isolé), Arménienne (3 familles, 1 isolé)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

L'événement majeur de l'année a été la participation du Cada au Téléthon (8 et 9 décembre 2006), événement sensible dans la région, qui a réuni de nombreux usagers et membres du personnel. Cette participation a été l'occasion de contribuer à la construction de la solidarité sociale et d'impliquer tous ces participants dans un événement et une cause valorisants.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

En 2006, l'orientation des actions a été de favoriser l'échange culturel et la valorisation de soi, notamment à travers des « ateliers de cuisine » mensuels, des activités manuelles et par la création et la représentation d'un spectacle avec les enfants sur le thème de la solidarité. Des ateliers d'information ont été proposés sur les thèmes de la sécurité domestique, de la prévention sanitaire et de l'emploi en partenariat, respectivement, avec les sapeurs pompiers, le centre de planification et l'ANPE.
Romorantin ne possédant aucun moyen de transport en commun et les supermarchés étant éloignés des appartements du Cada, un partenariat, mis en place avec le CCAS, a permis de bénéficier d'un minibus de la Mairie pour le transport des résidents vers les centres commerciaux deux fois par mois.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
22 personnes, soit 7 familles dont 13 adultes et 9 enfants
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
14 personnes soit, 5 familles dont 8 adultes et 6 mineurs
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6 mois

**5 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**en bail glissant :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** métiers du bois
**Ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Obtention d'un logement dans le parc privé :**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** Service municipal des sports
**Obtention d'un logement temporaire**
**CHRS :** 1 famille
**Autres :** 1 ouverture prestations familiales

### EN 2006 :

1 logement relais a été géré par le Cada (dont 1 Reloref)
1 famille a bénéficié du logement-relais dont 1 famille entrée en 2005, soit 3 personnes au total (3 réfugiés dont 1 adulte et 2 enfants)
Pas de sortie des logements-relais
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 18 mois (logement proposé en novembre, mais les personnes occupant le logement ne sont pas sorties, d'où un retard).

# VENDÔME

## CADA DE VENDÔME

1 TER, RUE CHARLES PEGUY
41100 VENDÔME

**Nombre total de places Cada dans le département du Loir-et-Cher :** 180 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er janvier 2006
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 60 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 59
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 64
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 5
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 64,71 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,07
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 2
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 10 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 66,67 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 196 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 509 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 7 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (5 familles), Congolaise (3 familles), Russe (3 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

**L'événement majeur de l'année 2006 est l'ouverture du Cada au 1er janvier.** Cela a été un moment de rassemblement pour les partenaires institutionnels et le personnel du Cada. La mise en œuvre et le suivi des activités ainsi que des partenariats ont pris du temps. Les résultats sont probants et le travail doit se poursuivre.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du centre de Vendôme s'articule autour de différents axes :**
**Cours de français langue étrangère** (FLE) à raison de 4 heures pour les adultes et de 5 heures pour les enfants et adolescents.
**Activités culturelles** comme des sorties à la bibliothèque, au plan d'eau de Villiers-sur-Loir, au zoo de Beauval, des ateliers culinaires et des activités « vacances » avec les enfants.
**Ateliers/interventions** concernant des thématiques importantes : planning familial sur 7 séances, gendarmerie nationale sur le permis de conduire et la réglementation routière, etc.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
1 famille de 5 personnes dont 3 enfants.
Aucune famille n'est sortie du Cada au cours de l'année 2006 car le centre était dans sa première année de fonctionnement.
Le chef de famille a suivi des cours de français et a bénéficié du RMI pour l'ensemble de sa famille avant de quitter le centre en janvier 2007 pour un logement relais. Il a intégré un emploi en intérim puis un second, en CDD, courant 2007.





# CHAMBON-LE-CHÂTEAU

## CADA DE CHAMBON-LE-CHATEAU

L'IGLOO - ROUTE DE CHAPEAUROUX
48600 CHAMBON LE CHATEAU

**Nombre total de places Cada dans le département de la Lozère :** 40 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er octobre 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 40 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 40
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 34 soit 9 ménages
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 34 soit 9 ménages
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,12 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,85
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 15
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 100 % (sur 4 dossiers présentés à la CRR)
**Dossiers régularisés :** 1 (1 carte vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 173 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 455 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 10 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (7 familles), Russe (5 familles), Tchétchène (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Le Cada de Chambon a réalisé plusieurs activités et a fait l'objet de plusieurs articles dans les journaux locaux. Ces articles mentionnent la participation de l'organisation au Téléthon, qui est un événement très sensible dans la région. Ils rapportent aussi le repas de Noël rassemblant des associations amies.

**Rencontre au pied du sapin**
«Mercredi 20 décembre, les membres du CCAS(Centre Communal d'Action Sociale) dont Guy Martin, Maire, les résidents du Cada Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile) et la responsable, Anyse CAILLENS, s'étaient invités pour partager un repas à l'approche des fêtes de fin d'année.
Après avoir posé, ensemble, au pied du sapin, dans une MTL (Maison du Temps Libre) joliment décorée, on pouvait enfin se mettre à table. Les résidents du Cada, de différentes origines ethniques, mais en majorité arméniens, avaient préparé les entrées et les desserts. Quant au CCAS, c'était la dinde aux marrons et le fromage, qu'il proposait à leurs invités.
En plus du partage de nourriture et malgré les barrières de la langue, grâce à la musique et aux enfants, tout en dégustant les délicieux gâteaux faits maison, membres du CCAS et résidents du Cada ont terminé le repas dans une ambiance festive qui a fait chaud au cœur de tous les participants à l'approche de Noël.»

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du Cada de Chambon-le-Château s'articule autour de différents axes :**
**Sorties hebdomadaires** et thématiques pour les enfants durant les vacances scolaires,
**Ateliers :** cours de cuisine, FLE, colis des « Restos du Cœur » (en période hivernale)
**Rencontres** régulières avec les divers partenaires.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
15 personnes soit 4 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
15 personnes soit 4 familles, dont 8 adultes (1 jeune majeur compris) et 7 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 77 jours

**4 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 1 famille
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Autres solutions de logement :** 1 famille
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** hôtellerie

## EN 2006 :

Pas de logements relais géré par le Cada.
Pas de familles ayant bénéficié des logements relais.

# ANGERS

## CADA D'ANGERS
2, RUE GUILLAUME LEKEU
49100 ANGERS

## ANTENNE DE SAUMUR
22, PLACE SAINT PIERRE
49400 SAUMUR

**Nombre total de places Cada dans le département du Maine-et-Loire :** 140 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er décembre 2001
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté à Angers et Saumur
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 140 places
**Extension en cours d'année (en attente de confirmation) :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 130
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 99
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 104
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 97,85 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,67
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 18 statuts et 6 protections subsidiaires
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 5,13 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 75 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 208 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 514 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 9 représentées au Cada en 2006 :** Ex-Yougoslave (8 familles), Russe (5 familles et 2 isolés), Congolaise (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Le Cada d'Angers a fait l'objet de plusieurs articles dans la presse locale. Le plus important est celui consacré à la journée mondiale des réfugiés, célébrée par un concert organisé dans le centre-ville d'Angers (*Le courrier de l'Ouest*, 21/06/2006).
Soulignons également la remise du diplôme d'étude de la langue française aux enfants du Cada de France Terre d'Asile le 7/11/2006.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Toutes les semaines, le Cada Angers-Saumur propose des activités d'autonomisation** à ses 140 résidents. Ces activités ont pour objectif de permettre à l'usager d'appréhender au mieux le système administratif et culturel, notamment par l'apprentissage de la langue française et par des mises en situation dans divers domaines. Régulièrement, la parole est donnée aux usagers afin d'affiner nos actions et leur proposer des ateliers en lien avec leurs préoccupations du moment.
**Un grand nombre de nos ateliers est réalisé avec l'appui de partenaires institutionnels,** tels que la CAF et la CPAM. Enfin, nous illustrons les séances portant sur les actes importants de la vie citoyenne par des visites ponctuelles dans certains lieux en lien avec ces ateliers comme le service d'Etat Civil de la mairie.
**En 2006, nous avons travaillé en lien étroit avec la mairie d'Angers,** et nous pourrons, dès 2007, proposer aux résidents du Cada de participer à la « Charte Culturelle de la ville » : ils pourront ainsi découvrir de nombreux spectacles, concerts et sorties.
**Parallèlement, le « Journal des résidents »,** réalisé par et pour nos usagers, reprend régulièrement les points forts du moment. Ainsi, près de 300 personnes reçoivent chaque trimestre des nouvelles du Cada.





ANGERS

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés dans l'année :**
101 personnes soit 23 familles dont 43 adultes et 58 enfants
**Nombre de réfugiés sortis dans l'année :**
87 personnes soit 20 familles dont 37 adultes et 50 enfants
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6 mois

**20 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**En bail direct :** 19 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** ascensoriste
**Avec un CDD :** 7 personnes
**Domaine :** agricole
**Avec une formation linguistique :** 27 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 16 personnes
**Logement relais Reloref :** 1 famille
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** agricole

## EN 2006 :

11 logements relais ont été gérés par le Cada (11 x Reloref)
27 familles ont bénéficié des logements relais dont 8 familles entrées en 2005, soit 55 personnes au total (55 réfugiés dont 35 adultes et 20 enfants)
36 personnes sont sorties des logements relais soit 20 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 6,9 mois

**20 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**En bail direct :** 18 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** gardien d'immeuble
**Avec un CDD :** 8 personnes
**Domaine :** opérateur production, nettoyage industriel
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaine :** menuiserie
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Obtention d'un logement dans le parc privé :**
**en bail direct :** 1 famille
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** manutention

## CERF D'ANGERS
**Mesures Conseil Général :**
**Référence RMI :** 50 mesures en entrées et sorties permanentes attribuées par plusieurs organismes (les circonscriptions d'action sociale, les CHRS, le CCAS) : 39 accompagnements réalisés.
**Sorties vers l'emploi :** 28 personnes ont accédé à un emploi. La répartition est la suivante :
12 personnes en CDI ou CDD de plus de 6 mois
8 personnes en CDD de moins de 6 mois
5 personnes en intérim (missions longues)
2 personnes en Contrat Avenir
1 personne en entreprise de travail temporaire d'insertion.

De nombreux contrats ont été signés dans les secteurs de l'agroalimentaire et du nettoyage industriel.

**Formations :** 3 personnes sont entrées en formation qualifiante rémunérée.

# SAINT-LO

## CADA DE LA MANCHE

5, RUE HOUSSIN DUMANOIR
50000 SAINT-LO

**Nombre total de places Cada dans le département de la Manche :** 90 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 7 avril 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté, structure collective
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 90 places
**Extension en cours d'année :** 15 places agréées lors du passage en Crosms de novembre 2006
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 81
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 70
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 59
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 89,92 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,56
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 17 statuts et 2 protections subsidiaires
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 33,33%
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 100 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 292 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 884 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 9 représentées au Cada en 2006 :** Russe (4 familles), Azerbaïdjanaise (4 familles), Serbe (3 familles), Algérienne (2 familles), et Arménienne (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Le Cada de la Manche a fortement accentué son travail en direction de ses partenaires notamment dans le domaine de l'insertion de ses usagers. Le relais insertion a par exemple fait l'objet d'une présentation mensuelle à chacun des partenaires du Centre et une convention a été renouvelée avec l'ANPE et la CAF de la Manche.
Les activités du centre ont été relayées tout au long de l'année par les médias, notamment par FR3 dans son journal régional et par la presse comme en témoignent les 16 articles parus dans *la Manche*.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

Afin d'anticiper et de favoriser l'intégration des réfugiés dans la société française, l'équipe du Cada a développé des ateliers d'autonomisation spécifiquement déclinés autour de l'apprentissage de la langue française, de la découverte de la vie en France et de l'informatique. Un atelier mobilisant la collaboration des partenaires a été réalisé toutes les trois semaines.
Ainsi les systèmes de santé, de scolarité, la citoyenneté, la connaissance de la vie administrative en France, la maîtrise de l'énergie mais également les missions et le fonctionnement de l'ANPE, de la CAF, les techniques de recherche de logement, la prise de parole, la prise de rendez-vous... sont autant de thèmes qui ont été abordés dans le Centre.
La plupart des ateliers ont été réalisés avec des intervenants extérieurs : CPAM, CAF, EDF/GDF, ANPE, ASSEDIC, CIO, une orthophoniste... sans oublier les démarches d'autonomie hors Cada (visites d'entreprises et de partenaires).





SAINT-LO

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 48 personnes soit 10 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 7 familles soit 33 personnes dont 19 adultes et 14 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 3 mois

**7 familles réfugiées sorties du cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 4 familles (8 adultes)
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaine :** électricité – aide à la personne
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes
**Autres :** 2 personnes en recherche d'emploi et 1 personne en attente de formation linguistique.

**Obtention d'un logement temporaire en logement relais**
**Reloref :** 1 famille (2 adultes)
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 1 famille (4 adultes)
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** hôtellerie
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

**Autres solutions de logement :** 1 famille de deux personnes en mutation directe avec le statut vers un autre département. Nouveau suivi (pas d'information)
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

## EN 2006 :

2 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 2 ALT)
3 familles ont bénéficié des logements relais dont 2 familles entrées en 2005, soit 14 personnes au total (14 réfugiés dont 8 adultes et 6 enfants).
14 personnes sont sorties des logements relais soit 3 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 8,5 mois

**3 familles sorties des logements-relais en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** agro-alimentaire, bâtiment
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** Hôtellerie
**Avec une formation linguistique :** 5 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 8 personnes

## PLATE-FORME DE SAINT-LO :

5, RUE HOUSSIN DUMANOIR
50000 SAINT-LO

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** août 2003
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 81
**Personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 36
**Principales nationalités représentées parmi les 14 présentes :** Chinoise (34 personnes), Mongole (16 personnes) et Russe (6 personnes)

# CHAUMONT

## CADA DE CHAUMONT

5, AVENUE DU SOUVENIR FRANÇAIS
52000 CHAUMONT

**Nombre total de places Cada dans le département de la Haute-Marne :** 130 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 15 avril 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 70 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 58
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 24
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 30
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 98,45 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,257
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 10
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 7,69 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 71,43 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 137 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 388 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 13 représentées au Cada en 2006 :**
Russe (4 familles) et Arménienne (4 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

*Le journal de la Haute-Marne*, 20 juin 2006
**6e journée mondiale du réfugié**
« Aujourd'hui est un jour spécial pour le Centre d'accueil pour demandeurs d'asile, le Cada. Cette journée mondiale du réfugié a une résonance particulière pour son responsable, Didier Bednarek (…) »

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**2006 a vu la formalisation du PGAA.** Ont été inclus dans ce programme, les domaines suivants :
**Français langue étrangère (FLE)** où une moyenne de 76 heures de cours a été dispensée aux résidents.
**Aide à la scolarité** avec une moyenne de 5,7 enfants par cours.
**Activités ludiques et sportives** pendant les vacances scolaires (piscine, kayak, rollers, ski, échecs, différentes visites telles que Le Louvre ou l'écomusée).
**Mise en place de divers ateliers** tels que « cuisine » et « bricolage».
**Sorties culturelles et participation à plusieurs manifestations** comme la Semaine de la Solidarité Internationale, le Téléthon, conférence active autour du racisme, fête du Cada ou bien encore, tournoi de football avec le club local.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
30 personnes soit 6 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
30 personnes dont 12 adultes, 3 enfants de plus de 16 ans ayant déposé un dossier Ofpra et 15 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 3 mois

**6 familles refugiées sorties du cada de Chaumont en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 4 familles
**Avec une formation linguistique :** 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 7 personnes
**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct** : 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Obtention d'un logement temporaire :** 2 familles en logement-relais Reloref
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes

**En 2006 :**
1 logement relais a été géré par le Cada (dont 1 ALT)
2 familles ont bénéficié du logement relais dont 1 famille entrée en 2005 et sortie en 2006, soit 5 réfugiés (2 adultes et 3 enfants) et 1 famille entrée en 2006 (4 réfugiés dont 1 adulte et 3 enfants).
5 personnes sont sorties du logement relais soit 1 famille.
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement-relais :** 7 mois
**1 famille sortie du logement relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes





# MAYENNE

## CADA DE LA MAYENNE

5, QUAI DE LA RÉPUBLIQUE
53100 MAYENNE

**Nombre total de places Cada dans le département de la Mayenne :** 90 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 7 janvier 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté sur 3 villes (Mayenne, Bais et Ernée)
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 90 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 89
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 40
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 39
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 96,33 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,42
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 10
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 7,14 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 66,67 %
**Dossiers régularisés :** 1 (1 carte vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 189 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 606 jours
Aucune décision n'a été rendue par la CRR durant l'année 2006.
**Principales nationalités représentées parmi les 16 représentées au Cada en 2006 :**
Ex-Yougoslave (8 familles), Russe (5 familles et 2 isolés), Congolaise (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

**La journée bilan de l'activité du Cada de Mayenne depuis son ouverture en 2002**
Cette manifestation s'est déroulée le 22 septembre 2006 et a permis de réunir les résidents, les partenaires du Cada et les professionnels de l'action sociale du département, afin d'établir le bilan des 4 années de fonctionnement du Centre.
Deux projets réalisés au sein du Centre ont également été présentés à cette occasion : un court métrage intitulé « *Ceux qui viennent de loin*» et un film sonore « *Alban et son ballon* ».
Cette journée a donné lieu à la rédaction de 5 portraits publiés dans le journal *Ouest-France*
«On ne quitte pas son pays sans raison» 26-27 septembre 2006"
«Albanais ou français, ce sont des enfants» 22 septembre 2006
«On voit notre avenir en France» 14 septembre 2006
«Maintenant, la France, c'est mon pays» 7 septembre 2006
«Réfugiée du Rwanda, Odette reprend confiance» 1er septembre 2006

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du Cada de la Mayenne s'articule autour de trois axes : la mise en place d'ateliers, de réunions d'information et d'animations** diverses sur le centre ou en extérieur.
**Ateliers :** géographie et administration française, l'après Cada, la sécurité sociale et la CMU, la prévention des accidents domestiques, conception du film sonore réalisé dans le cadre de la journée de bilan du Cada le 22 septembre 2006…
**Réunions d'information :** elles concernent généralement des sujets de vie quotidienne comme, par exemple, une présentation des services de la Poste, le tri sélectif, la santé…
**Animations :** elles sont de nature très variée comme le conseil de résidents, des ateliers de cuisine thématique, des sorties culturelles (cirque de Moscou, théâtre et percussions…), de plein air ou dans des centres de loisir.
**Evénements :** ont également été organisés au sein du Centre : une exposition sur la sécurité routière puis sur le développement durable, La Journée de Bilan du Cada, une fête de fin d'année…

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
28 personnes soit 8 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
22 personnes soit 7 familles dont 11 adultes et 11 mineurs
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 2,5 mois

# MAYENNE

**7 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDD :** 2 personnes dont un contrat d'avenir
**Domaine :** nettoyage + espaces verts
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Obtention d'un logement temporaire de type « logement-relais Reloref » :** 4 familles
**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes
**Autres :** Elaboration d'un projet de vie avec le centre dès obtention du statut et à la sortie du Cada.

## EN 2006 :

3 logements relais ont été gérés par le Cada en 2006 (dont 2 ALT)
7 familles ont bénéficié des logements relais en 2006 dont 3 familles entrées en 2005 soit 25 personnes au total (20 réfugiés dont 9 adultes et 11 enfants, 5 protections subsidiaires dont 2 adultes et 3 enfants)
16 personnes sont sorties des logements relais en 2006 soit 5 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 4 mois
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 4 familles
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** agro-alimentaire
**Avec une formation qualifiante :** 4 personnes
**Domaine :** bâtiment, mécanique, bureautique
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 8 personnes
**Autres solutions de logement :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

## PLATE-FORME PASSAJ DE LAVAL

5 RUE VICTOR BOISSEL
53000 LAVAL

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** 1er septembre 2004
**Nombre de personnes suivies au cours de l'année :** 53
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 46
**Principales nationalités parmi les 10 représentées sur l'année 2006 :**
Ex-Yougoslave (7 familles), Russe (2 familles et 3 isolés), Tchadienne (5 isolés) et Guinéenne (12 isolés)

Deux services complètent l'activité de la plate-forme de la Mayenne dans les domaines de l'hébergement d'urgence (889 nuitées en hôtel, 14 personnes hébergées en Foyer Jeunes Travailleurs et 20 personnes en CHRS) et de l'aide alimentaire.





# SENLIS

## CADA DE SENLIS

1, CHAUSSÉE BRUNEHAUT
60300 SENLIS

**Nombre total de places Cada dans le département de l'Oise :** 463 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er juillet 1995
**Modalité d'hébergement :** 92 places en structure collective et 8 places en éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 100 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 95
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 48
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 46
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 98,10 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,41
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 14 statuts et 1 protection subsidiaire ont été accordés
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 10,87 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 63,64 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 155 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 588 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 27 représentées au Cada :** Russe (2 familles et 3 isolés), Congolaise (39 isolés), Nigériane (2 familles et 7 isolés), Angolaise (1 famille et 5 isolés), Tchadienne (1 famille et 4 isolés), Ex-Yougoslave (2 familles et 2 isolés)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Cette année, le Cada de Senlis a mis l'accent sur le développement de son réseau « emploi ». Il a également participé à plusieurs réunions inter-associatives portant sur la problématique du logement sur le département : réunions organisées par la Fapil dans le cadre d'un projet de « fiches action » pour le PDALPD, réunions régulières avec l'ANPE, le GEIQ, participation au forum Jobs d'été à Creil, à la Journée départementale de l'insertion à Creil, au forum métiers du Bâtiment à Creil...

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA du centre s'articule autour de plusieurs activités :**
**Cours de FLE :** deux groupes de niveau à raison de deux cours hebdomadaires de deux heures.
**Pratique de l'informatique** dans une salle en libre accès.
**Ateliers de technique de recherche d'emploi (TRE)** : mis en place en fin d'année mensuellement
**Sorties culturelles :** entreprise « aquarelle », la vallée industrielle du Thérain, salon de l'artisanat à Beauvais, musée de la nacre et de la brosserie...

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 34 personnes, soit 25 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 19 dont 16 adultes (3 jeunes majeurs compris) et 3 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 5 mois et 11 jours

**16 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 1
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** aide à domicile
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Autres :** cumul salaire (20h/semaine et RMI minoré)
**Autres solutions de logement :** 3 personnes isolées
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** restauration
**Autres :** 2 personnes (1 personne de moins de 25 ans est sortie du Cada et a changé de région, une seconde de plus de 25 ans est sortie avant l'ouverture de ses droits RMI)
**Obtention d'un logement temporaire :** 10 familles
**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 2 familles, soit 3 personnes
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes + 1 enfant
**Autres :** enfant scolarisé, tutrice réfugiée à la retraite, bénéficiaire du RMI en attente de l'Allocation Spéciale Vieillesse.
**Logement relais Reloref :** 2 familles soit 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne + 1 enfant
**Autres :** 1 personne + 1 enfant bénéficiaire de l'Allocation Parent Isolé.
**CHRS :** 8 familles soit 8 personnes
**Avec un CDI :** 2 personnes
**Domaine :** couvreur et femme de chambre
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** miroiterie et préparation de commandes
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** linguistique et élaboration du projet professionnel avec stages en entreprises
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 7 personnes

## EN 2006 :

3 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 3 ALT)
4 familles ont bénéficié des logements relais dont 2 familles entrées en 2005, soit 7 personnes au total dont 4 adultes et 3 enfants
1 réfugié isolé est sorti des logements relais
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 13 mois
**1 personne isolée sortie des logements-relais**
**Solution personnelle :** 1 personne isolée est sortie sans solution de logement pérenne, hébergée par des tiers mais avec un CDD dans le domaine de la sécurité

PARIS 75

# PARIS

## CADA DE PARIS

24, RUE MARC SÉGUIN
75018 PARIS

**Nombre total de places Cada dans la ville de Paris :** 370 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er décembre 2004
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 110 places
**Extension en cours d'année :** 60 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 91
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 84
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 39
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 72 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,49
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 14 statuts et 3 protections subsidiaires accordés
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 17,86 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 58,33 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 198 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 479 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 28 représentées au Cada en 2006 :** Camerounaise (5 isolés), Congolaise de RDC (6 isolés), Ethiopienne (13 isolés), Guinéenne (8 isolés), Russe (6 isolés)

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA a permis de proposer des animations visant à l'insertion et à l'autonomisation des résidents** : cours de FLE pour les non francophones en interne (grâce aux stagiaires et aux bénévoles), et, en externe, grâce aux partenariats établis, initiation à l'informatique et à la pratique sportive, visites de musées, participation à des spectacles et à des séances d'information/prévention orientées sur la vie quotidienne.
Un groupe de parole a été mis en place et une équipe travaille sur un projet plus ambitieux en lien avec une activité théâtrale.
Les réfugiés font également l'objet d'une attention particulière dans le cadre de leur recherche de formation, d'emploi et de logement.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 27
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 15 personnes dont 2 bénéficiaires de la protection subsidiaire
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6,2 mois

**13 réfugiés isolés et 2 bénéficiaires isolés de la protection subsidiaire sont sortis du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc privé**
**en bail direct :** 3 personnes
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** restauration - bâtiment
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** reprise d'études à l'Université
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**Obtention d'un logement temporaire :** 12 personnes
**Résidences sociales et FJT :** 3 personnes
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation qualifiante** : 2 personnes
**Domaine :** poursuite de la scolarité
**CHRS :** 9 personnes
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** transport
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** grande distribution
**Avec une formation qualifiante :** 4 personnes
**Domaine :** santé, logistique, mécanique, boulangerie
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes



SEINE-MARITIME 76

# ROUEN

## CADA DE ROUEN

4, RUE DE FONTENELLE,
76000 ROUEN

**Nombre total de places Cada dans le département :** 701
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** janvier 2002
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 142 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 139
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 57
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 46
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 96,5 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,30
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 8 statuts ont été accordés en 2006
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 9,09 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 66,67 %
**Dossiers régularisés :** 11 (11 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 224 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 687 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 14 représentées au Cada en 2006 :**
Arménienne (11 familles), Russe (5 familles), Serbe (5 familles), Nigérienne (5 familles), Azerbaïjanaise (3 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

L'année 2006 a permis au Cada de Rouen d'asseoir son PGAA, avec un planning d'activités quotidiennes, mobilisant, de manière très régulière, l'ensemble de son réseau de partenaires dans les domaines de la santé (l'Unité Mobile d'Action Psychiatrique pour Personnes Précarisées, le Planning Familial, la lutte anti-tuberculose…), de l'éducation (écoles et enseignants bénévoles…), de la culture (bibliothèque de Rouen, Secours Populaire, La Parentèle, Cultures du Cœur…), etc.
Dans une logique d'ouverture, de socialisation, d'acquisition ou de partage des compétences et des savoirs, les activités de bénévolat des résidents du Cada se sont développées : 12 demandeurs d'asile sont bénévoles dans près de 10 structures de la ville telles que des commerces, une bibliothèque, une école de musique etc.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Les ateliers et les activités du PGAA sont axés autour de cinq thématiques majeures :**
**Acquisition des savoirs de base**
**Connaissance des institutions politiques** et évolution de la demande d'asile.
**Connaissance de l'environnement socioprofessionnel :** information sur les démarches administratives, information et prévention sur le thème de la santé, sur les dangers domestiques, information sur la parentalité, sur le logement, sur la scolarité, sur la découverte du monde du travail, sur le bénévolat.
**Connaissance de l'environnement culturel local, national et accès à l'information :** développement du projet bibliothèque, développement du partenariat Cultures du cœur, découverte de la ville et de son histoire, mise en place d'un centre ressources au Cada.
**Partage des compétences, approche interculturelle afin de développer la socialisation des résidents :** développement du partenariat Echange de savoirs, atelier bricolage, mise en place d'animations ponctuelles.
**Parallèlement à ces ateliers,** des événements ponctuels avec la participation des résidents du Cada ont eu lieu pendant l'année 2006: Journée du refugié, Téléthon, journée échanges de savoir, etc.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 46 personnes soit 10 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 33 personnes dont 14 adultes et 19 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 10 mois

**8 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :** 3 familles
**en bail direct :** 2 familles
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** sécurité et bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 4 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 familles
**Obtention d'un logement temporaire :**

SEINE-MARITIME 76

# ROUEN

4 familles en logement-relais Reloref
**Avec une formation linguistique :** 5 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 7 personnes
Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct pour une personne isolée en CDI dans le domaine de la restauration

## EN 2006

5 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 5 ALT)
11 familles ont bénéficié des logements relais dont 4 familles entrées en 2005, soit 36 personnes au total (36 réfugiés dont 20 adultes et 16 enfants)
19 personnes sont sorties des logements relais soit 6 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 8 mois

**6 familles sont sorties des logements-relais en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 5 familles
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaine :** Master administration des entreprises et BEP sanitaire et social
**Avec une formation linguistique :** 7 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 9 personnes

**Solution individuelle :** 1 famille logée par des amis
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Autres :** allocation adulte handicapé

## CERF ROUEN

**Mesures ASI :** 70
**Mesures Conseil Général :** 50
**Nombre de bénéficiaires suivis en 2006 :** 144
**Sorties vers l'emploi :** 35 personnes ont accédé à un emploi. La répartition est la suivante :
**Sécurité :** 2 CDI, 1CDD plus de 6 mois, 1 CDD moins de 6 mois, 1 interim
**Entretien :** 2 CDI, 3 CDD plus de 6 mois, 4 CDD moins de 6 mois, 3 interim
**Restauration :** 3 CDI
**Bâtiment :** 1 CDD plus de 6 mois, 5 intérims, 1 contrat d'avenir
**Animation :** 4 CDD moins de 6 mois
**Santé :** 1 contrat aidé
**Logistique :** 2 intérims
**Industrie :** 1 CDD moins de 6 mois
**Formations :** 4 personnes sont entrées en formations qualifiantes rémunérées (2 en logistique et 2 en animation)
**Sorties vers le logement :** 27 logements ont été attribués dont 13 logements privés et 14 logements publics en faveur de 17 familles et de 10 isolés.

## PLATE-FORME DE ROUEN

4, RUE DE FONTENELLE
76 000 ROUEN

## PLATE-FORME DU HAVRE

38, RUE DÉMIDOFF
76600 LE HAVRE

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** janvier 2004
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :**
Rouen : 997 Le Havre : 864
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 754
**Principales nationalités parmi les 50 représentées au sein de la plate-forme :**
Soudanaise (102 personnes), Arménienne (79 personnes), Nigériane (76 personnes), Russe (74 personnes), Turque (62 personnes), Serbe (45 personnes), Congolaise (32 personnes), Rwandaise (32), Congolaise RDC (27 personnes), Mongole (27 personnes), Algérienne (26 personnes),

**Evénement majeur de l'année 2006 :**

Suite à la mise en place de la régionalisation en juin, la plate-forme de Rouen a centralisé l'ensemble des demandes des primo-arrivants de la région (Rouen, Le Havre, Dieppe, Evreux) pour la gestion de la délivrance des rendez-vous pour APS et premier récépissé auprès de la préfecture de Rouen.
A ce jour, le DIRE de Rouen est devenu l'Observatoire de la demande d'asile sur le département ainsi que le partenaire référent des différentes actions liées à l'accueil et à la prise en charge des demandeurs d'asile.

SEINE-ET-MARNE 77

# MELUN

## CADA DE MELUN

90, AVENUE DU GÉNÉRAL PATTON
77000 MELUN

**Nombre total de places Cada dans le département :** 465
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 21 novembre 2001
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 70 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 65
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 38
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 38
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 96,14 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,47
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 11
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 17,39 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 64,71%
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 231 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 530 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 12 représentées au Cada en 2006 :** Russe/Tchétchène (5 familles), Serbo-Monténégrine (3 familles), Angolaise (2 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Le CADA de Melun a fait l'objet de plusieurs articles, notamment dans le cadre de l'organisation d'un tournoi de foot pour célébrer la 6e journée mondiale des réfugiés. Ce match a été l'occasion de sensibiliser les citoyens à la condition difficile des demandeurs d'asile et des réfugiés. (*Le Parisien Seine-et-Marne*, 21/06/2006)

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA de Melun s'articule autour de plusieurs axes :**
**Ateliers :** maîtrise du budget familial, FLE, recherche de logement pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, prévention médicale, rénovation, etc.
**Sorties et manifestations culturelles :** journée de la femme, journée internationale du réfugié, fête de la musique, etc.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
38 personnes soit 9 familles dont 16 adultes et 22 enfants
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
26 personnes soit 6 familles dont 11 adultes et 15 mineurs
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6 mois

**6 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Obtention d'un logement temporaire**
**Logement relais Reloref :** 2 familles
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** médical
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Autres solutions de logement :** 3 familles (CPH)
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Autres :** Demande de COTOREP en cours

## EN 2006 :

7 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 7 Reloref)
10 familles ont bénéficié des logements relais dont 7 familles entrées en 2005, soit 41 personnes au total (41 réfugiés dont 21 adultes et 20 enfants)
17 personnes sont sorties des logements relais soit 4 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 9 mois

**4 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 4 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** sécurité
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** sécurité
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Autres :** Intérim (1 famille)

## CADA DE NIORT

8/10, PLACE JACQUES DE LINIERS
79000 NIORT

**Nombre total de places Cada dans le département :** 100
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 26 février 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 100 places (80 à Niort et 20 à Parthenay depuis le 1er octobre 2006)
**Extension en cours d'année :** 20 places à Parthenay au 1er octobre 2006
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 86
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 52
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 43
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 92,9 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,50
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 10 statuts ont été accordés (5 ménages)
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 0 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 80 %
**Dossiers régularisés :** 1 (1 carte « mention salarié »)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 199 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 645 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 10 représentées au Cada en 2006 :**
Serbo-croate (5 familles) et Russe (4 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

ARTS ET SPECTACLES

Une exposition riche en émotion

*La Nouvelle République* 2 juin 2006

« L'association France terre d'Asile a mis en place, dans ses locaux du Cada, une exposition art thérapie vendredi tout l'après midi. (...) L'objectif de cette démarche est thérapeutique : il aide à faire un travail sur son identité, sa personnalité ; il donne la possibilité de trouver une valorisation et une confiance en soi. (...) »

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**En 2006, le PGAA du Cada de Niort s'est articulé autour de plusieurs activités :**
**Animations au centre et sorties ludiques et culturelles** (zoo, cirque, île d'Aix, Futuroscope, cinéma, théâtre, danse...).
**Participation à des événements locaux, régionaux et nationaux** (Téléthon, Journée mondiale du réfugié, fêtes de quartier...).
**Conseils de vie sociale.**
**Ateliers thématiques :** premiers secours, logement, permis de conduire, protection sociale, informatique, art thérapie, informatique, cuisine...

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
39 personnes, soit 7 familles (14 adultes et 25 enfants)
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
32 personnes, soit 6 familles (12 adultes et 20 enfants)
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 2 mois





**6 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille avec ouverture de droits RMI pour les adultes
**Obtention d'un logement relais Reloref :** 4 familles
**Avec un CDD** : 1 personne
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 familles (20 personnes)
**Solution individuelle :** 1 famille de 6 personnes avec ouverture de droits RMI
**Pour information :** une famille régularisée « mention salarié » a quitté le Cada pour un logement pérenne privé avec 1 CDI dans le domaine de la métallurgie (délai de sortie : un mois après la notification du rejet).

## EN 2006 :

3 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 3 ALT)
7 familles ont bénéficié de logements relais (dont 2 familles entrées en 2005), soit 31 personnes réfugiées dont 14 adultes et 17 enfants (2 familles avaient été adressées par le 115 de Niort, la plate-forme d'accueil de Niort étant gérée par France Terre d'Asile depuis le 01/10/06)
23 personnes sont sorties des logements relais soit 5 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 6 mois

**5 familles sorties des logements-relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 familles
**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** métallurgie
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** métallurgie et bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 familles

## PLATE-FORME DE NIORT :

22, RUE EMILIE CHOLOIS
79000 NIORT

**Date d'ouverture de la plate-forme et/ou de la gestion par France Terre d'Asile :** 1er octobre 2006
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 43
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 43
**Principales nationalités parmi les 9 représentées sur l'année 2006 :** Kosovo (6 familles et 1 isolé).

# TOULON

## CADA DE TOULON

19, RUE PAUL LENDRIN
83000 TOULON

**Nombre total de places Cada dans le département des Hautes-Alpes :** 60 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er juin 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 60 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 58
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 44
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 45
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 87 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,72
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 13
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 23,53 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 93 %
**Dossiers régularisés :** Un dossier a été régularisé dans le cadre de la circulaire du 13 juin 2006 sur les familles d'enfants scolarisés, initié au Cada et travaillé en relais avec des partenaires.
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 151 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 343 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 13 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (5 familles, 1 isolé), Russe (2 familles), Russe Tchéchène (5 familles, 2 isolés), Bosniaque (2 familles), Serbo-monténégrine (3 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Des photographies représentant le quotidien des demandeurs d'asile et des réfugiés ont été exposées lors des portes ouvertes du Cada organisées à l'occasion de la 6ème Journée mondiale des réfugiés. Cet évènement a été relayé par France 3 en Région.
La presse locale publie également des articles tels que celui présenté ci-contre, (*Var-Matin* samedi 8 avril 2006) informant le grand public sur le parcours du demandeur d'asile ou les activités du Cada de Toulon.

■ droit d'asile

**Le long et pénible chemin jusqu'au statut de réfugié**

*Var Matin* 8 avril 2006

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA 2006 du Cada de Toulon s'est articulé autour de diverses activités :**
**Enseignement du français avec un programme ciblé sur la vie courante et l'insertion :** cours didactique, laboratoire de langue, groupes de parole, livre support de cours avec cd audio…
**Initiation à l'informatique :** matériel, environnement, logiciels, navigation Internet, temps d'accès libre.
**Mise en place d'ateliers orientés sur la vie quotidienne :** environnement économique, emploi, connaissance des structures de prise en charge, étude du budget sur les coûts locatifs… Ces ateliers sont réalisés par les travailleurs sociaux du Centre et les partenaires de l'aire toulonnaise. Ils ont lieu dans les locaux du Cada ou à l'extérieur et sont organisés sous différentes formes : exposés, petits déjeuners débats, visites, rencontres diverses.
**Groupes de parole et de concertation dans le cadre du Conseil de Vie Sociale.**

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 30 personnes dont 14 adultes soit 8 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 24 personnes dont 11 adultes et 13 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 3,7 mois

**6 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement temporaire :** 5 familles
**FTM :** 1 personne isolée avec ouverture de droits RMI
**Autres ALT :** 3 familles
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** agricole
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 6 personnes
**CHRS :** 1 famille
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Autres solutions de logement :** 1 famille avec ouverture de droits RMI qui est partie vivre en Italie





# MASSY

## CADA DE MASSY

4, AVENUE DE FRANCE
91300 MASSY

**Nombre total de places Cada dans le département :** 401
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** décembre 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 100 places
**Extension en cours d'année :** 50 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 78
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 64
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 36
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 81,02 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,71
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 13
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 46,15 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 100 %
**Dossiers régularisés :** aucun
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 178 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 516 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 18 représentées au Cada en 2006 :** Russe (8 familles), Sri-Lankaise (3 familles), Algérienne (3 familles), Arménienne/Russe et Arménienne/Azerbaidjanaise (1 et 3 familles)

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

La capacité d'accueil du centre de Massy a été doublée (de 50 à 100 places). L'extension a été officialisée en séance du CROSMS le 14 décembre 2006.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA a été consolidé en 2006 et se compose de 3 grands volets :**
**Apprentissage de la langue française :** externalisation des cours au sein des différentes associations situées sur les 7 communes d'implantation du centre. Des cours ont également été mis en place au Cada. Les résidents ont pu suivre 5 à 7 heures de cours par semaine.
**Atelier « Vie en France » :** chaque mois, et sur une base interactive, le Cada a organisé des ateliers sur différentes thématiques : la procédure d'asile, le fonctionnement du Cada, la santé, l'organisation administrative de la France, la gestion d'un budget, le logement, la mobilité, la prévention des risques domestiques…
**Atelier informatique :** 2 postes informatiques sont mis à disposition des résidents avec des cours spécifiques et volontaires.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 51 personnes soit 12 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 33 personnes soit 9 familles dont 19 adultes (3 jeunes majeurs compris) et 14 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6 mois

**9 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Obtention d'un logement temporaire :** 8 familles
**en CPH :** 6 familles
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine** : intérim
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** espaces verts
**Avec une formation linguistique :** 7 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 10 personnes
**Logement relais Reloref :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** manutention
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** BTP
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

## EN 2006 :

2 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 2 ALT)
2 familles ont bénéficié des logements relais soit 10 personnes au total (4 adultes et 3 enfants)

## CADA DE L'ORGE

101/103, AVENUE DE FROMENTEAU
91600 SAVIGNY-SUR-ORGE

**Nombre total de places Cada dans le département de l'Essonne :** 351 places
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 2 juin 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 110 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 94
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 45
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 56
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,36 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,36
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 1
Compte tenu du peu de décisions définitives prises par l'Ofpra et la CRR en 2006, nous ne sommes pas en mesure de publier des taux de reconnaissance au statut significatifs.
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 298 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 986 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 14 représentées au Cada en 2006 :** Arménienne (9 familles), Russe (10 familles), Congolaise RDC (5 familles).

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Mai 2005-mai 2006
**Signature d'une convention d'insertion** avec accord local entre le Cada de l'Orge de France Terre d'Asile et l'association intermédiaire
Lancement pour :
**Favoriser l'insertion** professionnelle des réfugiés,
**Améliorer l'accès à l'emploi** des réfugiés par le biais de formations et de travaux contractuels.
Six réfugiés ont bénéficié de missions qui leur ont ouvert les portes de l'emploi.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Le PGAA réalisé avec les demandeurs d'asile :** l'équipe du Cada a initié, sous forme d'ateliers participatifs et de sorties, 4 grandes actions d'autonomisation : « Etre Demandeur d'asile en France », la procédure d'asile, le système de santé en France, la découverte du système scolaire, « A la découverte de la France ».
**Le PGAA réalisé avec les réfugiés :** les chargés d'insertion ont abordé, sous forme d'ateliers, dès la reconnaissance du statut de réfugié, 4 grandes actions d'autonomisation : le droit au séjour, le droit commun, le droit au travail, le droit au logement.
**Le PGAA pour tous axé sur la mobilité :** le Cada de l'Orge a participé à la mission Clef de France de France Terre d'Asile. L'ensemble des usagers a pris part à des ateliers de sensibilisation à la découverte de la France, sur l'emploi, le logement et la mobilité, les préparant à leur insertion. Toute l'équipe s'est attachée à préparer le demandeur d'asile à son insertion dans la société d'accueil en lui permettant de maîtriser le choix d'un lieu d'installation en France, en recourant ou non à la mobilité géographique, suite à une réflexion personnelle appuyée sur des éléments d'information objectifs.





**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
41 personnes soit 11 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
37 personnes soit 10 familles (19 adultes dont 2 jeunes majeurs compris et 18 mineurs).
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 16 mois

**10 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDI :** 5 personnes
**Domaine :** restauration – logistique – bâtiment- Employé libre service – service aux personnes
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** auxiliaire de vie
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** Atelier pédagogique personnalisé

**Obtention d'un logement temporaire :** 7 familles
**Autres ALT :** 3 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** restauration
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** employé de grande surface
**Avec une formation linguistique :** 1 personne

**Logement relais Reloref :** 4 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** employé libre service
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** entretien auto – auxiliaire de vie
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaine :** aide à la personne, restauration
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne

### EN 2006 :

5 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 5 ALT)
8 familles ont bénéficié des logements relais dont 4 familles entrées en 2005, soit 32 personnes au total (32 réfugiés dont 16 adultes et 16 enfants)
11 personnes sont sorties des logements relais soit 3 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles en logement relais :** 11,5 mois

**3 familles sorties des logements relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDI :** 2 personnes
**Domaine :** bâtiment – service aux personnes
**Autres :** 1 personne a repris des études

**Obtention d'un logement dans le parc privé**
**en bail direct :** 1 famille
**Avec un CDI** : 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** service aux personnes

### CERF :

**Nombre de Mesures ASI :** 16
**Nombre de bénéficiaires suivis en 2006 :** 33
**Nombre de bénéficiaires sortis de l'ASI :** 25
**Durée moyenne de suivi :** 6 mois
**Taux d'insertion professionnelle :** 92 %
**Résultat à la sortie de l'ASI :** 7 CDD moins de 6 mois, 11 CDD moins de 6 mois et CDI, 5 formations qualifiantes, 2 abandons.

HAUTS-DE-SEINE 92

# CHATILLON

## CADA DES HAUTS-DE-SEINE

44 BIS, BOULEVARD FÉLIX FAURE
92320 CHÂTILLON

**Nombre total de places Cada dans le département :** 269
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er septembre 2004
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 70 places
**Extension en cours d'année :** 5 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 60
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 25
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 29
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 95,94 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,25
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 7
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 33,33 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 43,75 %
**Dossiers régularisés :** 4 (4 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 208 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 428 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 9 représentées au Cada en 2006 :** Russe (7 familles) Ivoirienne, Sri lankaise, Arménienne, Azerbaïdjanaise, Macédonienne, (ARYM) et Haïtienne.

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

De nombreuses réunions ont eu lieu avec les partenaires du Cada : par exemple, avec la préfecture de Nanterre, l'ANAEM et la DDASS sur l'aide au retour volontaire ; la Sous-préfecture d'Antony avec le chef du bureau des étrangers ; la Parenthèse (hébergement d'urgence à Meudon) ; l'ANPE de Montrouge...
D'autres rencontres se sont déroulées avec le Président de la Croix Rouge, le Comité d'Aide Aux Réfugiés dans les locaux du Cada et le centre Guynemer de Châtillon.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

En 2006, le Cada des Hauts-de-Seine a consolidé et développé ses activités inscrites dans le PGAA : enseignement du français dispensé par des bénévoles, initiation informatique, soutien scolaire pour les collégiens, réunions d'information (intervention de la CPAM), ateliers, un Conseil de Vie Sociale, une bibliothèque et une ludothèque.
En externe, de nombreux partenariats sont développés pour faciliter l'accès des résidents aux cours de français de proximité, aux activités périscolaires, au bénévolat, à la culture et aux sorties en familles.
Un partenariat avec les équipes de l'hôpital A. Béclère a notamment permis de mettre en place 3 ateliers animés, par leurs soins, sur les thèmes suivants : grossesse et contraception, les relations garçons-filles à l'attention des adolescents et un dernier sur les rapports Hommes – Femmes et les violences faites aux femmes.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
16 personnes, soit 5 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
3 familles monoparentales composées de 11 personnes dont 3 adultes et 8 mineurs
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 5 mois et demi

**3 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille (monoparentale)
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 personne
**Autres solutions de logement :** 2 familles (monoparentales)
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes



SEINE-SAINT-DENIS 93

# SAINT-DENIS

## CADA DE SAINT-DENIS

1, RUE EDOUARD VAILLANT
93200 SAINT DENIS

**Nombre total de places Cada dans le département :** 304
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er décembre 2003
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 90 places
**Extension en cours d'année :** 30 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 78
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 58
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 33
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 87 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,23
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 14 statuts (8 en Cada et 6 en Huda) et 1 protection subsidiaire ont été accordés.
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 6,25 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 100 %
**Dossiers régularisés :** 2 (2 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 178 jours en Cada et 120 jours en Huda
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :**
536 jours en Cada et 336 jours en Huda
**Principales nationalités représentées parmi les 19 représentées au Cada en 2006 :**
Russe (7 familles), Arménienne (3 familles et 1 isolé), Algérienne (2 familles), Congolaise de Brazzaville (2 familles), Géorgienne (2 familles), Iranienne (2 familles).

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Développement de l'activité FLE** et mise en place de cours d'alphabétisation pour les francophones.
**Participation à la fête des associations,** avec cette année le prix du jury accordé dans le cadre d'un stand cuisine du monde et d'un spectacle de chant et musique résultant des nombreux ateliers mis en place au Cada : cuisine, chorale, couture, arts plastiques...
**Animations diverses :** sorties socioculturelles.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :**
37 personnes soit 10 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :**
23 personnes dont 12 adultes et 11 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 11,9 mois

**6 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 1 famille
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 familles
**Obtention d'un logement temporaire en CHRS :** 3 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** ménage - entretien
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 5 personnes

**Obtention d'un logement dans le parc privé en bail direct :** 1 famille
**Avec un CDI :** 2 personnes
**Domaine :** sécurité
**Autres solutions de logement :** 1 famille en CPH
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

# STAINS

## CADA DE STAINS

54/56, RUE VICTOR RENELLE
93240 STAINS

**Nombre total de places Cada dans le département :** 324 places de Cada et 184 places d'urgence
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 28 décembre 2001
**Modalité d'hébergement :** Structure collective (90 places) et éclatée (50 places)
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 110 places cada, 30 places Huda
**Extension en cours d'année :** 20 places (transformation de places Huda en places Cada)
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 137 places (il s'agit du nombre incluant l'Huda soit 140 places au total)
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 108
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 96
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 100,71 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,66
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 29 statuts et 1 protection subsidiaire ont été accordés
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 3,03 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 82,86%
**Dossiers régularisés :** 7 dossiers ont été régularisés (9 cartes vie privée et familiale)
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 254 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 600 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 30 représentées au Cada en 2006 :** Serbo-monténégrine (4 familles et 2 isolés), Congolaise (3 familles et 4 isolés), Haïtienne (3 familles et 3 isolés), Sri-Lankaise (3 familles et 7 isolés)

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Chaque semaine, se sont déroulés des ateliers,** consacrés à des thèmes allant de la découverte des régions françaises, aux accidents domestiques, à la prévention des MST, à la découverte des métiers et des règles de recherche d'emploi, au logement (social, privé, les aides, les baux, les règles de vie), à l'alimentation, aux Allocations familiales, à la Sécurité sociale, etc. Très souvent, des intervenants extérieurs, dans le cadre de nos partenariats, sont venus animer ces ateliers.
**Des visites dans les administrations** et des forums consacrés à l'emploi ont été organisés toute l'année. Les sorties culturelles n'ont pas été oubliées avec, notamment, une fréquentation assidue des pièces proposées par le Studio Théâtre de Stains mais aussi à de nombreux spectacles grâce à l'association Cultures du Cœur.
**Les enfants du Cada** ont bénéficié de cours de soutien scolaire quatre jours par semaine en partenariat avec les étudiants de l'AFEV.
**Des cours de FLE** sont prodigués deux fois par semaine et des sessions de FLE intensif sur trois semaines ont été mises en place en partenariat avec l'Université Paris VIII.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 47 personnes soit 16 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 10 familles soit 25 personnes dont 11 adultes (jeunes majeurs compris) et 14 mineurs.
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 6 mois

**10 familles refugiées sorties du Cada en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct** : 1 famille
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** agent d'entretien
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** tourisme
**Autres solutions de logement :** 3 familles
**Solution individuelle :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 famille
Fin de prise en charge de 2 isolés.
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 isolées





STAINS

**Obtention d'un logement temporaire :** 6 familles
**Résidences sociales, FJT, FTM :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 1 famille
**CPH :** 1 famille
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes
**Logements relais Reloref :** 4 familles
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec un CDD :** 4 personnes
**Domaine :** social, automobile, nettoyage
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne

## EN 2006 :

14 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 14 ALT)
22 familles ont bénéficié de logement relais dont 16 familles entrées en 2005, soit 58 personnes au total (58 réfugiés dont 31 adultes et 27 enfants)
24 personnes sont sorties des logements relais soit 12 familles
**Durée moyenne d'hébergement en logement relais :** 10 mois

**12 familles réfugiées sorties des logements relais en 2006**

**Obtention d'un logement dans le parc public en bail direct :** 5 familles
**Avec un CDI :** 3 personnes
**Domaines :** BTP, sécurité, restauration
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** transport
**Avec une formation linguistique :** 1 personne
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaines :** comptabilité, médical
**Autres (maternité) :** 1 personne
**Obtention d'un logement dans le parc privé :** 1 famille
**En bail direct :** 1 famille
**Avec CDI :** 1 famille
**Domaine :** entretien
**Obtention d'un logement temporaire :** 5 familles
**Vers la province :** 4 familles (dont 2 familles en résidence sociale à Rouen et Rennes, 1 en FJT à Rouen et 1 en CPH à Tours)
**En CHRS :** 1 famille
**Avec CDD :** 1 personne
**Domaine :** restauration

# CRÉTEIL

## CADA DE CRÉTEIL

112, RUE DU CHEMIN VERT DES MÈCHES
94000 CRETEIL

Les données concernant le Centre sont impactées par la prise en charge de personnes issues du squat de Cachan.

**Nombre total de places Cada dans le département :** 280
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er octobre 1991
**Modalité d'hébergement :** structure collective
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 150 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 127 places Cada. 241 avec les personnes provenant de l'expulsion du gymnase de Cachan
**Nombre de personnes entrées en 2006 :** 96 dont 5 naissances
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année :** 114
**Taux d'occupation du Cada sur l'année :** 94,51 %
**Taux de rotation sur l'année :** 1,61
**Nombre de statuts accordés au cours de l'année et protections subsidiaires :** 17 statuts ont été accordés (soit 27 personnes)
**Taux de reconnaissance Ofpra :** 14,89 %
**Taux de reconnaissance global au statut de réfugié :** 47,37 %
**Délai moyen de réponse de l'Ofpra :** 187 jours
**Durée moyenne de la procédure Ofpra + CRR :** 597 jours
**Principales nationalités représentées parmi les 17 représentées au Cada en 2006 :** Russe (8 familles), Arménienne (7 familles), Sri-lankaise (5 familles).

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

Dans le cadre de l'opération « Témoins du bien commun », l'inauguration du nouveau nom du Centre « Miguel Angel Estrella », a été l'occasion de célébrer le parcours de tous les usagers et le travail de l'équipe. Cela a aussi été le moment de rendre hommage à cet ancien réfugié argentin, ambassadeur auprès de l'Unesco et pianiste de réputation internationale.
Au mois d'octobre, l'évacuation du gymnase de Cachan a également été un événement majeur pour la population du centre et son équipe.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Des cours FLE** sont quotidiennement organisés au sein de l'établissement. Ils sont répartis, selon quatre niveaux, correspondant aux connaissances des étudiants.
**Des actions ponctuelles,** comme la visite de la mairie ou de la cour de justice de Créteil, sont organisées pour faire connaître les institutions et leur rôle.
**Une fois par semaine,** les usagers sont conviés à des ateliers informatiques à la bibliothèque de Créteil. Ils apprennent à se servir de l'ordinateur et ont un accès à Internet.

**L'Insertion des réfugiés :**

**Nombre de réfugiés hébergés au cours de l'année 2006 :** 86 personnes, soit 24 familles
**Nombre de réfugiés sortis au cours de l'année 2006 :** 79 personnes, soit 22 familles dont 38 adultes et 41 mineurs
**Durée moyenne d'hébergement en Cada après obtention du statut :** 8 mois

**22 familles réfugiées sorties du Cada en 2006**

**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail direct :** 1 famille
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** musiciennes
**Avec ouverture de droits RMI :** 3 personnes





CRÉTEIL

**Obtention d'un logement dans le parc privé**
**en bail direct :** 3 familles
**Avec un CDI :** 2 personnes
**Domaine :** agent administratif, bâtiment
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** bâtiment
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

**Obtention d'un logement temporaire :** 18 familles
**Résidences sociales, FJT, FTM... :** 7 familles
**Avec un CDI :** 5 personnes
**Domaine :** hôtellerie, bâtiment, aide à domicile
**Avec un CDD :** 2 personnes
**Domaine :** réceptionniste, chauffeur
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** vente
**Avec une formation linguistique :** 3 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 13 personnes

**Logement relais Reloref :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** agent administratif
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** éboueur
**Avec une formation qualifiante :** 2 personnes
**Domaine :** aide à domicile, vente
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes
**Autres solutions de logement :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** sécurité
**Avec une formation linguistique :** 2 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 4 personnes

**CPH :** 7 familles
**Avec une formation linguistique :** 6 personnes
**Avec ouverture de droits RMI :** 14 personnes

## EN 2006 :

12 logements relais ont été gérés par le Cada (dont 12 Reloref)
14 familles ont bénéficié des logements relais dont 12 familles entrées en 2005, soit 56 personnes au total (24 adultes et 22 enfants)
9 personnes sont sorties des logements relais soit 2 familles
**Durée d'hébergement moyenne des familles**
**en logement relais :** 18 mois

**2 familles sorties des logements relais**
**Obtention d'un logement dans le parc public**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDI :** 3 personnes
**Domaine :** sécurité, agent administratif et caissière
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** artiste peintre

## PLATE-FORME DE CRÉTEIL

22, RUE VIET
94000 CRÉTEIL

**Date d'ouverture de la plate-forme par France Terre d'Asile :** 8 mars 2004
**Nombre de personnes accueillies au cours de l'année :** 1 908
**Nombre de personnes nouvellement domiciliées en 2006 :** 970
**Principales nationalités parmi les 68 représentées à la plate-forme :** Sri-Lankaise (35 familles, 37 isolés), Guinée Conakry (10 familles, 417 isolés), Côte d'Ivoire (4 familles, 217 isolés).

## LE POLE INSERTION DE CRETEIL

112, RUE DU CHEMIN VERT DES MÈCHES
94000 CRETEIL

**Dispositif :** 100 places dont 50 en collectif et 50 en appartements éclatés
**Taux d'occupation :** 97 %
**Durée moyenne d'hébergement après la sortie du dispositif :** 20 mois
**Nombre de réfugiés hébergés dans l'année :** 147 personnes, soit 38 familles (77 adultes et 70 enfants)
**Nombre de réfugiés sortis dans l'année :** 49 personnes, soit 13 familles (27 adultes et 22 enfants).

**13 familles réfugiées sorties du pôle insertion en 2006**
**Obtention d'un logement dans le parc public :**
**en bail direct :** 10 familles
**en bail glissant :** 1 famille
**Avec un CDI :** 11 personnes
**Domaine :** bâtiment, agent de sécurité, manutentionnaire
**Avec un CDD :** 3 personnes
**Domaine :** aide à la personne, ménage.
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** vente
**Obtention d'un logement dans le parc privé**
**en bail direct :** 2 familles
**Avec un CDI :** 1 personne
**Domaine :** agent de sécurité
**Avec un CDD :** 1 personne
**Domaine :** caissière
**Avec une formation qualifiante :** 1 personne
**Domaine :** aide à domicile
**Avec ouverture de droits RMI :** 2 personnes

**L'insertion logement au 31/12/2006 :** 4 familles ont signé un bail direct et sont en attente pour déménager (travaux dans les appartements).
**L'insertion professionnelle au 31/12/2006 :** 36 personnes en CDI (60 % des adultes dans notre dispositif)
1 personne en formation qualifiante (aide-soignante).
11 personnes sont en formation linguistes avec visée professionnelle.
7 personnes sont au RMI dont 3 recherchent activement du travail.

# CRÉTEIL

## LE CENTRE DE TRANSIT DE CRETEIL

112, RUE DU CHEMIN VERT DES MÈCHES
94000 CRETEIL

*Les chiffres du transit réfèrent à la période de janvier à septembre 2006.*
*A partir du mois d'octobre, les 94 personnes, qui ont été expulsées du gymnase de Cachan, ont mobilisé la totalité de la capacité du transit et 14 places du Cada.*

**Nombre total de places Cada dans le département :** 280
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1973
**Modalité d'hébergement :** Structure collective
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 80 places
**Nombre de personnes présentes au 30/09/2006 :** 37 (avant la mise à disposition de la totalité des places pour l'accueil « Cachan »)
**Nombre de personnes entrées en 2006 (de janvier à septembre) :** 218 personnes (84 ménages), soit 24 personnes en moyenne par mois
**Nombre de personnes sorties au cours de l'année (de janvier à septembre) :** 302 personnes (112 ménages), soit 33 personnes en moyenne par mois
**La durée moyenne de séjour en transit (janvier à septembre) :** 69 jours
**Taux d'occupation du Transit (de janvier à septembre) :** 67 %
**Taux de rotation (de janvier à septembre) :** 3,7

**TRANSIT DE CRETEIL**

| Année 2006 | Total | en % |
|---|---|---|
| **Entrées totales** | **218** | **100 %** |
| Arrivées officielles (nationales) | 31 | 14 % |
| Admissions locales (94) | 13 | 6 % |
| Admissions régionales (dont 10 naissances) | 174 | 80 % |
| **Sorties totales** | **302** | **100 %** |
| Admissions locales en Cada - Auda | 21 | 7 % |
| Admissions régionales en Cada - Auda | 59 | 20 % |
| Admissions nationales en Cada - Auda | 186 | 62 % |
| Admission Cph | 8 | 2 % |
| Autres solutions (S.I.) | 28 | 9 % |
| **Durée moyenne de séjour : 69 jours** | | |

**Dossiers Ofpra constitués par le transit :** 20
**Dossiers CRR constitués par le transit :** 12
**Dossiers régularisés :** aucun
**Principales nationalités parmi les 29 représentées durant l'année 2006 :** Russe (13 familles), Congo RDC (9 familles, 2 isolés), Colombie (7 familles, 5 isolés).

## NOTE SUR L'ACCUEIL EN TRANSIT DE CRÉTEIL EN 2006

**1. Population accueillie en transit de janvier à septembre 2006 :**
218 personnes (76 familles et 8 isolés), dont 10 naissances
dont : 31 admissions nationales avec les « visas D » (Anaem), soit huit fois plus que l'année précédente (4 personnes)
174 admissions régionales (Drassif via la Cafda)
et 13 admissions locales (DDASS 94), représentant des naissances et personnes venant rejoindre leur famille



**ACTIVITÉ DU TRANSIT DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES**

| transit | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 (*) |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de personnes entrées | 201 | 251 | 199 | 315 | 218 (*) |
| Nombre de personnes sorties | 250 | 247 | 210 | 300 | 302 (*) |
| Nombre de journées réalisées | 25116 | 25903 | 25025 | 25082 | 14397 (*) |

(*) L'activité du transit s'est arrêtée à la fin du mois de septembre à cause de l'accueil de 94 personnes en provenance du Gymnase de Cachan

**2. Le taux d'occupation moyen de janvier à septembre 2006 est de 67,1 %**.
A partir du mois d'août 2006 une autre problématique vient compliquer la situation du transit : la Cafda n'a plus aucune famille sur ses listes ! Comme dans l'Ile-de-France, la Plate-forme du Val-de-Marne n'accueille que des isolés.
Les places du transit restent alors inoccupées, car l'Anaem ne peut pas assurer la sortie du transit vers le DNA des personnes isolées qui, de fait, resteraient bloquées dans le Val-de-Marne et viendraient à la charge du département.
A partir de l'été la situation du transit a évolué de la façon suivante : Fin juillet – 26 places disponibles ; fin août – 47 places disponibles ; fin septembre – 43 places disponibles. Ces chiffres ont été régulièrement connus de la DDASS 94, de la DRASSIF et de l'Anaem. Au moment précis de l'ouverture des négociations pour la sortie de la crise à Cachan, nous avons proposé 36 places immédiatement disponibles (tenant compte des entrées et sorties en cours et de la mobilisation de quelques places du Relais insertion).
C'est avec l'aide de l'Anaem que des sorties du transit ont pu être accélérées au moment de la décision d'accueillir les personnes en situation irrégulière de Cachan (protocole du 4 octobre 2006) : 52 personnes ont été orientées du transit vers le DNA entre septembre et octobre 2006. C'est l'explication très exacte du fait que le 7 octobre 2006, 94 personnes ont pu être évacuées du Gymnase au centre de transit de Créteil. La différence entre 88 places et 94 personnes accueillies s'explique par la présence de 6 enfants en bas âge, pour lesquels des lits de bébé ont pu être ajoutés dans la chambre des parents, l'adaptation des structures d'accueil aux nouvelles compositions familiales étant difficile à opérer. De fait, les personnes isolées admises en transit ne sortent pas de la structure et restent dans le Val-de-Marne.
Il faut souligner que parallèlement et pendant toute l'année, l'activité du Cada (150 places) a été poursuivie normalement : 96 entrées – 114 sorties – taux d'occupation de 94,51 % - taux de rotation 1,61 (1,63 en 2005).

**3. Situation du transit en septembre 2006**
L'activité du transit de janvier à septembre 2006 est tout à fait comparable à celle des années précédentes (cf. tableau des 5 dernières années). Toutefois, l'activité doit être mesurée sur la période de fonctionnement « normal », à savoir l'accueil des arrivées officielles, les admissions de la CRA de l'Ile-de-France et quelques admissions locales (notamment des naissances).

# SARCELLES

## CADA DE SARCELLES

3, PLACE JEAN MOULIN
95200 SARCELLES

**Nombre total de places Cada dans le département :** 445
**Date d'ouverture du Cada France Terre d'Asile :** 1er septembre 2006
**Modalité d'hébergement :** Centre éclaté
**Capacité agréée au 31/12/2006 :** 50 places
**Extension en cours d'année :** 10 places
**Nombre de personnes présentes au 31/12/2006 :** 27 personnes soit 5 familles et 11 isolé(e)s
**Principales nationalités représentées au Cada en 2006 :** Russe, Ex-Yougoslave, Arménienne et Azerbaïdjanaise

**Événements majeurs de l'année 2006 :**

L'ouverture du centre ayant eu lieu en septembre 2006, ce bilan d'activité tient compte de la montée en charge du Cada.
Cette première année d'activité a principalement été rythmée par la recherche d'appartements. Ainsi, au 31 décembre 2006, 8 appartements ont hébergé des demandeurs d'asile en cohabitation.
En veillant à la mixité des origines dans les hébergements, il a été constaté que cette option a entraîné une solidarité, ayant pour conséquence une rupture d'isolement de certains d'entre eux. Cette nouvelle situation d'entraide et d'échanges entre adultes a permis aux parents de moins solliciter leurs enfants, notamment pour les démarches administratives. De ce fait, les enfants ont pu retrouver leur place au sein du foyer. Ce type de cohabitation a développé des échanges et optimisé l'apprentissage de la langue française.

**Activités réalisées dans le cadre du Programme Global d'Animation et d'Autonomisation :**

**Dans le cadre du PGAA, il a été mis en place des cours de FLE**, en interne, ainsi qu'un soutien scolaire en mathématiques, assuré par un professeur bénévole.
**Une salle informatique,** en libre accès, a été créée et des réunions thématiques entre demandeurs d'asile et réfugiés ont vu le jour en vue de préparer l'après cada.
Le Cada de Sarcelles et l'association Cultures du cœur ont mis en place un partenariat, ayant pour objectif, d'inciter les demandeurs d'asile à entreprendre des démarches vers l'extérieur, par le biais d'un lien socioculturel. La connaissance par la culture étant une des formes qui peut favoriser l'insertion.
**En matière de bénévolat, des demandeurs d'asile ont été inscrits au sein d'associations diverses afin de répondre à leur sentiment d'être « inutile » ou en quête de reconnaissance.**
Dans le cadre des démarches relatives à la prévention et à la santé, la FSPF (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France), a offert 100 « Guides santé agendas » au Cada.



# Bilan et rapport financier de l'exercice 2006

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

| ACTIF | 2006 Valeur brute | 2006 Amortissements & provisions | 2006 Valeur nette | 2005 Valeur nette |
|---|---|---|---|---|
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Applications informatiques Siège | 178 148,77 | 114 316,34 | 63 832,43 | 50 129,61 |
| **Sous-Total** | 178 148,77 | 114 316,34 | 63 832,43 | 50 129,61 |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Agencements Installations | 1 702 998,08 | 754 778,56 | 948 219,52 | 668 102,78 |
| Matériel de Transport | 773 167,19 | 526 709,51 | 246 457,68 | 251 261,01 |
| Mobilier Matériel de Bureau | 2 227 642,72 | 1 709 449,13 | 518 193,59 | 604 555,82 |
| **Sous-Total** | 4 703 807,99 | 2 990 937,20 | 1 712 870,79 | 1 523 919,62 |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | | | | |
| Dépôt Garantie versé Siège | 63 730,85 | 0,00 | 63 730,85 | 41 725,76 |
| Dépôt Garantie versé Cerf | 18 617,70 | 0,00 | 18 617,70 | 18 617,70 |
| Dépôt Garantie versé Domiciliation | 14 523,92 | 0,00 | 14 523,92 | 13 489,79 |
| Dépôt Garantie versé D.P.H.R.S. | 74 467,85 | 0,00 | 74 467,85 | 48 776,75 |
| Dépôt Garantie versé Centres | 344 358,20 | 0,00 | 344 358,20 | 223 661,39 |
| **Sous-Total** | 515 698,52 | 0,00 | 515 698,52 | 346 271,39 |
| **TOTAL I** | **5 397 655,28** | **3 105 253,54** | **2 292 401,74** | **1 920 320,61** |
| **COMPTES DE LIAISON** | | | | |
| **TOTAL II** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **STOCKS** | | | | |
| Stocks fin de période | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Sous-Total** | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **CREANCES D'EXPLOITATION** | | | | |
| DPM - FER | 984 873,51 | | 984 873,51 | 60 000,00 |
| DDASS - CAF - REGION IDF | 5 543 892,13 | | 5 543 892,13 | 1 206 180,78 |
| Débiteurs divers | 712 666,15 | 26 585,55 | 686 080,60 | 135 216,04 |
| Fourniseurs débiteurs | 101 240,30 | | 101 240,30 | |
| Formation Professionnelle | 50 354,12 | | 50 354,12 | 28 253,68 |
| Créances (note n°3.2) | 7 393 026,21 | 26 585,55 | 7 366 440,66 | 1 429 650,50 |
| **COMPTES FINANCIERS** | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (note n°3.3) | 4 968 832,47 | 0,00 | 4 968 832,47 | 2 952 326,54 |
| Disponibilités (note n°3.4) | 191 953,04 | 0,00 | 191 953,04 | 3 871 501,92 |
| **Sous-Total** | 5 160 785,51 | 0,00 | 5 160 785,51 | 6 823 828,46 |
| **COMPTES DE REGULARISATIONS** | | | | |
| Charges constatées d'avance (note n°3.5) | 170 727,66 | 0,00 | 170 727,66 | 142 214,54 |
| **Sous-Total** | 170 727,66 | 0,00 | 170 727,66 | 142 214,54 |
| **TOTAL III** | **12 724 539,38** | **26 585,55** | **12 697 953,83** | **8 395 693,50** |
| **TOTAL DE L'ACTIF ( I + II + III)** | **18 122 194,66** | **3 131 839,09** | **14 990 355,57** | **10 316 014,11** |



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2006 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

| PASSIF | 2006 | 2005 |
|---|---|---|
| **FONDS ASSOCIATIFS** | | |
| **Fonds associatifs sans droit de reprise** | | |
| Activités Générales (excédent antérieur) | 34 621,79 | 40 792,81 |
| Résultat exercice Activités Générales | 46 685,53 | -6 171,02 |
| Formation (excédent antérieur) | 117 661,58 | 134 005,03 |
| Résultat excercice Formation | -4 651,69 | -16 343,45 |
| Application Asyl (exédent antérieur) | 99 849,60 | 95 321,61 |
| Résultat exercice Application Asyl | 21 531,27 | 4 527,99 |
| **Sous-Total** | 315 698,08 | 252 132,97 |
| **Fonds associatifs avec droit de reprise** | | |
| Fonds de roulement siège | 22 966,78 | 22 966,78 |
| Réserve renouvellement Immobilisations Siège | 6 097,96 | 6 097,96 |
| Subventions d'investissement Créteil | 168 350,46 | 223 600,46 |
| Subventions d'investissement Senlis | 28 241,73 | 28 241,73 |
| Subventions d'investissement Autres | 35 000,00 | 0,00 |
| Réserves de Trésorerie | 135 985,23 | 16 506,96 |
| Réserves de compensation | 782 076,03 | 474 126,41 |
| **Sous-Total** | 1 178 718,19 | 771 540,30 |
| **Reports à nouveau sous contrôle de tiers financeurs** | | |
| Centres FTDA | 2 180 053,79 | 1 206 497,55 |
| **Sous-Total** | 2 180 053,79 | 1 206 497,55 |
| **Résultats excercice des activités conventionnées** | | |
| Siège - Activités Générales | 286 925,31 | 245 901,40 |
| Reloref | 29 575,56 | -153 136,75 |
| Observatoire | 246,81 | 183,53 |
| Domiciliation | -167 046,92 | -215 901,55 |
| HAI | 12 475,15 | 97 772,98 |
| CERF Paris | -199 799,42 | -232 045,72 |
| DPHRS Paris | 433 490,78 | 179 867,73 |
| PARA | 484 000,00 | 0,00 |
| CERF Régions | 54 422,96 | 62 593,07 |
| Plate-formes | 469 367,26 | 285 359,36 |
| HUDA | 118 781,78 | 565 146,84 |
| Comité Pau | -374,56 | 1 715,91 |
| Centres FTDA | 1 463 174,91 | 1 593 916,75 |
| Retraitements effectués en Consolidation | 603 976,21 | 1 096 000,00 |
| **Sous-Total** | 3 589 215,83 | 3 527 373,55 |
| **Subventions d'investissement** | | |
| Subventions Equipement | 130 545,25 | 2 590,87 |
| **Sous-Total** | 130 545,25 | 2 590,87 |
| **Total I** | **7 394 231,14** | **5 760 135,24** |
| **COMPTES DE LIAISON** | | |
| **Total II** | **0,00** | **0,00** |
| **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (note n° 3.7)** | 978 314,99 | 951 348,18 |
| **FONDS DEDIES (note n° 3.8)** | 2 312 292,41 | 286 001,71 |
| **Total III** | **3 290 607,40** | **1 237 349,89** |
| **DETTES (note n° 3.9)** | | |
| Emprunts et dettes financières divers | 19 888,08 | 0,00 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 1 563 510,99 | 618 879,98 |
| Usagers et comptes rattachés | 291 115,64 | 323 260,91 |
| Frais de personnel et comptes rattachés | 1 419 046,62 | 1 339 969,65 |
| Charges fiscales & sociales à payer | 677 864,35 | 954 739,23 |
| Créditeurs divers | 113 525,44 | 41 490,65 |
| Charges à payer | 1 520,00 | 1 902,00 |
| **Sous-Total** | 4 086 471,13 | 3 280 242,42 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | | |
| Produits constatés d'avance (note n°3.10) | 219 045,90 | 38 286,56 |
| **Sous-Total** | 219 045,90 | 38 286,56 |
| **Total IV** | **4 305 517,03** | **3 318 528,98** |
| **TOTAL DU PASSIF ( I + II + III + IV)** | **14 990 355,57** | **10 316 014,11** |

| RECAPITULATION | 2006 Détail | 2006 Groupé | 2005 |
|---|---|---|---|
| **I - PRODUITS D'EXPLOITATION** | | | |
| **70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS** | | **443 121,41** | **19 423 980,25** |
| 70100-Abonnements | | | 39 125,26 |
| 70500-Prestations | | | 353 585,33 |
| 70610-Prestations Formation | 333 739,62 | | |
| 70611-Prestations Formation AIVE | 2 700,00 | | |
| 70620-Prestations Autres | 45 511,59 | | |
| 70670-Dotation Globale | | | 19 005 129,73 |
| 70680-Cotisations | | | 26 139,93 |
| 70683-Dons Cotisations Exceptionnels | 54 294,58 | | |
| 70880-Ventes Publications FTDA | 6 875,62 | | |
| **73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION** | | **20 915 086,95** | **0,00** |
| 73160-Dotation Globale de Fonctionnement | 20 915 086,95 | | |
| **74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS** | | **14 882 544,15** | **11 542 319,33** |
| 74010-Participations Frais de Gestion | | | -0,01 |
| 74010-Subventions | | | 10 697 792,09 |
| 74100-Participations | | | 172 739,08 |
| 74130-Participations Diverses | | | 629 982,89 |
| 74140-Participations Usagers | | | 22 371,28 |
| 74150-Avantage Nature | 4 199,75 | | 19 434,00 |
| 74700-Subventions | 13 912 297,59 | | |
| 74703-Participations Particuliers | 17 815,46 | | |
| 74720-Inscriptions stages | 156 575,00 | | |
| 74730-Participations Loyers | 493 857,27 | | |
| 74731-Participations Loyers ALT | 100 831,93 | | |
| 74735-Participations Diverses | 148 584,94 | | |
| 74741-Participations Animations | 7 844,55 | | |
| 74742-Participations Scolarités | 15 672,69 | | |
| 74744-Participations Laverie | 5 293,39 | | |
| 74745-Participations Cantine | 967,23 | | |
| 74750-Avantages Nature | 18 604,35 | | |
| **75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE** | | **436 372,15** | **355 785,22** |
| 75800-Remboursements SS | 28 268,67 | | |
| 75800-Différences de réglements | 9 133,72 | | |
| 75810-Compléments Prévoyance | 66 248,98 | | |
| 75850-Emplois Aidés/Rembt Salaires | 332 720,78 | | 355 785,22 |
| **78-REPRISE DE PROVISIONS** | | **552 753,50** | **1 476 219,48** |
| 78150-Reprise de Provisions | 552 753,50 | | 1 476 219,48 |
| **79-TRANSFERTS DE CHARGES** | | **248 807,53** | **503 076,77** |
| 79100-Transfert de charges | 193 815,63 | | 453 677,55 |
| 79100-Rbt Frais (CT, FP, etc) | 54 991,90 | | 49 399,22 |
| **TOTAL I** | | **37 478 685,69** | **33 301 381,05** |
| **II - CHARGES D'EXPLOITATION** | | | |
| **60-ACHATS** | | **987 478,56** | **950 427,87** |
| 60200-Autres Produits Pharm. | | | 15 909,65 |
| 60201-Frais Alimentation | | | 70 534,56 |
| 60222-Produits d'entretien | | | 17 648,21 |
| 60225-Fournitures de Bureau | 305,23 | | 228 104,00 |
| 60230-Fournitures scolaires | | | 344,46 |
| 60610-EDF GDF | 245 985,37 | | 185 390,50 |
| 60613-Chauffage(Fuel) | 12 282,04 | | |
| 60615-Eau | 78 374,60 | | 97 163,60 |
| 60622-Produits d'Entretien | 21 405,84 | | |
| 606225-Fournitures Scolaires Educatives | 30 841,97 | | |
| 60624-Fournitures de Bureau | 190 734,61 | | |
| 60625-Matériel Hôtelier | 247 816,39 | | 227 340,15 |
| 60630-Alimentation | 83 871,30 | | |
| 60660-Fournitures Médicales | 10 906,04 | | |
| 60680-Petit Matériel | 64 955,17 | | 107 992,74 |
| **61-SERVICES EXTERIEURS** | | **11 583 552,03** | **10 928 110,71** |
| 61100-Sous Traitance Hébergement / Restauration | 4 465,80 | | 4 035 489,48 |
| 61110-Sous Traitance Repas | 5 626,43 | | |
| 61110-Sous Traitance Gardiennage | | | 103 445,20 |
| 61112-Cantine Scolaire | | | 49 680,15 |
| 61130-Frais Blanchissage | | | 13 441,31 |
| 61161-Autres Prestations Médicales | | | 22 058,12 |
| 61180-Nettoyage Locaux | | | 327 549,59 |
| 61180-Hébergement Restauration Réfugiés | 4 025 498,55 | | |
| 61220-Crédit Bail | 45 153,18 | | 13 031,88 |
| 61320-Locations Immobilières | 6 507 093,20 | | 5 740 966,61 |
| 61550-Entretien Réparation Matériel | 197 510,66 | | 147 621,69 |
| 61560-Contrats de maintenance | 570 121,27 | | 319 770,44 |
| 61561-Prestations | | | 26 220,65 |
| 61610-Assurances Matériels | 64 324,65 | | 128 835,59 |
| 61611-Assurances R.C. | 50 639,10 | | |
| 61620-Assurances Multirisques | 37 962,60 | | |
| 61820-Documentations | 40 006,34 | | |
| 61840-Cotisations | 11 146,37 | | |





| RECAPITULATION | 2006 Détail | 2006 Groupé | 2005 |
|---|---|---|---|
| 61850-Frais de Colloque, Séminaires, Conférences | 24 003,88 | | |
| **62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS** | | **1 769 497,67** | **1 413 373,96** |
| 62100-Prestation Extérieure à l'Etablissement | 20 294,44 | | |
| 62110-Personnel intérimaire | 39 727,34 | | |
| 62260-Honoraires | 216 046,27 | | 173 085,16 |
| 62261-Vacations Interprétariat | 260 393,53 | | 207 830,42 |
| 62264-Frais de Recrutement | 539,00 | | |
| 62280-Prestations Médicales | 28 033,20 | | |
| 62300-Publicité Relations Publiques | 3 453,36 | | 22 285,28 |
| 62360-Documentation | | | 45 003,49 |
| 62370-Publications FTDA | 7 472,22 | | 51 578,57 |
| 62371-Impressions | 46 303,61 | | 62 423,81 |
| 62380-Dons, Etrennes | 594,27 | | 3 260,00 |
| 62410-Déplacements Réfugiés | 229 395,66 | | |
| 62411-Frais Acheminement | 17 596,76 | | |
| 62480-Transports Divers | 83,20 | | |
| 62500-Frais de Transport | 5 847,80 | | 18 085,59 |
| 62510-Frais de Dplct Personnel | 152 606,83 | | 145 154,85 |
| 62511-Frais de Dplct Réfugiés | 164,39 | | 258 313,20 |
| 62512-Frais de Dplct Intervenants | 7 674,70 | | 14 133,90 |
| 62512-Déplacements Administrateurs | 1 591,09 | | |
| 62513-Frais Acheminements | | | -219,00 |
| 62550-Frais de Déménagement | 26 956,14 | | |
| 62570-Frais de Réceptions | 16 842,80 | | 26 322,67 |
| 62600-Frais de Timbres | 78 732,72 | | 95 501,79 |
| 62610-Frais de Téléphone | 243 339,37 | | 255 556,08 |
| 62620-Frais Internet | 24 038,05 | | 18 132,28 |
| 62700-Services Bancaires | 7 970,60 | | |
| 62810-Cotisations, Contributions | | | 14 779,99 |
| 62815-Prestations de Blanchissage | 8 722,34 | | |
| 62820-Cantine Scolaire | 52 530,34 | | |
| 62830-Nettoyage des Locaux | 196 387,62 | | |
| 62840-Frais Recrutement Pers. | | | 2 145,88 |
| 62880-Gardiennage | 76 160,02 | | |
| **63-IMPOTS ET ASSIMILES** | | **1 260 591,81** | **1 102 828,34** |
| 63110-Taxe sur salaires | 708 501,95 | | 635 900,32 |
| 63119-Taxe Salaires Régul salaires | 26 038,90 | | |
| 63310-Versement Transport | 130 047,64 | | 123 262,15 |
| 63330-Formation Professionnelle | 215 491,89 | | 204 410,05 |
| 63340-Effort Construction | 44 378,99 | | 34 865,10 |
| 63350-Taxe/Prévoyance | 1 218,20 | | 5 940,04 |
| 63580-Impôts et Taxes Divers | 134 914,24 | | |
| 63600-Impôts divers | | | 98 450,68 |
| **64-FRAIS DE PERSONNEL** | | **13 562 725,22** | **11 668 396,81** |
| 64100-Rém du Pers. Permanent | | | 7 996 792,33 |
| 64102-Rém du Pers. Médical | | | 87 931,18 |
| 64110-Rémunération Personnel Permanent | 8 982 553,72 | | |
| 64190-Sal. Brut Régul Salaires | 0,01 | | |
| 64280-Rémunération Personnel Médical | 28 812,64 | | |
| 64510-Urssaf | 2 309 324,82 | | 2 051 123,21 |
| 64511-Urssaf AT Bénévoles | | | 480,00 |
| 64513-CGIC | 45 153,17 | | |
| 64514-ASSEDIC | 382 829,99 | | |
| 64518-CPM | 772 685,26 | | |
| 64520-Mutuelle Vauban | 55 163,72 | | |
| 64530-Cpm | | | 673 275,89 |
| 64531-Cgic | | | 45 829,15 |
| 64540-Assedic | | | 350 713,68 |
| 64590-Charges Sociales Régul Salaires | -0,01 | | |
| 64600-Comité Entreprise | 94 923,65 | | 122 495,52 |
| 64750-Médecine du Travail | 37 377,95 | | 32 985,13 |
| 64760-Tickets Restaurant | 355 613,96 | | 335 766,94 |
| 64761-Frais sur Tickets Restaurant | 39 538,84 | | 10 631,97 |
| 64780-Frais Transport C.O. | 51 693,67 | | |
| 64810-Frs Transport Pers. Perm. | | | 57 416,63 |
| 64811-Frs Transport Pers. Temp. | | | 4 145,37 |
| 64850-Indemnités Licenciement | | | 44 825,90 |
| 64860-Autres Frais de Personnel | | | 175,00 |
| 64880-Autres Charges Diverses | 28 681,29 | | |
| 64881-Régularisations | 242 860,00 | | |
| 64882-Frais Volontaires | 23 427,52 | | |
| 64883-Congés Payés | 104 574,22 | | |
| 64900-Régularisations | 7 510,80 | | -146 191,09 |
| **65-VIE SOCIALE** | | **3 372 157,21** | **3 456 008,53** |
| 65800-Charges Diverses | 1 469,34 | | |
| 65800-Différence de règlement | 847,32 | | |
| 65860-Frais Administratifs | 23 256,47 | | 109 351,79 |
| 65861-Frais Vestiaire | 22 925,42 | | 25 317,55 |
| 65862-Frais Classe | 42 836,89 | | 47 848,51 |
| 65863-Frais Vie du Centre | 164 648,04 | | 166 145,80 |
| 65880-Pécule Tickets Service | 3 116 173,73 | | 3 107 344,88 |

| RECAPITULATION | 2006 Détail | 2006 Groupé | 2005 |
|---|---|---|---|
| **68-DOTATIONS** | | **934 371,51** | **2 367 114,04** |
| 68110-Dotations aux Amortissements | 834 852,44 | | 855 536,09 |
| 68150-Dotations aux Provisions | 99 519,07 | | 1 511 577,95 |
| **TOTAL II** | | **33 470 374,01** | **31 886 260,26** |
| **RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)** | | **4 008 311,68** | **1 415 120,79** |
| **III - PRODUITS FINANCIERS** | | | |
| **76-PRODUITS FINANCIERS** | | **57 729,31** | **37 250,38** |
| 76200-Produits Financiers | 15 202,92 | | 37 250,38 |
| 76210-CM Gestion | 42 526,38 | | |
| 76880-Produits d'Arrondis de Conversion | 0,01 | | |
| **TOTAL III** | | **57 729,31** | **37 250,38** |
| **IV - CHARGES FINANCIERES** | | | |
| **66-FRAIS FINANCIERS** | | **0,00** | **13 125,76** |
| 66150-Intérêts Bancaires | | | 13 125,76 |
| **TOTAL IV** | | **0,00** | **13 125,76** |
| **RESULTAT FINANCIER (III-IV)** | | **57 729,31** | **24 124,62** |
| **RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)** | | **4 066 040,99** | **1 439 245,41** |
| **V - PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | | |
| **77-PRODUITS EXCEPTIONNELS** | | **2 762 545,72** | **2 260 527,50** |
| 77100-Produits Exceptionnels | 95 388,97 | | 330 187,47 |
| 77520-Cession d'Eléments d'Actif | 3 929,36 | | |
| 77700-Quote Part Subventions/Résultat | 1 441,62 | | |
| 77880-Excédent Affecté Gestion | 2 661 785,77 | | 1 930 340,03 |
| **TOTAL V** | | **2 762 545,72** | **2 260 527,50** |
| **VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | | |
| **67-CHARGES EXCEPTIONNELLES** | | **1 149 515,07** | **429 770,44** |
| 67100-Charges Exceptionnelles | 31 998,25 | | 240 343,11 |
| 67104-Indemnités Bénévoles | 4 281,21 | | |
| 67400-Reprise Déficit | | | 189 427,33 |
| 67520-V.N.C. Immobilisations | 42 732,83 | | |
| 67800-Reprise Déficit | 1 070 502,78 | | |
| **TOTAL VI** | | **1 149 515,07** | **429 770,44** |
| **RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)** | | **1 613 030,65** | **1 830 757,06** |
| **TOTAL DES PRODUITS I + III + V** | | **40 298 960,72** | **35 599 158,93** |
| **TOTAL DES CHARGES II + IV + VI** | | **34 619 889,08** | **32 329 156,46** |
| **SOLDE INTERMEDIAIRE** | | **5 679 071,64** | **3 270 002,47** |
| **78-REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES** | | **286 001,71** | **525 515,43** |
| **68-ENGAGEMENTS A REALISER** | | **2 312 292,41** | **286 130,83** |
| **RESULTAT ( Excédent ou Déficit )** | | **3 652 780,94** | **3 509 387,07** |



# ANNEXES AU BILAN

# EXERCICE CLOS LE 31/12/2006


**1.PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES**
- 1.1 HYPOTHESES DE BASE
- 1.2 REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS
- 1.3 METHODE DES COUTS HISTORIQUES
- 1.4 IMMOBILISATIONS
- 1.5 CREANCES D'EXPLOITATION
- 1.6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
- 1.7 FONDS ASSOCIATIFS
- 1.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
- 1.9 FONDS DEDIES

**2.COMPARAISON DU RESULTAT ET EVENEMENTS SIGNIFICATIF**

**3. NOTES SUR LE BILAN**
- 3.1 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS
- 3.2 CREANCES D'EXPLOITATION
- 3.3 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT
- 3.4 DISPONIBILITES
- 3.5 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE
- 3.6 FONDS ASSOCIATIFS, REPORTS A NOUVEAU ET RESULTATS EXERCICE
- 3.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
- 3.8 FONDS DEDIES
- 3.9 DETTES
- 3.10 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

**4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**
- 4.1 ANALYSE DES PRINCIPALES SUBVENTIONS ET DOTATIONS
- 4.2 ANALYSE DES FRAIS DE GESTION
- 4.3 RESULTAT EXCEPTIONNEL

**5.AUTRES INFORMATIONS**
- 5.1 PRODUITS A RECEVOIR
- 5.2 EFFECTIF AU 31 DECEMBRE
- 5.3 CREDIT BAIL
- 5.4 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN
- 5.5 CONTRIBUTION VOLONTAIRES
- 5.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

**6.DETAILS DES RESULTATS**
- 6.1 TABLEAU DE PASSAGE
- 6.2 COMPTES ADMINISTRATIFS
- 6.3 ACTIVITES CONVENTIONNEES
- 6.4 PROJETS EUROPEENS


## 1. PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

### 1.1 Hypothèses de base

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés à partir des hypothèses de base suivantes :

**Continuité de l'exploitation,** à l'exception des provisions constituées pour faire face aux licenciements sur les activités conventionnées dont les financements ne sont pas assurés.

**Permanence des méthodes comptables** d'un exercice à l'autre.

**Indépendance des exercices**.

Les charges liées à l'éventualité d'une dénonciation de conventions de fonctionnement des Cada avec les autorités de tutelle ne sont pas intégrées et représentent des sommes importantes en fonction des dispositions conventionnelles prévues pour le personnel.

### 1.2 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable des Associations et Fondations spécifiées par le Règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.)

L'exercice a une durée de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre 2006.

Une dérogation a cependant été apportée pour la recherche de l'image fidèle, les excédents et déficits antérieurs repris par les tiers financeurs sont portés en pied du compte de résultat, afin de neutraliser l'impact sur l'activité des financements qui les intègrent.

Les activités conventionnées de l'association font l'objet de comptes administratifs et comptes rendus financiers établis suivant des règles diverses, principalement le décret du 23 octobre 2003. Si les options comptables retenues pour la production des comptes administratifs divergent de façon significative avec celles acceptables par le Plan Comptable Général et le règlement 99.01 du CRC, la comptabilité met en place un tableau de passage

des comptes administratifs vers les comptes de l'association. Ces retraitements de consolidation sont présentés dans le point 6.1.

**1.3 Méthode des coûts historiques**

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale a été la méthode des coûts historiques qui se caractérise par l'emploi de coûts nominaux en euros courants.

**1.4 Immobilisations**

**Immobilisations Incorporelles et Corporelles**

Elles sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties selon le mode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation.

Les durées d'amortissement linéaires utilisées sont les suivantes :

4 ans logiciels informatiques
4 ans agencements, aménagements, installations
4 ans mobilier matériel de bureau
2 ans matériel informatique
4 ans matériel de transport neuf et 3 ans pour le matériel d'occasion.

**Immobilisations Financières**

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

**1.5 Créances d'exploitation**

Conformément aux dispositions du plan comptable, les produits des dotations globales de fonctionnement et des subventions sont comptabilisés dès lors qu'ils sont accordés.

**1.6 Valeurs mobilières de placement**

Elles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition sauf en cas de moins value latente à la clôture auquel cas une provision est comptabilisée.

Les cessions sont évaluées selon la méthode du "FIFO".

**1.7 Fonds associatifs**

Ces postes sont constitués par affectation du résultat par décision de France Terre d'Asile concernant les fonds associatifs sans droits de reprise et en application de la réglementation en ce qui concerne les fonds associatifs sous contrôle des tutelles.

Par ailleurs, un immeuble est en cours de legs en faveur de France Terre d'Asile.

Le legs n'ayant pas encore été notifié par le Préfet, aucun traitement comptable n'a été effectué.

**1.8 Provisions pour risques et charges**

Elles sont créées pour couvrir les risques identifiés résultant de litiges, amendes, pénalités et charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables.

**1.9 Fonds dédiés**

Les fonds dédiés sont des fonds reçus ou à recevoir concernant l'exercice et non encore utilisés ou engagés durant cet exercice.

## 2.COMPARAISON DU RESULTAT ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Les comptes présentés de l'exercice 2006 sont positifs de 3 652 780,94 € contre 3 509 387,07 € pour l'exercice précédent.

Comme sur l'exercice précédent les comptes enregistrent un problème de financement du Fonds Européen pour les Réfugiés.

En exécution du cahier des charges portant sur des activités fixées par l'Etat français et co-finançables par le Fonds Européen pour les Réfugiés, France Terre d'Asile a exposé en 2006 les dépenses correspondant aux actions imposées par ce document comme devant prendre place à partir du 1er janvier 2006.

Les financements de l'Etat ont été reçus mais les conventions entre France Terre d'Asile et le Fonds Européen pour les Réfugiés pour les activités 2006 n'ont pas encore été signées, le processus administratif ayant été anormalement long pour la deuxième année consécutive. Les financements manquant en 2006 s'élève à 725 000 € contre 1 030 000 €, fin 2005.

Dans ces conditions, ces financements n'ont pas été comptabilisés sur 2006 sauf pour l'action Reloref qui a fait l'objet d'une convention signée prenant totalement en charge les coûts de l'action.

Ceci explique les résultats déficitaires sur la domiciliation (-167 K€), Cerf Paris (-200 K€), plate-forme de Caen (-139 K€), plate-forme du Val de Marne (-7 K€)

Il est à noter que la part des subventions 2005 FER n'ont toujours pas été réglées à la clôture du bilan pour un montant de 630 000 €.

Les comptes comprennent de même la constitution d'écritures de consolidation pour un résultat de 603 976 € qui permettent le passage des comptes administratifs aux comptes de l'association.

Présentations des principales évolutions entre 2005 et 2006 soit + 143 K€ :

| **Hausse des résultats :** | |
|---|---|
| Fonds propres | 79K€ |
| Siège | 41K€ |
| DPHRS | 254K€ |
| Plates-formes régions | 143K€ |
| H.U.D.A. | -443K€ |
| P.A.R.A.(programme d'autonomisation des régularisés de l'Asile) Fonds versé en 2006 pour une action 2007 | 484K€ |
| S.A.M.I.E. | -162K€ |
| Retraitements de consolidation (inférieur à 2005) | -492K€ |
| Baisse des résultats C.A.D.A. | -229K€ |
| Absence de financements FER (725 K€ contre 1 030K€) | 305K€ |
| Autres activités | 170K€ |
| **Total des impacts principaux** | **150K€** |

Le Dispositif d'Hébergement Provisoire des Réfugiés Statutaires (DPHRS) présente un excédent de + 433 K€ qui s'explique essentiellement par le développement du parc d'hébergement sous la forme d'appartements partagés soit un gain de 330K€ et une augmentation de la participation des usagers. Il est a signalé également que nous n'avons pas hébergé comme prévu 300 personnes sur l'exercice mais une moyenne mensuelle de 235 personnes.

Pour les activités H.U.D.A., la baisse s'explique principalement par la constitution de fonds dédiés à la demande des Tutelles.

Le Service d'Accueil pour mineurs étrangers (SAMIE) créé le 1er septembre 2006 présente un montant de dépenses de 162K€. Ce résultat sera repris en totalité en augmentation des charges sur l'exercice 2007.

L'intervention de France Terre d'Asile et la prise en charge des personnes évacuées du gymnase de Cachan a porté sur 440 personnes, une somme de 2 millions d'euros a été délégué à France Terre d'Asile en janvier 2007. Sur les 489 969,30 € de dépenses enregistrées en 2006, 1 510 149,31 € ont été comptabilisés en fonds dédiés.

En conformité avec le plan comptable, les dotations et produits de tarification sont désormais enregistrés dans le compte 7316 «Dotation globale des établissements relevant du I de l'article L.312-1 du CASF» et non plus au compte 7067 «Produits ventes de prestation».

## 3.NOTES SUR LE BILAN

### 3.1 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS ET DES AMORTISSEMENTS

| **BRUT** | **31/12/2005** | **ACQUISITIONS** | **CESSIONS** | **31/12/2006** |
|---|---|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Logiciels informatiques | 130 843,38 | 47 305,39 | 0,00 | 178 148,77 |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Agencements, installations | 1 153 268,08 | 650 502,72 | 100 772,72 | 1 702 998,08 |
| Matériel de transport | 632 137,62 | 155 688,72 | 14 659,15 | 773 167,19 |
| Mobilier Matériel de bureau | 1 922 268,36 | 328 092,34 | 22 717,98 | 2 227 642,72 |
| | 3 707 674,06 | 1 134 283,78 | 138 149,85 | 4 703 807,99 |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES** | 346 271,39 | 169 427,13 | | 515 698,52 |
| **TOTAL BRUT** | **4 184 788,83** | **1 351 016,30** | **138 149,85** | **5 397 655,28** |
| **AMORTISSEMENTS** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Logiciels informatiques | 80 713,78 | 33 602,56 | 0,00 | 114 316,34 |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Agencements, installations | 485 165,34 | 317 829,69 | 48 216,47 | 754 778,56 |
| Matériel de transport | 380 876,64 | 160 492,02 | 14 659,15 | 526 709,51 |
| Mobilier Matériel de bureau | 1 317 712,46 | 411 928,17 | 20 191,50 | 1 709 449,13 |
| | 2 183 754,44 | 890 249,88 | 83 067,12 | 2 990 937,20 |
| **TOTAL AMORTISSEMENTS** | **2 264 468,22** | **923 852,44** | **83 067,12** | **3 105 253,54** |

Les principaux investissements concernent les travaux d'aménagement du siège suite au déménagement et à l'équipement des nouveaux établissements.

## 3.2 CREANCES D'EXPLOITATION

| | | ECHEANCE |
|---|---|---|
| **Subventions et participations** | | |
| FER | 802 873,51 | moins d'un an |
| DDASS | 5 312 545,38 | moins d'un an |
| DRTEFP | 289 509,57 | moins d'un an |
| ANAH | 81 090,00 | moins d'un an |
| DPM Observatoire | 182 000,00 | moins d'un an |
| Conseils généraux ( départements 14,27,41,76 et 93) | 179 124,47 | moins d'un an |
| CAF | 62 768,29 | moins d'un an |
| Clients Formation | 59 123,73 | moins d'un an |
| ANPE | 36 896,62 | moins d'un an |
| Equal 2 | 94 275,00 | moins d'un an |
| Autres | 266 234,09 | moins d'un an |
| | **7 366 440,66** | |

## 3.3 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

| | VALEUR AU 31/12/2006 | ECHEANCE |
|---|---|---|
| **CREDIT COOPERATIF** | | |
| Epargne Solidaire 2 | 56 034,00 | moins d'un an |
| **CREDIT MUTUEL** | | |
| Obligations | 50 000,00 | moins d'un an |
| Epargne jour | 4 840 000,97 | moins d'un an |
| Parts Sociales | 97,50 | moins d'un an |
| Tonics plus | 22 700,00 | moins d'un an |
| | **4 968 832,47** | |

Il n'y a pas de plus value latente sur les VMP au 31.12.2006.

## 3.4 DISPONIBILITÉS

| | MONTANT |
|---|---|
| HSBC Comité de Pau | 35,49 |
| CREDIT MUTUEL Siège et Centres Compte Miroir | -3 550,27 |
| CREDIT COOPERATIF Siège | 26 910,06 |
| CCP Siège et Centres | 102 908,18 |
| CREDIT AGRICOLE Hauts-de-Seine | 15 381,76 |
| CAISSE Siège et Centres | 50 267,82 |
| | **191 953,04** |

## 3.5 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

| | MONTANT |
|---|---|
| Loyers et Entretien | 49 718,56 |
| ASG | 99 275,50 |
| Stocks Tickets Service et Métro (Mineurs) | 5 340,00 |
| Poste et telecom | 56,88 |
| Médecine du Travail | 7 644,03 |
| AXA Ass.R.C. | 3 132,37 |
| Documentation | 1 194,98 |
| Divers | 4 365,34 |
| | **170 727,66** |



## 3.6 FONDS ASSOCIATIFS, REPORTS A NOUVEAU ET RESULTATS

| A - FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE | RESULTAT < 2004 | RESULTAT 2004 | RESULTAT 2005 | RESULTAT 2006 | FIN D'EXERCICE |
|---|---|---|---|---|---|
| Fonds Propres | 39 066,00 | 1 726,81 | -6 171,02 | 46 685,53 | 81 307,32 |
| Formation | 114 739,89 | 19 265,14 | -16 343,45 | -4 651,69 | 113 009,89 |
| Informatique | 52 922,23 | 42 399,38 | 4 527,99 | 21 531,27 | 121 380,87 |
| | **206 728,12** | **63 391,33** | **-17 986,48** | **63 565,11** | **315 698,08** |

| B - FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE | DÉBUT D'EXERCICE | DOTATIONS | REPRISES | FIN D'EXERCICE |
|---|---|---|---|---|
| Fonds de roulement Siège | 22 966,78 | | | 22 966,78 |
| Réserves immobilisations Siège | 6 097,96 | | | 6 097,96 |
| Réserves immobilisations Créteil | 223 600,46 | | 55 250,00 | 168 350,46 |
| Réserves immobilisations Senlis | 28 241,73 | | | 28 241,73 |
| Réserves immobilisations Auch | | 15 000,00 | | 15 000,00 |
| Réserves immobilisations Manche | | 20 000,00 | | 20 000,00 |
| Réserves de trésorerie | 16 506,96 | 119 478,27 | | 135 985,23 |
| Réserves de compensation | 474 126,41 | 307 949,62 | | 782 076,03 |
| | **771 540,30** | **462 427,89** | **55 250,00** | **1 178 718,19** |

**C - REPORTS A NOUVEAU ET RÉSULTATS EXERCICE DES ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES**

| | REPORT A NOUVEAU | | | |
|---|---|---|---|---|
| | DÉBUT D'EXERCICE | AFFECTATIONS D'EXERCICE | FIN D'EXERCICE | RÉSULTATS EXERCICE |
| Siège | 245 901,40 | -245 901,40 | 0,00 | 286 925,31 |
| Reloref | -153 136,75 | 153 136,75 | 0,00 | 29 575,56 |
| Observatoire | 183,53 | -183,53 | 0,00 | 246,81 |
| H.A.I. | 97 772,98 | -97 772,98 | 0,00 | 12 475,15 |
| PARA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 484 000,00 |
| DPHRS Paris | 179 867,73 | -179 867,73 | 0,00 | 433 490,78 |
| CERF Paris | -232 045,72 | 232 045,72 | 0,00 | -199 799,42 |
| CERF Régions | 62 593,07 | -62 593,07 | 0,00 | 58 067,52 |
| Plates-formes Régions | 285 359,36 | -282 770,84 | 2 588,52 | 469 367,26 |
| HUDA Régions | 565 146,84 | -565 146,84 | 0,00 | 118 781,78 |
| Domiciliation | -215 901,55 | 215 901,55 | 0,00 | -167 046,92 |
| Comité Pau | 1 715,91 | -1 715,91 | 0,00 | -374,56 |
| Centres FTDA | 1 593 916,75 | -432 744,63 | 1 161 172,12 | 1 429 839,82 |
| ALT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 690,53 |
| Consolidation | 1 096 000,00 | -79 706,85 | 1 016 293,15 | 603 976,21 |
| | **3 527 373,55** | **-1 347 319,76** | **2 180 053,79** | **3 589 215,83** |

Les retraitements de consolidation ne sont pas contrôlés par les tiers financeurs.

| D - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS | DÉBUT D'EXERCICE | DOTATIONS | REPRISES | FIN D'EXERCICE |
|---|---|---|---|---|
| Créteil C.A.D.A subvention A.D.E.M.E. | 2 065,87 | | 991,62 | 1 074,25 |
| Stains C.A.D.A subvention A.D.E.M.E. | 525,00 | | 450,00 | 75,00 |
| Créteil C.A.D.A subvention A.N.A.H. | | 73 559,00 | | 73 559,00 |
| Stains C.A.D.A subvention A.N.A.H. | | 47 205,00 | | 47 205,00 |
| Boissy subvention A.N.A.H. | | 8 632,00 | | 8 632,00 |
| | **2 590,87** | **129 396,00** | **1 441,62** | **130 545,25** |

Les subventions d'investissements concernent des subventions reçues pour des travaux de rénovation des établissements. Elles sont reprises dans le compte de résultat pour le montant de la dotation aux amortissements de l'exercice.

## 3.7 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

| | DÉBUT D'EXERCICE | DOTATIONS | REPRISES | AUTRES MOUVEMENTS | FIN EXERCICE |
|---|---|---|---|---|---|
| Siège | 107 587,92 | 37 994,04 | 30 000,00 | | 115 581,96 |
| Reloref | 87 217,01 | 93 363,16 | 57 217,01 | | 123 363,16 |
| Observatoire | 35 962,91 | 33 017,70 | 35 962,91 | | 33 017,70 |
| Fonds propres | 5 000,00 | | | | 5 000,00 |
| Formation | 43 122,46 | 64 582,72 | 42 912,19 | | 64 792,99 |
| CERF Paris | 182 103,17 | 115 271,65 | 180 950,88 | | 116 423,94 |
| Domiciliation | 288 419,62 | 195 903,41 | 200 270,02 | | 284 053,01 |
| HAI | 48 553,45 | 75 813,17 | 48 553,45 | | 75 813,17 |
| DPHRS | 47 238,69 | 70 248,05 | 46 511,81 | | 70 974,93 |
| Mineurs | 43 972,10 | 72 174,53 | 53 735,94 | | 62 410,69 |
| Projet Informatique | 13 327,84 | 15 010,93 | 13 233,07 | | 15 105,70 |
| Centres FTDA | 503 729,01 | 1 093 503,55 | 281 454,83 | | 1 315 777,73 |
| Consolidation | -454 886,00 | 931 000,00 | 1 780 114,00 | | -1 304 000,00 |
| Autres | 0,00 | -233 663,84 | 262 837,39 | -29 173,55 | 0,00 |
| | **951 348,18** | **2 564 219,07** | **3 033 753,50** | **-29 173,55** | **978 314,98** |

Les provisions pour le personnel représentent des indemnités de licenciement et de départ à la retraite pour couvrir la probabilité de non renouvellement des subventions au titre des activités conventionnées.

Au final les provisions sont constituées par :

| | |
|---|---|
| - les indemnités de départ à la retraite | 189 K€ |
| - les risques prud' homaux | 68 K€ |
| - les licenciements | 661 K€ |
| - autres risques | 60 K€ |
| | 978 K€ |

Les indemnités de départ à la retraite sont calculées en fonction des dispositions de la convention collective sans qu'il soit tenu compte d'hypothèses d'évolution des salaires, de rendement financier, d'espérance de vie ou de taux de rotation du personnel.
Les reprises de provisions correspondent essentiellement à des utilisations effectives.
Les autres mouvements concernent principalement les affectations de résultats en dotations aux provisions et une reprise de réserve d'investissement.

## 3.8 FONDS DÉDIÉS

| | | DÉBUT D'EXERCICE | DOTATIONS | DIMINUTIONS | FIN EXERCICE |
|---|---|---|---|---|---|
| Intégration | Mesures ASI | 32 184,24 | 17 628,76 | 32 184,24 | 17 628,76 |
| Urgence Cachan | | 0,00 | 1 510 149,31 | | 1 510 149,31 |
| Créteil HUDA | | 0,00 | 551 303,74 | | 551 303,74 |
| Mayenne | Logements Relais | 35 178,33 | 25 247,16 | 35 178,33 | 25 247,16 |
| | PASSAJ | 0,00 | | | 0,00 |
| Evreux | Logements Relais | 75 192,11 | 72 837,48 | 75 192,11 | 72 837,48 |
| | Cerf ASI | 0,00 | 2 195,28 | | 2 195,28 |
| Rouen | Logements Relais | 94 288,12 | 87 299,62 | 94 288,12 | 87 299,62 |
| | Mesures ASI | 782,00 | 4 000,00 | 782,00 | 4 000,00 |
| Melun | Logements Relais | 48 376,91 | 41 631,06 | 48 376,91 | 41 631,06 |
| | | **286 001,71** | **2 312 292,41** | **286 001,71** | **2 312 292,41** |

Les fonds dédiés sont des fonds reçus ou à recevoir concernant l'exercice et non encore utilisés ou engagés durant cet exercice du fait de la signature des conventions en fin d'année.
Ces ressources sont isolées au passif du bilan en compte 194, via le compte 6895 du compte de résultat «Provisions pour engagements à réaliser sur ressources affectées».
Les fonds dédiés constitués l'année précédente ont été repris au compte de résultat en «Report des ressources non utilisées».
Au 31 décembre, les fonds dédiés concernent des mesures ASI reportées sur 2006, des réserves pour combler des déficits éventuels sur des logements réservés aux réfugiés statutaires et des fonds destinés à l'urgence.
La très forte hausse des fonds dédiés est enregistrée à la demande des tutelles sur les actions d'urgence : Cachan et Créteil H.U.D.A.



## 3.9 DETTES

| | 2005 | 2006 | ECHEANCES |
|---|---|---|---|
| Cautions reçues des usagers | | 19 888,08 | moins d'un an |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 618 879,98 | 1 563 510,99 | moins d'un an |
| Usagers et comptes rattachés | 323 260,91 | 291 115,64 | moins d'un an |
| Frais de personnel et comptes rattachés | 1 339 969,65 | 1 419 046,62 | moins d'un an |
| Charges fiscales et sociales | 954 739,23 | 677 864,35 | moins d'un an |
| Créditeurs divers | 41 490,65 | 113 525,44 | moins d'un an |
| Charges à payer | 1 902,00 | 1 520,00 | moins d'un an |
| | **3 280 242,42** | **4 086 471,12** | |

## 3.10 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

| | 2005 | 2006 | ECHEANCES |
|---|---|---|---|
| Cautions sur ASG | 290,00 | | |
| EQUAL Action 2 | 37 996,56 | 78 316,11 | moins d'un an |
| Natexis Indemnités déménagement | | 112 462,59 | moins d'un an |
| DDASS 93 Plan Hiver Stains | | 28 267,20 | moins d'un an |
| | **38 286,56** | **219 045,90** | |

Pour EQUAL Action 2, il s'agit de facturations faites en 2006 et pour lesquelles les actions de formation se dérouleront en 2007.
L'indemnité d'éviction de notre siège rue Ganneron reçue de Natexis a été de 170 000 €. Après déduction des honoraires d'agence et des frais de déménagement, il reste la somme de 112 462,59 €. Elle viendra atténuer le coût de location des nouveaux locaux, en étant reprise en résultat sur la durée du nouveau bail.

# 4.NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

## 4.1 ANALYSE DES PRINCIPALES SUBVENTIONS ET DOTATIONS

| | 2005 | 2006 |
|---|---|---|
| Siège | 1 398 639,03 | 1 569 435,36 |
| Observatoire | 214 437,02 | 182 000,00 |
| Reloref | 250 347,50 | 626 267,81 |
| SASA | 1 697 062,96 | 2 059 328,57 |
| Intégration | 3 067 783,61 | 3 160 030,69 |
| Plate-formes | 2 723 943,33 | 2 599 780,83 |
| Projets Européens | 52 486,36 | 53 945,20 |
| CERF Régions | 136 726,00 | 214 499,68 |
| Urgence | 5 000,00 | 2 000 119,00 |
| HUDA | 1 950 294,00 | 2 259 083,62 |
| Centres FTDA | 19 005 129,73 | 20 915 086,95 |
| ALT | 1 045 804,40 | 757 242,19 |
| | **31 547 653,94** | **36 396 819,90** |

## 4.2 ANALYSE DES FRAIS DE GESTION

| | 2005 | 2006 |
|---|---|---|
| Reloref | 25 000,00 | 24 148,64 |
| Observatoire | 10 500,00 | 10 007,70 |
| Intégration | 172 304,79 | 120 718,54 |
| Hébergement Adultes Isolés | 15 913,58 | 53 200,00 |
| Hébergement d'Urgence | 42 675,10 | 114 214,06 |
| Plates-formes régions | 81 991,89 | 102 209,72 |
| Domiciliation | 30 000,00 | 29 964,05 |
| Mineurs | 17 000,00 | 25 432,67 |
| Formation | 10 000,00 | 10 000,00 |
| Centres FTDA | 982 218,20 | 1 061 210,44 |
| Cerf Régions | 6 427,48 | 10 172,98 |
| Projets Européens | 4 608,00 | 8 156,58 |
| | **1 398 639,04** | **1 569 435,38** |

Ces frais de gestion, imputés par le siège sur les centres et autres activités, sont diminués dans la colonne total du compte de résultat Regroupement des Activités France Terre d'Asile

## 4.3 RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il intègre principalement la reprise des déficits pour un montant de 1 070 K€ et la reprise des excédents antérieurs pour 2 661 K€ et l'incidence du déménagement.

# 5. AUTRES INFORMATIONS

## 5.1 PRODUITS À RECEVOIR

Les produits à recevoir sur créances d'exploitation se détaillent comme suit :

| | |
|---|---|
| Prestations ANPE | 36 896,62 |
| Clients Formation | 47 894,43 |
| Participations Boissy | 112 455,16 |
| ANAH | 81 090,00 |
| DRTEFP | 289 509,57 |
| Factures à établir EQUAL 2 | 94 275,00 |
| Autres | 23 959,82 |
| | **686 080,60** |

## 5.2 EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE COMPREND LES PERSONNES SORTIES DANS LE MOIS

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|---|---|---|---|
| Cadres | 56 | 65 | 66 |
| Non Cadres | 285 | 348 | 381 |
| **Totaux** | **341** | **413** | **447** |
| Femmes | 222 | 270 | 296 |
| Hommes | 119 | 143 | 151 |
| **Totaux** | **341** | **413** | **447** |

## 5.3 CRÉDIT BAIL

| | SOLDE AU 31/12/2006 |
|---|---|
| Installation Téléphones | 0,00 |
| 2 postes Téléphone | 416,16 |
| | **416,16** |

## 5.4 AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Néant.

## 5.5 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires ne sont pas valorisées et ne sont pas significatives au regard de l'ensemble des activités.

## 5.6 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le legs a été autorisé par le préfet au 1er mars 2007.
Une somme de 240 000 € provenant de deux projets FER 2005 a été reçue en janvier 2007.



# 6. DÉTAILS DES RÉSULTATS

## 6.1 TABLEAU DE PASSAGE EXERCICE 2006

| RECAPITULATION | ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES | ACTIVITÉS NON CONVENTIONNÉES | PROJETS EUROPÉENS | CONSOLIDATION | FACTURATIONS INTERNES | TOTAL | EXERCICE PÉÉCÉDENT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | | | |
| 70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS | 285 191,02 | 354 797,28 | 53 955,45 | 0,00 | -250 822,34 | 443 121,41 | 19 423 980,25 |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION | 20 915 086,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 915 086,95 | 0,00 |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS | 16 233 212,90 | 164 821,41 | 53 945,20 | 0,00 | -1 569 435,36 | 14 882 544,15 | 11 542 319,33 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 431 689,00 | 4 063,06 | 620,09 | 0,00 | 0,00 | 436 372,15 | 355 785,22 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 57 729,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 729,31 | 37 250,38 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 717 326,52 | 11 988,28 | 0,00 | 33 230,92 | 0,00 | 2 762 545,72 | 2 260 527,50 |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS | 1 483 495,95 | 56 145,26 | 0,00 | -700 886,00 | 0,00 | 838 755,21 | 2 001 734,91 |
| 79-TRANSFERTS DE CHARGES | 408 266,14 | 54 991,90 | 0,00 | 0,00 | -214 450,51 | 248 807,53 | 503 076,77 |
| **TOTAL PRODUITS** | **42 531 997,79** | **646 807,19** | **108 520,74** | **-667 655,08** | **-2 034 708,21** | **40 584 962,43** | **36 124 674,36** |
| **CHARGES** | | | | | | | |
| 60-ACHATS | 1 041 503,74 | 18 074,86 | 1 210,35 | -58 000,00 | -15 310,39 | 987 478,56 | 950 427,87 |
| 61-SERVICES EXTERIEURS | 11 619 836,20 | 78 860,71 | 4 708,25 | 0,00 | -119 853,13 | 11 583 552,03 | 10 928 110,71 |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 1 908 136,43 | 87 950,72 | 18 119,85 | 0,00 | -244 709,33 | 1 769 497,67 | 1 413 373,96 |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES | 1 233 702,69 | 22 699,97 | 4 189,15 | 0,00 | 0,00 | 1 260 591,81 | 1 102 828,34 |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL | 13 051 156,97 | 239 063,40 | 72 136,14 | 200 368,71 | 0,00 | 13 562 725,22 | 11 668 396,81 |
| 65-VIE SOCIALE | 5 008 582,49 | 10 253,08 | 8 157,00 | 0,00 | -1 654 835,36 | 3 372 157,21 | 3 456 008,53 |
| 66-FRAIS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 125,76 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 133 600,61 | 15 914,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 149 515,07 | 429 770,44 |
| 68-DOTATIONS | 4 550 239,04 | 110 424,88 | 0,00 | -1 414 000,00 | 0,00 | 3 246 663,92 | 2 653 244,87 |
| **TOTAL CHARGES** | **39 546 758,17** | **583 242,08** | **108 520,74** | **-1 271 631,29** | **-2 034 708,21** | **36 932 181,49** | **32 615 287,29** |
| **RESULTAT AU 31 DECEMBRE** | **2 985 239,62** | **63 565,11** | **0,00** | **603 976,21** | **0,00** | **3 652 780,94** | **3 509 387,07** |

Les facturations internes sont éliminées pour la présentation consolidée. Ce retraitement n'a pas d'incidence sur le résultat net.
Ces factures se décomposent de la façon suivante :

| | |
|---|---|
| Frais de Gestion imputés aux Centres pour | -1 569 K€ |
| Publication | -38 K€ |
| Informatique | -51 K€ |
| Prestations de Formations fournies aux Centres FTDA pour | -161 K€ |
| Autres | -215 K€ |
| | **-2 034 K€** |

**Les écritures de consolidation avec incidence Résultat se décomposent de la façon suivante :**

| | |
|---|---|
| Annulation provision travaux 2005 | -325 K€ |
| Annulation provision pour préavis 2005 | -588 K€ |
| Dépenses constatées en charges sur 2006 et immobilisées sur 2006 | 58 K€ |
| Amortissements de ces dépenses sur 2006 | -136 K€ |
| Annulation des provisions pour préavis | 596 K€ |
| Annulation des provisions pour travaux non éligibles | 972 K€ |
| Ajustement provision licenciement | -5 K€ |
| Ajustement résultats Angers 2005 CERF | 33 K€ |
| | **605 K€** |

## 6.2 ACTIVITÉS CONVENTIONNÉES COMPTES ADMINISTRATIFS 2006

| RÉCAPITULATION | ALT | ASL | CERF RÉGIONS | DGF | HUDA | INTÉGRATION | OBSERVATOIRE | PAU |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | | | | |
| 70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS | 0,00 | 0,00 | 8 126,55 | 1 179,24 | 0,00 | 273 885,23 | 2 000,00 | 0,00 |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 915 086,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS | 901 038,17 | 0,00 | 214 499,68 | 556 532,11 | 2 265 174,49 | 3 252 728,33 | 182 000,00 | 0,00 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 0,20 | 0,00 | 202,20 | 107 647,91 | 10 394,19 | 55 206,14 | 0,57 | 0,00 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 059,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0,00 | 18 536,95 | 29 429,81 | 857 760,13 | 560 452,84 | 209 868,26 | 4 211,13 | 1 715,91 |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS | 0,00 | 0,00 | 4 500,58 | 251 109,63 | 56 305,65 | 224 372,10 | 39 549,51 | 0,00 |
| 79-TRANSFERTS DE CHARGES | 149 139,90 | 0,00 | 0,00 | 127 385,11 | 714,33 | 4 472,17 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL PRODUITS** | **1 050 178,27** | **18 536,95** | **256 758,82** | **22 818 760,75** | **2 893 041,50** | **4 020 532,23** | **227 761,21** | **1 715,91** |
| **CHARGES** | | | | | | | | |
| 60-ACHATS | 13 956,74 | 0,00 | 8 331,01 | 786 294,47 | 41 614,34 | 44 623,10 | 4 237,19 | 321,08 |
| 61-SERVICES EXTERIEURS | 999 330,86 | 0,00 | 16 449,33 | 5 684 710,94 | 1 355 146,51 | 1 231 775,36 | 12 551,78 | 675,00 |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 3 033,18 | 0,00 | 18 894,70 | 1 106 673,11 | 51 854,56 | 88 131,12 | 17 617,68 | 387,20 |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES | 1 101,67 | 913,82 | 8 531,18 | 758 694,86 | 34 927,65 | 117 182,88 | 12 220,24 | 0,00 |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL | 2 792,33 | 13 978,57 | 125 621,04 | 7 899 102,54 | 422 435,97 | 1 182 600,01 | 136 949,80 | 0,00 |
| 65-VIE SOCIALE | 272,96 | 0,00 | 10 577,21 | 4 078 039,03 | 235 464,42 | 165 091,11 | 10 010,08 | 707,19 |
| 66-FRAIS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 | 67,66 | 103 994,83 | 0,00 | 241 727,19 | 0,00 | 0,00 |
| 68-DOTATIONS | 0,00 | 0,00 | 13 863,73 | 971 411,15 | 634 110,27 | 231 710,10 | 33 927,63 | 0,00 |
| **TOTAL CHARGES** | **1 020 487,74** | **14 892,39** | **202 335,86** | **21 388 920,93** | **2 775 553,72** | **3 302 840,87** | **227 514,40** | **2 090,47** |
| **RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE** | **29 690,53** | **3 644,56** | **54 422,96** | **1 429 839,82** | **117 487,78** | **717 691,36** | **246,81** | **-374,56** |

| RÉCAPITULATION | PLF | RELOREF | RLS | SASA | SIÈGE | URGENCE | TOTAL | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | | | | |
| 70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 285 191,02 | 19 348 953,85 |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 915 086,95 | 0,00 |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS | 2 605 448,08 | 626 267,81 | 526,77 | 2 059 374,22 | 1 569 504,24 | 2 000 119,00 | 16 233 212,90 | 12 718 536,59 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 134 102,59 | 18 540,19 | 0,00 | 54 518,36 | 51 076,65 | 0,00 | 431 689,00 | 355 785,22 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 0,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 669,28 | 0,00 | 57 729,31 | 37 226,80 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 658 554,76 | 6 329,13 | 0,00 | 98 273,24 | 267 500,36 | 4 694,00 | 2 717 326,52 | 1 939 527,50 |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS | 252 551,17 | 57 217,01 | 253 035,47 | 282 343,34 | 62 511,49 | 0,00 | 1 483 495,95 | 596 386,02 |
| 79-TRANSFERTS DE CHARGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 554,63 | 0,00 | 408 266,14 | 476 551,05 |
| **TOTAL PRODUITS** | **3 650 656,96** | **708 354,14** | **253 562,24** | **2 494 509,16** | **2 132 816,65** | **2 004 813,00** | **42 531 997,79** | **35 472 967,03** |
| **CHARGES** | | | | | | | | |
| 60-ACHATS | 66 327,70 | 11 541,14 | 0,00 | 18 283,55 | 44 153,56 | 1 819,86 | 1 041 503,74 | 1 073 532,55 |
| 61-SERVICES EXTERIEURS | 405 173,40 | 26 070,50 | 26 546,92 | 1 202 576,03 | 206 390,03 | 452 439,54 | 11 619 836,20 | 11 016 723,42 |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 207 203,06 | 50 147,08 | 0,00 | 101 704,15 | 261 686,10 | 804,49 | 1 908 136,43 | 1 472 982,08 |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES | 102 467,24 | 22 549,04 | 0,00 | 58 743,21 | 114 306,16 | 2 064,74 | 1 233 702,69 | 1 080 261,30 |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL | 1 231 022,76 | 295 812,18 | 0,00 | 643 756,06 | 1 073 959,99 | 23 125,72 | 13 051 156,97 | 12 001 706,60 |
| 65-VIE SOCIALE | 394 933,92 | 24 149,26 | 0,00 | 85 962,82 | 337,46 | 3 037,03 | 5 008 582,49 | 4 839 468,52 |
| 66-FRAIS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 010,90 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 401 055,52 | 153 136,75 | 0,00 | 215 901,55 | 17 717,11 | 0,00 | 1 133 600,61 | 422 206,49 |
| 68-DOTATIONS | 373 106,10 | 95 372,63 | 227 015,32 | 322 153,56 | 127 340,93 | 1 520 227,62 | 4 550 239,04 | 1 121 701,62 |
| **TOTAL CHARGES** | **3 181 289,70** | **678 778,58** | **253 562,24** | **2 649 080,93** | **1 845 891,34** | **2 003 519,00** | **39 546 758,17** | **33 041 593,48** |
| **RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE** | **469 367,26** | **29 575,56** | **0,00** | **-154 571,77** | **286 925,31** | **1 294,00** | **2 985 239,62** | **2 431 373,55** |



## 6.3 ACTIVITÉS NON CONVENTIONNÉEES EXERCICE 2006

| RÉCAPITULATION | RESSOURCES PROPRES | FORMATION | INFORMATIOUE | TOTAL | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|---|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS** | | | | | |
| 70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS | 97 136,70 | 182 618,19 | 75 042,39 | 354 797,28 | 221 001,48 |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS | 1 668,46 | 163 152,95 | 0,00 | 164 821,41 | 169 935,42 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 0,00 | 4 061,99 | 1,07 | 4 063,06 | 0,00 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23,58 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0,00 | 11 988,28 | 0,00 | 11 988,28 | 0,00 |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS | 0,00 | 42 912,19 | 13 233,07 | 56 145,26 | 5 059,12 |
| 79-TRANSFERTS DE CHARGES | 0,00 | 54 991,90 | 0,00 | 54 991,90 | 26 525,72 |
| **TOTAL PRODUITS** | **98 805,16** | **459 725,50** | **88 276,53** | **646 807,19** | **422 545,32** |
| **CHARGES** | | | | | |
| 60-ACHATS | 401,83 | 17 673,03 | 0,00 | 18 074,86 | 17 005,90 |
| 61-SERVICES EXTERIEURS | 11 289,97 | 66 336,18 | 1 234,56 | 78 860,71 | 53 101,36 |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 40 101,68 | 47 849,04 | 0,00 | 87 950,72 | 100 817,46 |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES | 0,00 | 17 983,50 | 4 716,47 | 22 699,97 | 18 789,83 |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL | 0,00 | 193 280,79 | 45 782,61 | 239 063,40 | 219 409,25 |
| 65-VIE SOCIALE | 249,00 | 10 003,39 | 0,69 | 10 253,08 | 10 571,05 |
| 66-FRAIS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114,86 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 15 914,46 | 0,00 | 15 914,46 | 7 563,95 |
| 68-DOTATIONS | 77,15 | 95 336,80 | 15 010,93 | 110 424,88 | 13 158,14 |
| **TOTAL CHARGES** | **52 119,63** | **464 377,19** | **66 745,26** | **583 242,08** | **440 531,80** |
| **RESULTAT AU 31 DECEMBRE** | **46 685,53** | **-4 651,69** | **21 531,27** | **63 565,11** | **-17 986,48** |

## 6.4 - PROJETS EUROPEENS - COMPTE DE RESULTAT 2006

| RÉCAPITULATION | EQUAL 2 | EXERCICE PRÉCÉDENT |
|---|---|---|
| **PRODUITS** | | |
| 70-PRODUITS/VENTES/PRESTATIONS | 53 955,45 | 46 603,44 |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION | 0,00 | 0,00 |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS | 53 945,20 | 52 486,36 |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 620,09 | 0,00 |
| 76-PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 0,00 | 0,00 |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS | 0,00 | 5 725,20 |
| 79-TRANSFERTS DE CHARGES | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL PRODUITS** | **108 520,74** | **104 815,00** |
| **CHARGES** | | |
| 60-ACHATS | 1 210,35 | 889,42 |
| 61-SERVICES EXTERIEURS | 4 708,25 | 3 285,93 |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 18 119,85 | 32 152,94 |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES | 4 189,15 | 3 777,21 |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL | 72 136,14 | 60 101,50 |
| 65-VIE SOCIALE | 8 157,00 | 4 608,00 |
| 66-FRAIS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 0,00 | 0,00 |
| 68-DOTATIONS | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL CHARGES** | **108 520,74** | **104 815,00** |
| **RESULTAT AU 31 DECEMBRE** | **0,00** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **PRODUITS** | |
| 70-DOTATION GLOBALE/VENTES/PRESTATIONS/ADHESIONS/DONS : | les abonnements, les prestations de formation, les cotisations, les publications de FTDA |
| 73-DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION : | les dotations globales de financement. |
| 74-SUBVENTIONS-PARTICIPATIONS : | les subventions, les participations des familles. |
| 75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | les rembourssements de sécurité sociale et prévoyance et les participations concernant les emplois aidés. |
| 75-PRODUITS FINANCIERS : | les produits financiers des placements bancaires. |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS : | les produits exceptionnels, les produits de cessions, les excédents affectés à la gestion. |
| 78-REPRISE DE PROVISIONS : | les reprises d'amortissements et provisions. |
| 79-CESSIONS INTERNES : | les transferts de charges |
| **CHARGES** | |
| 60-ACHATS : | les produits pharmaceutiques, les produits d'entretien, les fournitures de bureau, l'EDF-GDF, l'eau, le matériel hôtelier. |
| 61-SOUS-TRAITANCE, SERV. EXTERIEURS : | la sous-traitance hébergement des demandeurs d'asile, la cantine scolaire, le nettoyage des locaux,les loyers, l'entretien et les réparations, les contrats de maintenance, les assurances. |
| 62-AUTRES SERVICES EXTERIEURS : | les honoraires, l'interpretariat, les publications, la documentation, les impressions, le déplacement du personnel, les frais de timbres et de téléphone. |
| 63-IMPOTS ET ASSIMILES : | Taxe sur les salaires, versement transport, formation professionnelle, effort construction et autres taxes. |
| 64-FRAIS DE PERSONNEL : | Rémunération du personnel et charges sociales. |
| 65-VIE SOCIALE : | les frais de gestion, les frais de vie sociale du centre, pécule ticket service. |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES : | les charges exceptionnelles, la valeur nette comptable des immobilisations. |
| 68-DOTATIONS : | les dotations aux amortissements et aux provisions, les engagements à réaliser. |



# RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE 2006

## Activité de l'association

France Terre d'Asile est une association déclarée à la préfecture de Paris le 23 décembre 1970. Elle a été reconnue de bienfaisance par l'arrêté préfectoral du 19 février 1993.

A ce titre, elle bénéficie d'avantages, dont la possibilité de recevoir des dons et legs (en plus des dons manuels autorisés pour toute association). Un legs (succession Petit) est en cours de finalisation, l'autorisation du préfet a été obtenue en 2007, France Terre d'Asile devra l'utiliser conformément à sa destination.

L'année 2006 a été marquée, outre la poursuite des activités préexistantes, par la création de quatre nouveaux Cada : Caen, Bordeaux, Sarcelles et Vendôme et par l'intervention de France Terre d'Asile dans la résolution du problème des déboutés du droit d'asile sur Cachan.

On notera de plus quatre extensions, l'une à Gap de 10 places au 1er Août 2006, une à Massy pour 50 places au 1er septembre 2006, une à Niort pour 20 places au 1er septembre et une extension au Cada de Paris pour 40 places au 1er septembre.

Le nombre de journées réalisées par les 29 Cada plus 1 CPH est de 758 656 journées contre 718 449 journées en 2005 soit une augmentation de 5,60 %.

**Le résultat global 2006** dégage un excédent de 3 652 781 € après reprise des résultats antérieurs déficitaires de 1 070 503 € et excédentaires de 2 661 786 €.

Le résultat des activités conventionnées est excédentaire à hauteur de 2 985 240 €.

On notera comme sur l'exercice précédent l'absence de tout ou partie des financements FER. De très importantes conventions avec le FER ne sont pas signées à la suite d'un processus administratif anormalement long des conventions FER, alors que France Terre d'Asile a, de son côté, engagé les dépenses correspondantes aux actions prévues au cahier des charges pour être exécutées en 2006. Ces financements qui n'ont pu être comptabilisés en 2006 et devront être normalement obtenus en 2007, s'élèvent à 725 000 euros, les financements, à la charge de l'Etat français ayant été obtenus sur l'exercice 2006 et comptabilisés.

**Autres résultats significatifs de nos activités conventionnées sur 2006 :**

**Les Cada** affichent globalement un résultat en baisse de 229 K€, l'établissement de Créteil affiche pour sa part un déficit de -20 K€.

Ce déficit s'explique principalement par la comptabilisation sur l'exercice 2006 de factures de restauration et d'entretien relatives à 2005 pour un montant de 100 K€.

**Le Dispositif d'Hébergement Provisoire des Réfugiés Statutaires (DPHRS)** présente un excédent de + 433 K€ qui s'explique essentiellement par le développement du parc d'hébergement sous la forme d'appartements partagés soit un gain de 330 K€ et une augmentation de la participation des usagers. Il est à signaler également que nous n'avons pas hébergé comme prévu 300 personnes sur l'exercice mais une moyenne mensuelle de 235 personnes.

La baisse de 443 K€ pour l'**Hébergement d'Urgence pour des Demandeurs d'Asile** non isolés s'explique principalement par la constitution de fonds dédiés à la demande des tutelles.

**Le Para (Programme d'autonomisation des régularisés de l'Asile)** présente un résultat de 484 K€. Cette activité nouvelle est un pôle d'autonomisation ayant pour objet d'accompagner les personnes hébergées via les hôtels. La DASS de Paris devrait reprendre l'excédent pour le financement de cette activité sur 2007.

**Le Service d'Accueil pour mineurs étrangers (Samie) créé le 1er septembre 2006 présente un montant de dépenses de 162 K€.**

Ce résultat sera repris en totalité en augmentation des charges sur l'exercice 2007.

**La plate-forme Seine-Maritime enregistre un excédent de + 96 K€**

Le cofinancement 2006 FER n'a pu être comptabilisé en l'absence de convention signée.

Par contre, une somme de 130 K€ a été comptabilisée en produits provenant d'une affectation de résultats du Cada de Rouen.

**L'activité de domiciliation du service d'Assistance Sociale et Administrative enregistre un déficit de –167 K€** du fait de la non comptabilisation du cofinancement FER 2006.

**Le CERF Paris présente un déficit de – 200 K€,** du fait de la non comptabilisation du cofinancement FER 2006.

**Le Siège de l'association présente un excédent de + 287 K€. Le résultat 2005 était de 245 901,40 € soit une variation de + 41 023,91 €.**

Le siège social de France Terre d'Asile a déménagé en Novembre 2006. L'impact du loyer des nouveaux locaux se mesurera sur l'exercice 2007.

**Les retraitements effectués en consolidation qui permettent le passage des comptes administratifs vers les comptes de l'association ont un impact de 603 976 € sur le résultat.**

**Les activités non conventionnées dégagent un excédent global de + 63 565 €.**

| | |
|---|---|
| Les fonds propres Activité générale | 46 686 € |
| Le département formation | -4 652 € |
| L'informatique | 21 531 € |

Cette augmentation est principalement due à un don exceptionnel de 26 000 €.

L'évolution des produits d'exploitation qui passent de 33 301 K€ à 37 479 K€ résulte principalement des augmentations suivantes :

- de la gestion du dispositif Cachan pour 2 M€.
- des dotations sur les Cada pour 1 M€ ;
- des subventions sur Reloref de 0,3 M€ concernant le FER 2006;
- des subventions sur l'Huda pour 0,3 M€ ;
- des subventions sur l'intégration pour 0,1 M€ ;

Les charges d'exploitation varient essentiellement au niveau des charges externes et du personnel en corrélation avec les produits d'exploitation.

Le résultat d'exploitation est à apprécier au regard des

engagements à réaliser sur les financements reçus, portés en pied de compte de résultat. Ces engagements à réaliser correspondent principalement aux charges à engager sur Cachan et l'Huda de Créteil. Compte tenu de la variation des engagements nets (charges) à réaliser entre 2005/2006 s'élevant à 2,2 M€ et de la variation du résultat d'exploitation s'élevant à 2,6 M€, la variation réelle du résultat opérationnel est de 0,4 M€

Le résultat exceptionnel retrace principalement les reprises d'excédent ou déficit des résultats sur les activités conventionnées par les tutelles ainsi que l'incidence du déménagement du siège social.

Les postes du bilan évoluent peu sauf les créances clients qui passent de 1 430 K€ à 7 366K€ en l'attente du paiement des subventions sur le DPHRS, l'appui sur Cachan et du solde 2006 des dotations globales de financements pour les centres de Créteil, de Saint-Denis, Stains et Boissy.

De même les fonds dédiés évoluent principalement en raison de l'opération Cachan et de l'Huda.

## Perspectives

Le périmètre de l'association devrait se stabiliser.

**La situation financière de l'association est satisfaisante. La trésorerie globale au 31 décembre 2006 s'élève à 5 160 786 €.**

Cette situation financière permet de couvrir, sur les premiers mois de l'année 2007, les versements non reçus de nos financeurs.



# GLOSSAIRE

| | |
|---|---|
| **AAH** | Allocation aux adultes handicapés |
| **ADEFI** | Association départementale en faveur des immigrés |
| **AFPA** | Association nationale pour la formation professionnelle des adultes |
| **ANAEM** | Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations |
| **ANPE** | Agence nationale pour l'emploi |
| **API** | Allocation parent isolé (pour les familles monoparentales) |
| **APL** | Allocation personnalisée au logement |
| **APP** | Ateliers pédagogiques personnalisés |
| **APS** | Autorisation provisoire de séjour |
| **ARA** | Allocation de retour à l'activité |
| **ASG** | Allocation sociale globale |
| **ASI** | Appui social individualisé |
| **ATA** | Allocation temporaire d'attente |
| **AUDA** | Accueil d'urgence pour demandeurs d'asile |
| **CADA** | Centre d'accueil pour demandeurs d'asile |
| **CAF** | Caisse d'allocations familiales |
| **CAI** | Contrat accueil et intégration |
| **CASNAV** | Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage |
| **CCAS** | Centre communal d'action sociale |
| **CDD** | Contrat à durée déterminée |
| **CDI** | Contrat à durée indéterminée |
| **CERF** | Conseil emploi réfugiés formation |
| **CESEDA** | Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile |
| **CHRS** | Centre d'hébergement et de réadaptation sociale |
| **CIDFF** | Centre d'information du droit des femmes et des familles |
| **CLA** | Commission locale d'admission |
| **CLAP** | Comité de liaison des acteurs de promotion |
| **CMU** | Couverture médicale universelle |
| **CNA** | Commission nationale d'admission |
| **CNAF** | Caisse nationale d'allocations familiales |
| **CODES** | Comité départemental d'éducation pour la santé |
| **CPAM** | Caisse primaire d'assurance maladie |
| **CPH** | Centre provisoire d'hébergement |
| **CRA** | Commission régionale d'admission |
| **CROSMS** | Comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale |
| **CRR** | Commission de recours des réfugiés |
| **DALF** | Diplôme approfondi de langue française |
| **DDASS** | Direction départementale des affaires sanitaires et sociales |
| **DELF** | Diplôme étude en langue française |
| **DIRE** | Dispositif information et de ressources pour les étrangers |
| **DNA** | Dispositif national d'accueil |
| **DPHRS** | Dispositif provisoire d'hébergement des réfugiés statutaires |
| **DRASS** | Direction régionale des affaires sanitaires et sociales |
| **DRASSIF** | Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France |
| **FACIL** | Formation d'accès à la citoyenneté et à l'intégration par la langue |
| **FAPIL** | Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement |
| **FASILD** | Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte conntre les discriminations |
| **FER** | Fonds européen pour les réfugiés |
| **FJT** | Foyer jeunes travailleurs |
| **FLE** | Français langue étrangère |
| **FNAIM** | Fédération nationale de l'immobilier |
| **FNARS** | Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale |
| **FTM** | Foyer pour les travailleurs migrants |
| **GEIQ** | Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification |
| **HAI** | Hébergement pour adultes isolés |
| **HALDE** | Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité |
| **HUDA** | Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile |
| **OFPRA** | Office français de protection des réfugiés et des apatrides |
| **OIRS** | Observatoire de l'intégration des réfugiés statutaires |
| **PARA** | Programme d'autonomisation des régularisés de l'asile |
| **PDALPD** | Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées |
| **PGAA** | Programme global d'animation et d'autonomisation |
| **PLIE** | Plan local pour l'insertion et l'emploi |
| **PMI** | Protection maternelle et infantile |
| **PRAPS** | Programme régional d'accès à la prévention et aux soins |
| **PRIM** | Plate-forme francilienne de promotion de l'insertion par la mobilité géographique |
| **RELOREF** | Rechercher un logement pour les réfugiés |
| **RMI** | Revenu minimum d'insertion |
| **UNPI** | Union nationale de la propriété immobilière |

# ABONNEMENT

## Aidez-nous, informez-vous,

France Terre d'Asile

## abonnez-vous !

Organisme : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Téléphone/ Fax : .....E-mail : .....

Je deviens adhérent de France terre d'Asile et je verse :

- ☐ 50 € membre actif
- ☐ 35 € membre actif *(tarif chômeurs/ étudiants)*
- ☐ 150 € membre bienfaiteur

Je deviens adhérent et je m'abonne aux publications

- ☐ 60 € Abonnement et adhésion à l'association
- ☐ 42 € Abonnement et adhésion *(tarif chômeurs/ étudiants)*

Je m'abonne aux publications de France Terre d'Asile

- ☐ 50 € Abonnem
- ☐ 35 € Abonnement *(tarif chômeurs/ étudiants)*

Je soutiens l'action de France terre d'Asile et je fais don de .....€

**IMPORTANT** : L'association France Terre d'Asile est autorisée par arrêté préfectoral du 23 février 2005 à bénéficier des articles 200-3 bis-2 du code général des impôts. A ce titre, et en application de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 (JO du 2 août 2003), tout versement (cotisations et dons) vous donne droit à une déduction d'impôt égale à 60 % de son montant, dans la limite de 20% de votre revenu imposable (0,5% du chiffre d'affaires pour les entreprises)

Je règle la somme totale de …….. €

- ☐ Par chèque postal ou bancaire à l'ordre de France Terre d'Asile
- ☐ Par virement sur le compte FTDA : La Poste – 30041 00001 1069564A02021

Date : Signature :

*Merci de nous retourner ce bon de commande complété accompagné de votre règlement à :*

**FRANCE TERRE D ASILE**
**SECRETARIAT GENERAL**
**24 RUE MARC SEGUIN-75018 PARIS**

## Notes



## Notes

impression :
stedi (Paris)

conception graphique :
marctouitou@wanadoo.fr

www.france-terre-asile.org

# FRANCE TERRE D'ASILE

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006